

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Société anonyme

Siège social de Bruxelles

Registre du commerce Bruxelles 22.300

C.C.P. 000-0000500-15 — T.V.A. 203.201.340

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES 1970-1980

La Banque vient de publier, pour la période 1970-80, un recueil de séries statistiques afférentes à l'économie belge. C'est le sixième du genre ; les précédents se rapportaient respectivement aux périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960 et 1960 à 1970.

En publiant pour la sixième fois un tel recueil, la Banque a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Pour atteindre cet objectif, elle s'est efforcée non seulement de publier des séries statistiques comparables pour l'ensemble de la décennie, mais encore d'assurer, là où c'était possible, la continuité avec les séries publiées dans les recueils antérieurs. On notera, à cet égard, l'existence d'une table de concordance des données figurant dans les tableaux actuels et dans les recueils précédents, ainsi que d'une section « Aperçu général » comportant une vue d'ensemble de la période 1950-1980 et des séries rétrospectives pour 1920-1980.

Dans ses grandes lignes, la section principale de l'ouvrage est construite comme dans les deux recueils antérieurs : elle est divisée de la même manière et couvre aussi une période de onze ans. Les tableaux reprennent en effet les données de l'année 1970, qui avaient déjà été publiées dans le recueil paru il y a dix ans.

Un certain nombre d'informations nouvelles ont été reprises. Il s'agit en premier lieu de statistiques établies de manière uniforme pour tous les pays de la C.E.E. par l'Office Statistique des Communautés Européennes. Il a, en outre, été tenté de répondre, dans la mesure du possible, à la demande de statistiques régionales. Ont enfin été recensées un certain nombre de données nouvelles relatives, entre autres, à l'emploi et au chômage, à la balance des paiements, au marché des changes, aux actifs financiers, aux comptes annuels des entreprises et au marché interbancaire.

Plus encore qu'auparavant, l'accent a été mis sur les statistiques macro-économiques. Pour cette raison et du fait du nombre important d'informations nouvelles, certains tableaux non essentiels, surtout dans les chapitres relatifs à l'économie réelle, ont été supprimés ou simplifiés.

Comme dans le recueil précédent, il est tenu compte de l'évolution des recherches économétriques où il est, de préférence, fait usage de séries longues de données ayant trait à des périodes inférieures à un an. Aussi a-t-on essayé, autant que possible, de publier les séries essentielles, en particulier les statistiques monétaires et financières établies par la Banque elle-même, sur une base mensuelle ou trimestrielle.

Sont repris dans la dernière section de l'ouvrage, les principaux résultats du recensement général de la population, des bâtiments, du commerce et de l'industrie au 31 décembre 1970, de l'enquête socio-économique au 30 avril 1977, de l'enquête sur les budgets des ménages de 1973-1974 et 1978-1979 et des enquêtes trisannuelles de l'Office Statistique des Communautés Européennes sur les coûts salariaux dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances.

Les tableaux d' « Entrées-Sorties » de 1970 et 1975 figurent en annexe. Comme précédemment, des notices à caractère technique, formant le volume I, précisent la portée des chiffres qui font l'objet du volume II.

Afin de permettre une meilleure interprétation des chiffres et de répondre aux demandes d'éclaircissement des utilisateurs, ces notices ont été élargies et rédigées, dans la mesure du possible, suivant un même schéma.

L'ouvrage est édité en français et en néerlandais; les tableaux portent des libellés bilingues. Le volume I (consacré aux notices techniques) compte 268 pages et le volume II (consacré aux tableaux), 628 pages.

Le prix de l'ouvrage s'élève à :

pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : FB 2.000
 (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique);
 pour les autres pays européens : FB 2.600
 pour les autres pays : voie normale : FB 2.600
 voie aérienne : FB 3.000

On trouvera ci-après, à titre d'information, les prix (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) auxquels les précédents recueils peuvent encore être obtenus :

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement) ...	FB 100	FB 100
1929-1940.....	FB 250	FB 250
1941-1950.....	FB 400	FB 450
1950-1960.....	FB 500	FB 600
1960-1970.....	FB 1.000	FB 1.100

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A L'OUVRAGE « STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES 1970-1980 »

Edition désirée : FRANCAIS — NEERLANDAIS *

Nom (en caractères d'imprimerie) :

Adresse :

Numéro d'immatriculation à la T.V.A. :

Le paiement** se fera par virement ou versement au compte :

100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation »

(Signature)

* Barrer les mentions inutiles.

** Prix :
Belgique et Grand-Duché de Luxembourg : FB 2.000
(à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique);
Autres pays européens : FB 2.600
Autres pays : courrier ordinaire : FB 2.600
courrier par avion : FB 3.000

A adresser à :

Banque Nationale de Belgique
Service de Documentation
Boulevard de Berlaimont 5
B - 1000 BRUXELLES



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXI^e Année

Tome I N^o 3 - Mars 1986

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Une méthode d'évaluation des répercussions sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics d'un changement dans le régime du précompte mobilier.
- 33 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de février 1986.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 177 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

UNE METHODE D'EVALUATION
DES REPERCUSSIONS
SUR LES RECETTES ET DEPENSES
DES POUVOIRS PUBLICS
D'UN CHANGEMENT DANS LE REGIME
DU PRECOMPTE MOBILIER

OBSERVATIONS LIMINAIRES

Les évaluations dont la méthode sera explicitée ci-après sont avant tout un exercice. En effet, les données chiffrées qu'elles fournissent n'ont qu'une valeur approximative, en raison des nombreuses hypothèses qu'il a fallu adopter. Cependant, cet essai peut avoir, par ailleurs, une valeur démonstrative de portée générale : cette évaluation des conséquences finales qu'une mesure de politique fiscale a sur le déficit financier des pouvoirs publics montre que, en tout état de cause, cette incidence est très différente de l'impact brut qui aurait été estimé « rebus sic stantibus » ; cette simplification-ci n'a pas de sens lorsque les données financières sont reliées entre elles par des interdépendances économiques sous-jacentes. L'observation ne vaut pas seulement en matière de finances publiques mais aussi, par exemple, quand il s'agit de la balance des paiements courants et, plus généralement, dans tous les cas où l'on observe que certaines fonctions relient indirectement les dépenses et les recettes, ou bien certaines catégories de dépenses avec d'autres catégories de dépenses, ou bien certaines catégories de recettes avec d'autres catégories de recettes. Lorsque ces liaisons, plus ou moins rigoureuses suivant les phénomènes, ou suivant les pays, voire suivant les époques, sont agissantes, un changement de l'importance de certaines recettes peut induire une altération de même sens de certaines dépenses ou de sens inverse d'autres recettes ; il en est de même pour les variations de certaines dépenses ; dans l'un ou l'autre cas, des mesures discrétionnaires qui portent soit sur les recettes, soit sur les dépenses aboutissent à un changement moindre des soldes. L'observation vaut particulièrement, en Belgique, en matière de finances publiques, en raison de l'importance considérable qu'ont les recettes des pouvoirs publics relativement au Produit National Brut — plus de 49 p.c. — et les dépenses de ceux-ci — plus de 62 p.c.

C'est donc une décision de politique budgétaire — plus précisément de politique fiscale — que l'exercice ci-après a prise comme thème. On a choisi une modification discrétionnaire du régime du précompte mobilier, prélèvement à la source sur les revenus mobiliers qui exonère de taxations ultérieures la très grande majorité de ceux-ci pour les personnes physiques. Ce choix a été fait parce que les incidences de cette mesure sont particulièrement complètes. En effet, une diminution de ce prélèvement exercerait tout d'abord, comme on le verra, un effet induit, de sens inverse, sur d'autres catégories de recettes. Ensuite, comme cette mesure entraînerait néanmoins une aggravation du déficit final à financer, elle exercerait aussi un effet d'entraînement pour certaines dépenses qui augmenteraient : il s'agit des charges d'intérêts de la dette publique qui seraient accrues par le fait même de cet élargissement du solde budgétaire négatif.

Ces deux effets dérivés, dont l'un atténue les conséquences initiales de la perte de recettes, et dont l'autre, au contraire, aggrave ces conséquences, se produiraient de façon générale, quelle que soit la catégorie de recettes fiscales qui ferait l'objet d'une mesure d'allègement. Mais la réduction du taux d'imposition au titre de précompte mobilier aurait, en outre, des effets plus spécifiques : elle permettrait sans doute un certain abaissement de divers taux nominaux bruts d'intérêt intérieurs ; en effet, la grande majorité des apporteurs finals de fonds sont attentifs aux taux nets : c'est le niveau de ceux-ci qui influence, dans une certaine mesure, la décision de constituer des épargnes financières et surtout l'affectation de ces fonds ; ces taux nets sont particulièrement motivants pour les résidents personnes physiques ; pour d'importantes catégories d'actifs financiers, le prélèvement fiscal à la source majore ces taux de rendements nets, pour déterminer les taux bruts correspondants ; ceux-ci constituent les coûts financiers supportés par les emprunteurs. Un abaissement du taux du précompte mobilier pourrait donc permettre de réduire ces coûts et notamment ceux de la dette publique. Pour les raisons développées plus loin, cette réduction des taux bruts ne se produirait probablement pas de façon mécanique et elle serait sans doute moins que proportionnelle ; comme il n'est pas possible d'évaluer de façon précise quelle serait effectivement cette proportion, une hypothèse raisonnée a été adoptée. De toute façon, l'introduction, dans le raisonnement, de cette répercussion supposée d'une réduction de taux du précompte mobilier sur les taux d'intérêt était intéressante car elle enrichissait encore la méthode : elle montrait que la mesure étudiée aurait encore d'autres effets dérivés, favorables au solde budgétaire, qui, eux-mêmes, affecteraient ensuite d'autres recettes et dépenses des pouvoirs publics.

L'exercice a donc pu être poussé assez loin. Sans aucun doute, il a fallu faire appel à beaucoup d'hypothèses et à beaucoup d'estimations, puisées à diverses sources. Dès le départ, on a imaginé deux cas dont l'un consiste à raisonner comme si le précompte mobilier était supprimé, sans plus, et l'autre, comme s'il était ramené à 20 p.c., sans plus, puis il a fallu imaginer les modalités de l'application de ces changements du régime ; les autres hypothèses qui ont dû être faites en avançant dans l'exercice, seront précisées dans le texte. Les paramètres utilisés pour calculer les multiplicateurs ont été estimés sur la base des données observées dans un passé récent. Enfin, les taux d'intérêt qui ont servi à estimer

les incidences, directes ou dérivées, de la mesure sur les charges de la dette publique sont ceux qui étaient en vigueur au début de l'année 1986 ; il n'est pas tenu compte des modifications des taux qui se sont produites depuis lors et qui se produiront sans doute dans le futur. Le but est d'exposer une méthode — et la soumettre, ainsi, à la critique des spécialistes — et non pas de proposer une estimation précise des conséquences qu'aurait, sur le budget, une mesure de politique fiscale dont la Banque s'interdit de vouloir paraître suggérer l'opportunité, au moment où l'éventualité d'une telle décision est diversement commentée par différentes parties.

I. POINT DE DEPART ET HYPOTHESES DE BASE

On rappellera tout d'abord que la suppression ou la réduction à 20 p.c. du précompte mobilier — les deux seuls cas qui font l'objet de l'exercice — aurait une quadruple incidence sur les recettes et les dépenses des pouvoirs publics :

— dans un premier stade, une telle mesure entraînerait nécessairement une diminution des recettes fiscales ;

— cette baisse de la pression fiscale et l'augmentation des revenus disponibles qui en résulterait exercerait ensuite — en vertu du mécanisme du multiplicateur — un effet de retour qui permettrait aux pouvoirs publics de récupérer une partie des recettes perdues ;

— dans la mesure où cette modification du précompte mobilier rendrait possible un ajustement à la baisse de certains taux d'intérêt, en particulier des taux pour les nouveaux emprunts publics en francs belges, elle se traduirait en même temps par un allègement des charges d'intérêts supportées par les pouvoirs publics, diminution qui déclencherait à son tour des effets de retour supplémentaires ;

— l'incidence budgétaire nette de chacun des effets mentionnés ci-avant s'accompagnerait enfin d'une variation endogène correspondante de la dette publique et elle donnerait lieu dès lors à une augmentation ou à une diminution des paiements d'intérêts futurs sur cette dette.

Ces différents effets seront analysés plus en détail dans la suite de cet article. Au préalable, il convient toutefois de signaler que les estimations présentées concernent exclusivement l'incidence d'une modification du précompte mobilier et d'une éventuelle diminution simultanée de certains taux d'intérêt créditeurs et des taux des emprunts publics en francs belges. Ceci implique qu'il n'a pas été tenu compte :

— des éventuelles mesures d'accompagnement qui pourraient être prises pour des raisons de politique budgétaire. Il n'est pas exclu, par exemple, que les moins-values fiscales résultant de la suppression du précompte soient compensées en tout ou en partie par un relèvement d'autres impôts ou encore que les revenus mobiliers soient de nouveau globalisés d'une manière ou d'une autre avec d'autres revenus imposables ;

— des profits et pertes potentiels qui pourraient découler d'une modification du précompte mobilier. Dans la mesure où cette modification pourrait aller de pair avec une diminution des taux d'intérêt appliqués aux emprunts publics, elle permettrait évidemment aux pouvoirs publics de réduire également les paiements d'intérêts sur la partie de leurs déficits futurs qui serait financée par des emprunts en francs belges. Cependant cette étude ne prend en considération que les évolutions de la dette publique qui découlent directement, de manière endogène, soit d'une modification discrétionnaire du précompte mobilier, soit des effets induits exercés par une telle mesure. Il est donc fait abstraction de tout accroissement exogène de la dette publique consécutif à des déficits futurs des pouvoirs publics au demeurant difficiles à prédire. Il est d'ailleurs contestable que la diminution relative des paiements d'intérêts sur l'augmentation exogène de la dette puisse être considérée, en elle-même, comme une économie supplémentaire. Ceci aboutirait, en effet, au résultat illogique que les profits résultant d'une modification du précompte seraient d'autant plus élevés que les déficits futurs seraient importants. Pour les mêmes raisons, il n'est pas tenu compte des pertes potentielles de précompte mobilier sur les revenus futurs que les particuliers et sociétés pourraient tirer des actifs financiers supplémentaires qu'ils viendraient à se constituer. L'évolution de ces revenus est d'ailleurs également affectée d'une grande marge d'incertitude ;

— des effets dynamiques qu'une éventuelle modification des taux d'intérêt pourrait exercer, entraînant, par exemple, un changement des comportements d'épargne, de consommation ou d'investissement des différents agents économiques.

Une modification du régime du précompte mobilier peut, en principe, être introduite suivant des modalités fort diverses, particulièrement en ce qui concerne le champ d'application de la mesure. Dans l'éventualité plus particulière d'une diminution substantielle du précompte ou encore d'une suppression de ce dernier, il est essentiel de déterminer si cette mesure s'applique immédiatement à tous les revenus mobiliers ou reste limitée aux revenus perçus sur les nouveaux actifs financiers. La première modalité, qui suppose que les revenus tirés des actifs financiers antérieurement constitués bénéficient également d'une réduction d'impôt, introduirait une importante distorsion entre, d'une part, les actifs financiers existants dont le rendement net après impôt augmenterait sensiblement et, d'autre part, les nouveaux actifs financiers pour lesquels la diminution d'impôt serait sans doute intégrée en tout ou en partie dans le taux nominal offert.

Dans la première hypothèse considérée dans cette étude, à savoir une suppression du précompte mobilier, il semble dès lors plus réaliste d'envisager que cette mesure ne serait d'application que pour les revenus provenant d'actifs financiers nouveaux ou renouvelés tandis que les revenus perçus sur les actifs financiers existants continueraient à être soumis, jusqu'à l'échéance, à un précompte de 25 p.c. Etant donné que cette règle serait difficilement applicable aux revenus sous forme de dividendes, il a été supposé que ceux-ci seraient exemptés, dans leur totalité, du précompte mobilier. Il convient ici de rappeler que, dans le régime actuel, le précompte mobilier retenu sur les dividendes est payé par les sociétés elles-mêmes (retenue globale à la source) et que la politique de

dividendes de ces dernières est généralement fonction du niveau du dividende net distribué. Dans ces conditions, il n'est pas exclu qu'au premier stade, la modification du précompte entraînerait surtout une augmentation des bénéfices réservés des sociétés et ne se répercuterait que de manière très limitée sur les dividendes versés aux actionnaires. Si une telle évolution devait être considérée comme un effet secondaire non souhaité de la mesure, les pouvoirs publics pourraient éventuellement envisager une légère majoration de l'impôt des sociétés afin d'écrémer cette augmentation fortuite des bénéfices sans pour autant augmenter la pression fiscale globale sur les sociétés. Dans la mesure où cette compensation pallierait les conséquences, pour les recettes fiscales de l'Etat, de la suppression du précompte sur les dividendes, l'effet budgétaire final de cette suppression serait évidemment inférieur aux estimations effectuées ci-après.

Dans le second cas, à savoir une réduction du précompte mobilier à 20 p.c., le choix des modalités d'application a probablement des conséquences moins marquées. Par analogie avec l'augmentation du précompte de 20 à 25 p.c. qui a eu lieu au début de 1984, il a été supposé que cette nouvelle modification du taux du précompte s'appliquerait à tous les revenus mobiliers, qu'ils soient perçus sur les actifs financiers existants ou sur les nouveaux actifs.

Afin de ne pas compliquer outre mesure les calculs, on a enfin présumé que la modification du précompte mobilier serait entrée en vigueur au début de 1986. Cette hypothèse d'une mesure rétroactive découle implicitement du choix des données statistiques qui ont servi de base à cette étude. Ces données se rapportent soit à l'ensemble de l'année 1985 (par exemple les recettes réalisées en matière de précompte mobilier) soit à la fin de 1985 (situation de la dette publique, actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers) soit, éventuellement, au début de 1986 (niveau des taux d'intérêt). Puisque cette étude a, avant tout, un caractère méthodologique, la détermination d'un point de départ ne constitue pas, en soi, un problème fondamental : il est, en effet, parfaitement possible, sur la base de la méthode d'estimation explicitée ci-après, d'effectuer de nouvelles évaluations s'appuyant sur des hypothèses alternatives ou des données différentes.

II. L'EFFET DIRECT SUR LES RECETTES FISCALES

1. Part du précompte mobilier dans l'ensemble des recettes fiscales

Les recettes que procure à l'Etat le précompte mobilier ont nettement augmenté ces dernières années pour passer de 28,8 milliards en 1976 à 126,7 milliards en 1985 (tableau 1). Sur l'ensemble de la période considérée, le taux de croissance du précompte mobilier a atteint ainsi en moyenne quelque 17,9 p.c. par an, ce qui est sensiblement plus élevé que le rythme de progression de l'ensemble des recettes fiscales courantes qui n'a représenté que 8,3 p.c.

La part du précompte mobilier dans l'ensemble des recettes fiscales courantes de l'Etat a donc augmenté d'année en année : de 4,2 p.c. en 1976, elle s'est progressivement accrue pour représenter 7 p.c. en 1983, passer à 8,8 p.c. en

1984, à la suite du relèvement du taux du précompte mobilier de 20 à 25 p.c., et atteindre 9,2 p.c. en 1985. Ces chiffres indiquent que le précompte mobilier est incontestablement une des catégories de recettes des pouvoirs publics qui connaît l'expansion la plus forte.

Tableau 1

RECETTES FISCALES PERCUES AU TITRE DU PRECOMPTE MOBILIER

	En milliards de francs			En pour cent des recettes fiscales courantes de l'Etat		
	Total	dont :		Total	dont :	
		à charge des particuliers	à charge des sociétés		à charge des particuliers	à charge des sociétés
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	
1976	28,8	16,0	12,8	4,2	2,3	1,9
1977	34,7	19,2	15,5	4,5	2,5	2,0
1978	41,2	22,9	18,3	4,8	2,7	2,1
1979	48,2	26,8	21,4	5,1	2,8	2,3
1980	58,7	32,6	26,1	6,0	3,3	2,7
1981	65,6	36,7	28,9	6,4	3,6	2,8
1982	74,9	41,9	33,0	6,6	3,7	2,9
1983	84,2	47,2	37,0	7,0	3,9	3,1
1984	114,2	63,9	50,3	8,8	4,9	3,9
1985	126,7	71,0	55,7	9,2	5,2	4,0

Source : Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.

2. Répartition du précompte mobilier entre les particuliers et les sociétés

La perte de recettes fiscales que représenterait pour l'Etat une modification éventuelle du précompte mobilier est en principe limitée à la part de ce précompte qui est à charge des particuliers. En effet, c'est uniquement pour les contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques que le précompte mobilier est libératoire, en ce sens qu'il constitue le seul impôt fixé forfaitairement frappant les revenus mobiliers.

Pour les sociétés, en revanche, les revenus mobiliers sont globalisés avec l'ensemble des autres revenus pour être soumis à l'impôt des sociétés. Dans le cas de sociétés qui réalisent des bénéfices imposables, le précompte mobilier ne constitue donc qu'un paiement anticipé sur l'impôt global des sociétés auquel celles-ci sont assujetties ; une modification du précompte mobilier s'accompagnerait d'un accroissement correspondant des paiements anticipés « ordinaires » d'impôts ou des enrôlements sur les impôts des sociétés. Les sociétés qui ne réalisent pas de bénéfices imposables peuvent, quant à elles, récupérer, à l'occasion de l'imposition définitive, les montants du précompte auquel leurs éventuels

revenus mobiliers ont été soumis; si le précompte était diminué ou supprimé, les remboursements, par l'Etat, aux sociétés de précompte payé indûment se réduiraient ou disparaîtraient. Globalement, une mesure modifiant le précompte exercerait donc une influence sur la manière de percevoir l'impôt sur les sociétés, mais serait neutre à l'égard de la base imposable elle-même et de l'impôt total dû par les sociétés.

L'analyse ne devra donc être poursuivie plus avant qu'en ce qui concerne le précompte mobilier venant à charge des particuliers, bien qu'à ce niveau il convienne également d'apporter quelques nuances. Le caractère « libérateur » du précompte mobilier tel qu'il existe aujourd'hui pour les particuliers comporte, en effet, un certain nombre d'exceptions :

— les contribuables dont le revenu imposable total est soumis à un taux marginal d'imposition inférieur à 25 p.c. peuvent, à l'occasion de leur déclaration définitive, récupérer la partie du précompte mobilier payée indûment. La suppression ou la diminution du précompte aurait pour effet que ces contribuables bénéficieraient effectivement d'une réduction de l'impôt sur leur revenu, mais que cette baisse serait légèrement inférieure à la diminution du montant du précompte proprement dit (voir l'exemple 1 développé à l'annexe 1). L'Etat pourrait, en conséquence, récupérer, via une augmentation des enrôlements à l'impôt des personnes physiques, une faible partie de la perte de recettes résultant de la mesure initiale ⁽¹⁾;

— les contribuables qui jouissent de revenus mobiliers élevés — c'est-à-dire qui perçoivent des intérêts annuels nets d'origine belge supérieurs à 316.000 F ou qui bénéficient de revenus mobiliers globaux supérieurs à 1.110.000 F — sont soumis, suivant le système d'imposition actuel, à une cotisation spéciale compensatoire à taux progressif ⁽²⁾. Dans l'hypothèse où cette « cotisation spéciale » serait supprimée ou réduite en même temps que le précompte mobilier, la moins-value fiscale qui en résulterait pour l'Etat serait évidemment supérieure à la perte du précompte mobilier proprement dit. Si cette cotisation était maintenue, la perte pour l'Etat serait alors limitée comme dans les autres cas, au précompte mobilier « ordinaire »;

— dans le système actuel, certaines personnes ont avantage à déclarer des revenus mobiliers afin de pouvoir, à due concurrence, déduire de leurs revenus déclarés les intérêts payés sur les dettes contractées en vue d'acquérir ou de conserver des revenus mobiliers ou immobiliers (ceci concerne en particulier les intérêts hypothécaires). Cette opération — neutre en termes de revenus imposables — permet de récupérer le précompte mobilier qui est alors soustrait, comme le serait un paiement anticipé, des sommes totales dues à l'impôt des personnes

⁽¹⁾ Selon toute probabilité, cet effet ne serait pas très important. En effet, à partir d'un revenu annuel net imposable de 107.000 F, le taux marginal d'imposition s'élève déjà à 24,2 p.c., soit à peine moins que le taux du précompte mobilier; à partir de 204.000 F, le taux marginal d'imposition (27,9 p.c.) est supérieur au taux du précompte mobilier (barème d'imposition en vigueur pour les revenus de 1986).

⁽²⁾ A moins que les personnes concernées ne s'engagent à réinvestir dans les deux ans, en actions ou parts sociales nouvelles de sociétés belges ou en obligations industrielles nouvelles, la part de leurs revenus mobiliers qui dépasse 316.000 F ou 1.110.000 F.

physiques. Le résultat net de cette opération, pour le contribuable comme pour l'Etat, resterait inchangé suite à une modification du précompte mobilier. Pour le contribuable, la diminution ou la suppression du précompte mobilier à payer serait compensée par une diminution ou une suppression correspondante du montant récupérable; pour l'Etat, la perte de précompte mobilier aurait pour contrepartie une augmentation équivalente des enrôlements sur l'impôt des personnes physiques (voir l'exemple 2 développé à l'annexe 1).

Compte tenu de tous ces cas particuliers, il semble probable que la perte directe totale de recettes fiscales subie par l'Etat serait inférieure à la diminution du précompte, particulièrement si la « cotisation spéciale » sur les revenus mobiliers élevés était maintenue. Bien que cette différence soit difficile à évaluer, il est probable qu'elle reste d'une ampleur limitée; elle n'a donc pas été prise en considération dans la suite de cette analyse qui assimilera simplement les moins-values fiscales directes à la variation du montant du précompte mobilier payé par les particuliers.

Si le montant global du précompte mobilier perçu par l'Etat [colonne (a) du tableau 1] est connu avec précision, il n'en est pas de même pour la répartition entre sociétés et particuliers. Les données en la matière, qui sont reprises aux colonnes (b) et (c) du tableau 1 ont été estimées par l'Administration des impôts directs, sur la base d'une enquête assez ancienne et donc probablement en partie périmée, relative à la ventilation des actifs financiers par détenteurs. Selon la clé forfaitaire de répartition dérivée de cette enquête, environ 56 p.c. du précompte mobilier sont invariablement attribués aux particuliers et 44 p.c. aux sociétés. Une telle ventilation pourrait avoir eu pour effet, particulièrement au cours de la seconde moitié des années septante et au début des années quatre-vingt, de surévaluer la part relative des sociétés et, par conséquent, de sous-évaluer celle des particuliers. La nette amélioration de la situation financière des entreprises au cours de ces dernières années permet de supposer que leur part relative dans le précompte mobilier s'est de nouveau accrue. Cette évolution viendrait conforter la fiabilité des estimations de cette étude puisque celles-ci reposent, en effet, sur des données de 1985.

3. Estimation des moins-values fiscales directes

La colonne (a) du tableau 2 fournit une évaluation des moins-values fiscales directes qui découleraient d'une modification du précompte mobilier. Il est à signaler que ces estimations ne tiennent, provisoirement, pas encore compte des éventuelles baisses de taux d'intérêt qui pourraient résulter de cette mesure. Celles-ci sont prises en considération au chapitre IV.

Dans la première hypothèse — suppression du précompte mobilier — il a été supposé que la mesure ne s'appliquerait, à l'exception des dividendes, qu'aux revenus perçus sur les nouveaux actifs financiers. Pour les actifs financiers existants, la réduction d'impôt dont bénéficieraient les particuliers ne deviendrait donc effective qu'à l'occasion de leur renouvellement, de telle sorte que la perte de recettes fiscales subie par l'Etat se répartirait sur plusieurs années. Au départ d'une estimation de la structure selon le terme et du rendement moyen brut des

Tableau 2

ESTIMATION DES EFFETS BUDGETAIRES DIRECTS ET INDUITS D'UNE SUPPRESSION OU D'UNE REDUCTION DU PRECOMPTE MOBILIER ¹

(en milliards de francs)

	1. Effet fiscal			2. Effet dérivé sur les charges d'intérêts			3. Effet total	
	Moins-values fiscales directes (a)	Effet de retour : 40,7 p.c. de (a) (b)	Effet budgétaire net : (a) + (b) (c)	Charges d'intérêts supplémentaires dues à l'accroissement endogène de la dette : 9,5 p.c. du montant de la colonne (h) pour l'année précédente (d)	Effet de retour : 13,4 p.c. de (d) dans l'hypothèse I et 14,7 p.c. de (d) dans l'hypothèse II (e)	Effet budgétaire net : (d) + (e) (f)	Effet budgétaire net : (c) + (f) (g)	Augmentation endogène cumulée de la dette publique résultant de (g) (h)
Hypothèse I : suppression du précompte mobilier								
1 ^e année	- 17,75	+ 7,22	- 10,53	—	—	—	- 10,53	10,53
2 ^e année	- 30,19	+ 12,29	- 17,90	- 1,00	+ 0,13	- 0,87	- 18,77	29,30
3 ^e année	- 42,63	+ 17,35	- 25,28	- 2,78	+ 0,37	- 2,41	- 27,69	56,99
4 ^e année	- 55,08	+ 22,42	- 32,66	- 5,41	+ 0,73	- 4,68	- 37,34	94,33
5 ^e année	- 61,01	+ 24,83	- 36,18	- 8,96	+ 1,20	- 7,76	- 43,94	138,27
6 ^e année	- 66,94	+ 27,24	- 39,70	- 13,14	+ 1,76	- 11,38	- 51,08	189,35
7 ^e année	- 68,97	+ 28,07	- 40,90	- 17,99	+ 2,41	- 15,58	- 56,48	245,83
8 ^e année	- 71,00	+ 28,90	- 42,10	- 23,35	+ 3,13	- 20,22	- 62,32	308,15
Hypothèse II : réduction du précompte mobilier à 20 p.c.								
1 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	—	—	—	- 8,42	8,42
2 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 0,80	+ 0,12	- 0,68	- 9,10	17,52
3 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 1,66	+ 0,24	- 1,42	- 9,84	27,36
4 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 2,60	+ 0,38	- 2,22	- 10,64	38,00
5 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 3,61	+ 0,53	- 3,08	- 11,50	49,50
6 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 4,70	+ 0,69	- 4,01	- 12,43	61,93
7 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 5,88	+ 0,86	- 5,02	- 13,44	75,37
8 ^e année	- 14,20	+ 5,78	- 8,42	- 7,16	+ 1,05	- 6,11	- 14,53	89,90

¹ Un signe (+) indique un effet budgétaire positif (recettes supplémentaires et/ou réduction de dépenses), un signe (-) indique un effet budgétaire négatif (perte de recettes et/ou accroissement de dépenses).

différentes catégories d'actifs financiers détenus par les particuliers et soumis au précompte mobilier, la perte de recettes fiscales peut être évaluée comme suit :

— environ 25 p.c. du montant total du précompte mobilier payé par les particuliers (71 milliards en 1985) se rapporteraient, soit à des revenus perçus sur des actifs financiers à un an au plus ⁽¹⁾, soit à des dividendes. Cette partie

⁽¹⁾ A l'exclusion des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire pour lesquels le précompte mobilier n'est, dans la plupart des cas, pas d'application, des gros dépôts dont on suppose qu'ils sont détenus principalement par des entreprises, et des placements divers (notamment ceux effectués à l'étranger) qui échappent de facto à cet impôt.

du précompte mobilier, qui représenterait 17,75 milliards, serait donc perdue dès la première année ;

— pour les revenus provenant d'obligations, bons de caisse et dépôts à terme dont l'échéance est à plus d'un an, une perte de précompte mobilier ne serait enregistrée qu'à partir de l'année suivant la date de renouvellement de ces actifs, c'est-à-dire lors du paiement des premiers intérêts perçus sur les actifs renouvelés. Les pertes supplémentaires de recettes fiscales à partir de la deuxième année ont alors été déterminées de la manière suivante :

- * 27,5 p.c. du précompte mobilier à charge des particuliers concerneraient des revenus de placements sous forme de bons de caisse et dépôts à terme d'une durée moyenne de trois ans. La perte annuelle supplémentaire au cours de ces trois années s'élèverait donc à $(0,275 \times 71)/3 = 6,51$ milliards ;
- * 27,5 p.c. du précompte frapperait des revenus perçus sur des bons de caisse et obligations d'une durée moyenne de 5 ans. Durant cette période, la moins-value fiscale additionnelle représenterait ainsi $(0,275 \times 71)/5 = 3,91$ milliards ;
- * enfin 20 p.c. du précompte porteraient sur des intérêts d'obligations dont la durée moyenne a été évaluée à 7 ans. Dans ce dernier cas, le Trésor subirait une perte annuelle supplémentaire de $(0,20 \times 71)/7 = 2,03$ milliards.

Dans ces conditions, la moins-value fiscale résultant de la mesure passerait progressivement de 17,8 milliards la première année à 71 milliards la huitième année au cours de laquelle la suppression du précompte s'appliquerait à tous les revenus mobiliers et entraînerait ainsi une perte correspondant au montant du précompte perçu en 1985.

Dans la seconde hypothèse — diminution du précompte applicable immédiatement à tous les revenus mobiliers — la perte de recettes peut être estimée directement en multipliant le montant total du précompte mobilier venu à charge des particuliers en 1985 par le rapport entre la réduction supposée du taux du précompte et le taux existant actuellement. Dans le cas d'une baisse de ce taux de 25 à 20 p.c., la moins-value fiscale directe s'élèverait donc, dès la première année, à $1/5$ de 71 milliards, soit 14,2 milliards.

III. EFFETS DERIVES DES MOINS-VALUES FISCALES

Toute modification discrétionnaire des recettes ou dépenses publiques s'accompagne de deux effets dérivés : un effet de retour par le biais du mécanisme multiplicateur et une variation des charges d'intérêts résultant de l'évolution induite de la dette publique. Les deux sections ci-après décriront chacun de ces deux effets en indiquant également la méthode utilisée pour en estimer l'impact budgétaire.

1. Effet de retour sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics via le mécanisme du multiplicateur

Dans la mesure où une modification du précompte mobilier entraîne une réduction des recettes fiscales, elle a également pour conséquence un accroissement équivalent du revenu disponible des particuliers. La partie de ce revenu supplémentaire qui n'est pas consacrée à une épargne financière donnera lieu à des dépenses qui initieront un processus multiplicateur, au cours duquel ces dépenses créeront de nouveaux revenus qui, à leur tour, permettront de nouvelles dépenses. A chaque étape de ce processus, les pouvoirs publics pourront récupérer une partie de la moins-value fiscale initiale. Les montants récupérés seront constitués, d'une part, de nouvelles recettes sous forme d'impôts indirects perçus sur les dépenses supplémentaires et d'impôts directs frappant les revenus additionnels des particuliers et des sociétés et, d'autre part, d'une diminution de certaines dépenses, telles les allocations de chômage, suite à l'accroissement de l'activité économique.

L'importance de cet effet de retour en faveur des pouvoirs publics a été évaluée sur la base d'un modèle économique simplifié qui est explicité à l'annexe 2. Les principales données structurelles et hypothèses de comportement qui sont introduites dans ce modèle, tels le taux d'épargne financière des particuliers, la structure par catégorie d'input des dépenses des particuliers ou encore les divers taux moyens ou marginaux de taxation sont, pour l'essentiel, tirées des comptes nationaux et d'une version actualisée des tableaux input-output de 1975.

Sur la base des hypothèses ainsi retenues, il ressort qu'une mesure fiscale ayant un impact direct sur le revenu disponible — ce qui serait le cas pour une réduction ou une suppression du précompte mobilier — exercerait, dès la première étape du processus multiplicateur, un effet de retour en faveur des pouvoirs publics pouvant être évalué à 34,1 p.c. de l'effet budgétaire initial (rubrique 4) et entraînerait, par ailleurs, un accroissement induit du revenu disponible des particuliers s'élevant à 16,4 p.c. de l'impulsion originale (rubrique 3.p). Cette augmentation de revenu permettrait à son tour de perpétuer le processus, mais les effets induits s'atténueraient à chaque tour pour finalement être amenés à disparaître.

Le multiplicateur de revenu — c.à.d. le coefficient par lequel l'augmentation initiale du revenu doit être multipliée pour déterminer l'accroissement total du revenu obtenu au terme du processus multiplicateur — peut être dérivé de la formule $1/(1 - r)$ dans laquelle r représente le taux de croissance du revenu au cours de chaque période. Au départ du modèle utilisé dans cette étude, ce multiplicateur peut être évalué à $1/(1 - 0,164) = 1,196$. Comme la variation induite du revenu disponible exercera également un effet de retour sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics, le pourcentage total de l'effet de retour pourra être obtenu en multipliant le pourcentage du premier tour par le multiplicateur de revenu, soit $34,1 \text{ p.c.} \times 1,196 = 40,7 \text{ p.c.}$ de l'impulsion initiale. Ce dernier pourcentage, appliqué aux moins-values fiscales brutes résultant d'une modification du précompte mobilier [colonne (a) du tableau 2], permet de calculer l'effet de retour en milliards entraîné par cette mesure [colonne (b)] et, par solde, de dégager l'effet budgétaire net résiduel [colonne (c)].

2. Effet budgétaire découlant d'une augmentation endogène des charges d'intérêts sur la dette publique

L'impact budgétaire net négatif d'une modification du précompte mobilier — tel qu'il a été estimé ci-avant — donnera lieu, toutes choses égales par ailleurs, à une hausse correspondante de la dette publique et, par conséquent, à une progression des charges d'intérêts. Ces charges d'intérêts vont, à leur tour, aggraver le déficit budgétaire, ce qui entraînera une augmentation additionnelle de la dette et donc de nouvelles charges d'intérêts.

Pour évaluer cet alourdissement induit des charges d'intérêts, il a été supposé, d'une part, que l'accroissement du déficit budgétaire serait financé à des conditions comparables à celles qui étaient en vigueur au début de 1986, c'est-à-dire à un taux d'intérêt moyen de quelque 9,5 p.c. ⁽¹⁾ et, d'autre part, que ces intérêts ne viendraient à charge du budget des pouvoirs publics qu'un an après l'augmentation de la dette. La croissance des charges d'intérêts sur la dette publique [colonne (d) du tableau 2] a donc été calculée en appliquant ce taux moyen de 9,5 p.c. à l'accroissement endogène cumulé de la dette publique au cours des années précédentes [colonne (h)].

Ces paiements d'intérêts supplémentaires effectués par les pouvoirs publics vont représenter un complément de revenus pour les autres secteurs économiques et vont ainsi également entraîner des effets de retour sur le budget des pouvoirs publics. A ce titre, il est important de distinguer la part de ces intérêts additionnels qui sera versée au reste du monde de celle qui profitera aux secteurs intérieurs : c'est, en effet, uniquement de cette dernière partie que peuvent être attendus des effets de retour sur les finances publiques.

Le tableau de l'annexe 2 apporte à nouveau des éléments de réponse à cette question. De la rubrique 6 de ce tableau, il ressort que l'impact budgétaire net d'une mesure fiscale affectant le revenu disponible, impact qui correspond, par ailleurs, à l'augmentation nette de la dette publique, a deux contreparties différentes. La première contrepartie est un accroissement de l'épargne financière des particuliers et sociétés résidents qui représenterait, selon les estimations, 33 p.c. de la variation induite de la dette publique; la seconde est, à concurrence des 67 p.c. restants, un emprunt net à l'étranger correspondant à la détérioration de la balance des paiements courants consécutive à la progression induite des importations ⁽²⁾. Quoique les transferts de fonds du créateur initial au débiteur final, en l'occurrence les pouvoirs publics, ne s'effectueraient pas seulement directement, mais également indirectement en transitant par divers canaux intermédiairei-

⁽¹⁾ Ce taux d'intérêt correspond à peu près à la moyenne pondérée des taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette des pouvoirs publics, en francs belges et en devises, à court et à long terme.

⁽²⁾ Ces emprunts nets à l'étranger peuvent prendre la forme d'emprunts directs en devises par les pouvoirs publics ou d'une réduction des réserves de change de la Banque Nationale. Cependant, cette distinction n'a pas ou guère d'influence en ce qui concerne les charges d'intérêts supportées par les pouvoirs publics.

res ⁽¹⁾, il est probable que les paiements d'intérêts sur l'augmentation endogène de la dette publique bénéficieront à peu près dans la même proportion que ci-avant aux secteurs intérieurs et au reste du monde. Par conséquent, 33 p.c. seulement de ces paiements devraient donner lieu à des effets de retour sur les finances publiques.

L'ampleur de cet effet de retour peut être évaluée sur la base de l'annexe 3 qui, par simplification, reprend le même schéma d'analyse que celui de l'annexe 2 ⁽²⁾.

Dans le cas d'une suppression du précompte mobilier (hypothèse I), l'effet de retour représenterait ainsi 40,7 p.c. des revenus supplémentaires perçus par les secteurs intérieurs, c'est-à-dire $0,407 \times 33 \text{ p.c.} = 13,4 \text{ p.c.}$ de l'augmentation totale des charges d'intérêts sur la dette publique (rubrique 5).

Si le précompte mobilier était ramené à 20 p.c. (hypothèse II), il faudrait également tenir compte du précompte que les pouvoirs publics continueraient à percevoir sur une partie des revenus d'intérêts supplémentaires obtenus par les secteurs intérieurs. Cette partie a été évaluée de manière très approximative à un tiers des revenus d'intérêts concernés. Les pouvoirs publics récupéreraient ainsi immédiatement, sous forme de précompte mobilier, $0,20 \times (33 \text{ p.c.}/3) = 2,2 \text{ p.c.}$ de l'accroissement total de leurs charges d'intérêts (rubrique 2) de telle sorte que $33 \text{ p.c.} - 2,2 \text{ p.c.} = 30,8 \text{ p.c.}$ seulement de ces paiements d'intérêts trouveraient leur contrepartie dans une augmentation du revenu disponible des secteurs intérieurs (rubrique 3). Cette progression induite du revenu de 30,8 p.c. entraînerait, à concurrence de 40,7 p.c., un effet de retour qui s'élèverait ainsi à $0,407 \times 30,8 \text{ p.c.} = 12,5 \text{ p.c.}$ de l'augmentation initiale des paiements d'intérêts. Le pourcentage total retournant aux pouvoirs publics soit sous forme de précompte mobilier (2,2 p.c.), soit sous forme d'effets de retour initiés par une progression des revenus (12,5 p.c.) représenterait ainsi 14,7 p.c. de l'impact budgétaire brut initial.

Les pourcentages estimés ci-avant, appliqués à l'accroissement des charges d'intérêts résultant de la variation endogène de la dette publique, permettent d'obtenir les montants des effets de retour repris à la colonne (e) du tableau 2 et, par solde, l'impact budgétaire net résiduel de la progression des charges d'intérêts [colonne (f)].

3. Impact budgétaire net global de la perte de recettes fiscales

L'impact budgétaire net global de la modification du précompte mobilier, tel qu'il a pu être évalué sur la base des hypothèses retenues, est indiqué à la

⁽¹⁾ Ceci sera par exemple le cas si les particuliers et les sociétés consacrent une partie de leur épargne à la formation d'actifs financiers auprès d'intermédiaires financiers qui, à leur tour, prêtent au pouvoirs publics les fonds ainsi mis à leur disposition.

⁽²⁾ Il est donc supposé implicitement que cette augmentation induite du revenu disponible de l'ensemble des secteurs intérieurs exercerait les mêmes effets dérivés qu'une augmentation du revenu disponible des particuliers.

colonne (g) du tableau 2. Dans l'hypothèse où le précompte mobilier serait entièrement supprimé pour les revenus provenant d'actifs financiers nouveaux ou renouvelés, il résulterait de cette mesure une augmentation annuelle du déficit budgétaire qui, après 8 ans, s'élèverait à quelque 62 milliards. Les deux tiers environ de ce montant, soit 42 milliards, découleraient de l'effet net de l'allègement d'impôt comme tel et le solde, soit quelque 20 milliards, résulterait de l'effet net des charges d'intérêts sur la dette publique supplémentaire contractée pour financer un déficit budgétaire plus élevé. Une réduction du précompte mobilier limitée à 20 p.c., mais d'application pour les revenus perçus tant sur les actifs financiers existants que sur les nouveaux actifs, entraînerait une moins-value nette sensiblement plus faible : celle-ci peut être estimée à quelque 14 à 15 milliards à la fin de la huitième année.

IV. INCIDENCE BUDGETAIRE D'UNE EVENTUELLE BAISSSE DES TAUX D'INTERET CONSECUTIVE A LA MODIFICATION DU PRECOMPTE MOBILIER

Il a été admis jusqu'ici que la modification du précompte mobilier n'exercerait aucune incidence sur le niveau des taux d'intérêt. Il est toutefois vraisemblable qu'une telle mesure incitera tant les pouvoirs publics que les intermédiaires financiers à réduire les taux d'intérêt nominaux sur les diverses catégories d'engagements financiers de manière à diminuer leurs charges financières.

Il est cependant probable que cette baisse des taux ne sera ni générale ni proportionnelle.

1. Quels sont les taux d'intérêt qui pourraient être réduits ?

Une modification du régime fiscal belge n'a évidemment aucune influence sur le niveau des taux étrangers et, par conséquent, sur la rémunération des placements ou dettes en monnaies étrangères. Pour les pouvoirs publics, ceci signifie que les charges d'intérêts sur leur dette en monnaies étrangères restent inchangées.

Il ne faut pas s'attendre davantage à un effet notable sur les taux du marché monétaire belge, tels les taux interbancaires et les taux des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes qui, en fonction de l'orientation de la politique monétaire, sont fixés par rapport aux taux des marchés monétaires étrangers. Il en est de même de la rémunération des gros dépôts, qui s'aligne à peu près sur les taux du marché monétaire et, jusqu'à un certain point, de la rémunération des moyens dépôts. Ces dépôts sont d'ailleurs détenus essentiellement par des entreprises pour lesquelles, comme il a été expliqué ci-avant, le précompte mobilier ne constitue qu'un versement anticipé sur l'impôt des sociétés. Tout au plus pourrait-on alléguer qu'à la suite de la modification du précompte mobilier, une partie des fonds placés à l'étranger par des résidents refluerait dans le pays, ce qui contribuerait à un élargissement de l'offre intérieure de fonds et donc de la marge de manoeuvre dont les autorités monétaires pourraient disposer pour réduire — toutes autres choses restant égales — le niveau des taux belges. Il ne faut

toutefois pas perdre de vue que dans le cas des placeurs, étrangers ou résidents, qui antérieurement ne supportaient pas de précompte mobilier, une telle réduction des taux rendrait, au contraire, les placements en francs belges relativement moins attrayants. Elle donnerait donc lieu — toutes autres choses restant égales — à de nouvelles sorties de capitaux ou à une réduction des entrées de capitaux qui, à leur tour, entraîneraient un resserrement de l'offre intérieure de fonds. La possibilité de pouvoir créer, par le biais d'un effet d'élargissement en volume, une marge de manoeuvre suffisante pour une réduction substantielle des taux du marché monétaire, n'est par conséquent pas très importante. Il s'ensuit qu'aucune réduction significative des taux ne devrait être attendue sur la dette flottante en francs belges comme conséquence mécanique d'une mesure modifiant le précompte mobilier.

En ce qui concerne les autres taux d'intérêt créditeurs à court terme, seuls les taux des dépôts à vue, des dépôts à terme ordinaires et des bons de caisse à un an au plus entrent en ligne de compte pour une réduction; les dépôts d'épargne ordinaires, qui sont relativement beaucoup plus importants, ne sont, en effet, dans la plupart des cas, pas soumis au précompte mobilier.

Les taux d'intérêt créditeurs à long terme (dépôts à terme, bons de caisse et obligations à plus d'un an) ne seront adaptés que dans la mesure où les taux d'intérêt des emprunts du secteur public seront également modifiés. Entre les bons de caisse et obligations offerts par les intermédiaires financiers, d'une part, et les obligations émises par les pouvoirs publics, d'autre part, il existe, en effet, un degré élevé de concurrence, ce qui favorise des évolutions convergentes des taux. Par ailleurs, des considérations de rentabilité inciteront les intermédiaires financiers à maintenir, dans leurs bilans, un certain équilibre entre l'évolution du prix de revient de leurs ressources, et l'évolution du rendement de leurs placements, notamment en fonds publics.

Enfin, en ce qui concerne l'incidence éventuelle d'une modification du précompte mobilier sur les distributions de dividendes, il est peu vraisemblable, comme cela a déjà été expliqué ci-avant, que les sociétés rétrocèdent entièrement aux actionnaires les ressources obtenues grâce à cette mesure. Il est possible qu'elles ne décident d'accroître leurs dividendes que dans la mesure où les placements alternatifs, telles les obligations, enregistrent une augmentation nette de rendement.

2. Implications d'une éventuelle réduction de taux sur les emprunts publics en francs belges

Il ressort de ce qui précède qu'une diminution générale des taux à long terme ne pourra être amorcée que par les taux sur les emprunts publics. Il est toutefois difficile de déterminer a priori, étant donné les nombreuses inconnues à ce niveau, l'impact exact qu'une réduction du précompte mobilier exercerait sur le taux de ces emprunts. Pour jeter néanmoins une certaine clarté sur ce problème, différents scénarios possibles seront envisagés ci-après; leur degré de vraisemblance sera apprécié sur la base d'éléments essentiellement qualitatifs. L'accent sera mis plus particulièrement sur la situation qui pourrait résulter

d'une suppression du précompte mobilier, cette hypothèse étant celle qui permet de tirer les conclusions les plus claires. En principe, la plupart de ces conclusions devraient également rester valables — mutatis mutandis — dans le cas d'une diminution du précompte mobilier.

a. Premier scénario : suppression du précompte mobilier couplée à une réduction proportionnelle du taux des emprunts publics

Un problème important posé par ce scénario est celui des implications très différentes qu'une suppression du précompte mobilier accompagnée d'une réduction proportionnelle du taux des emprunts publics aurait pour les diverses catégories de détenteurs de la dette publique. Ce n'est que pour les particuliers que les effets d'un tel scénario seraient neutres : dans leur cas, le rendement net après impôt resterait inchangé. Il ressort toutefois du tableau 3 que les particuliers, conjointement avec les sociétés, ne détiennent que quelque 20 p.c. de la dette consolidée en francs belges. Les principaux détenteurs sont les intermédiaires financiers, qui ont en portefeuille quelque 75 p.c. de cette dette ; une baisse du taux nominal des fonds publics aurait un effet direct sur la rentabilité des actifs détenus par ces intermédiaires, des effets dérivés sur le prix de revient de leurs ressources et pourrait entraîner par réaction des modifications dans la structure de leurs actifs et passifs.

Tableau 3

COMPOSITION DE LA DETTE DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS A FIN 1985 ¹

(en milliards de francs)

	Débiteurs			Ventilation en pourcentage de la dette consolidée en francs belges (d)
	Trésor (a)	Autres pouvoirs publics (b)	Ensemble des pouvoirs publics (a) + (b) (c)	
1. Dette consolidée en francs belges ²	2.690	925	3.615	100
détenue par :				
1.1 l'étranger	30	...	30	1
1.2 les pouvoirs publics	95	10	105	3
1.3 les intermédiaires financiers	1.835	885	2.720	75
1.4 les entreprises et particuliers	730	30	760	21
2. Dette à court terme en francs belges ³	1.235	85	1.320	
3. Dette totale en francs belges (1 + 2)	3.925	1.010	4.935	
4. Dette en monnaies étrangères	990	40	1.030	
5. Dette totale (3 + 4)	4.915	1.050	5.965	

¹ Cette ventilation, en particulier en ce qui concerne les détenteurs de la dette consolidée en francs belges, est approximative et repose en partie sur des données fragmentaires extrapolées de 1984.

² Dette d'une durée initiale de plus d'un an, y compris donc la dette à moyen terme.

³ Dette d'une durée initiale d'un an au plus.

Pour mettre en relief ces conséquences éventuelles, on pourrait, par exemple, examiner ce qui se produirait si le taux des nouveaux emprunts publics en francs belges était réduit de 25 p.c., et si les intermédiaires financiers diminuaient simultanément d'un même pourcentage les taux d'intérêt créditeurs susceptibles d'être adaptés, en particulier les taux, à court et à long terme, des dépôts à terme ordinaires, des bons de caisse et des obligations (¹).

Dans l'hypothèse où les structures bilantaires des intermédiaires financiers ne seraient pas sensiblement modifiées, il est à prévoir que cette réduction uniforme de taux exercerait, à moyen terme, des influences très différentes sur la rentabilité des diverses catégories d'intermédiaires. Pour les banques, par exemple, la diminution du rendement des placements en fonds publics, qui représentent plus de 39 p.c. des actifs totaux en francs belges, ne serait pas compensée par l'allègement des coûts qui serait obtenu du côté des ressources car les dépôts à terme ordinaires, les bons de caisse et les obligations ne représentent que quelque 22 p.c. des passifs totaux en francs belges. Dans ces circonstances, la marge d'intermédiation des banques serait probablement soumise à une pression non négligeable, ce qui pourrait contraindre celles-ci à majorer certains de leurs taux d'intérêt débiteurs.

Pour d'autres intermédiaires financiers, telles certaines institutions publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, l'effet, sur la rentabilité, d'une telle baisse des taux pourrait, en revanche, se révéler positif, étant donné que ces intermédiaires collectent une part plus importante de leurs ressources sous forme de dépôts à terme et de bons de caisse et/ou effectuent relativement moins de placements en fonds publics. Le bilan global des caisses d'épargne privées est, à ce titre, illustratif : le portefeuille de fonds publics belges de ces organismes représente quelque 39 p.c. de leur actif total, tandis que les formes d'épargne qui entreraient en ligne de compte pour une baisse de taux, c'est-à-dire les dépôts à terme ordinaires et les bons de caisse mais pas les carnets d'épargne, constituent plus de 45 p.c. de leur passif total.

La distorsion de concurrence entraînée par une telle mesure risque même d'être encore plus accentuée. En effet, il n'est pas exclu que les institutions publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, faisant usage de la marge supplémentaire de rentabilité qui leur est offerte, en viennent à envisager une réduction des taux d'intérêt débiteurs sur les crédits hypothécaires et les crédits d'investissement, pour lesquels elles font généralement fonction de chefs de file. Dans la mesure où les banques seraient forcées de suivre cette évolution, ceci signifierait évidemment une pression supplémentaire sur leur marge d'intermédiation. Il est donc à prévoir que ces banques, qui, par le biais du Consortium, exercent un rôle important lors des émissions d'emprunts publics et qui, par ailleurs, sont le principal créancier des pouvoirs publics, ne vont pas accepter sans réagir une telle réduction de leur marge d'intermédiation.

(¹) Une éventuelle réduction des taux sur les dépôts à vue n'offrirait pour ainsi dire pas d'avantage aux intermédiaires financiers, étant donné la faible rémunération de ces dépôts. Une telle réduction n'a donc pas été envisagée.

Il convient enfin de ne pas perdre de vue qu'une réduction sensible du taux nominal des emprunts publics à long terme introduirait de nouvelles distorsions dans la structure des taux d'intérêt qui, à leur tour, pourraient entraîner d'importantes modifications dans les choix de placement des intermédiaires financiers. Comme il ne faut pas s'attendre, ainsi qu'il a été expliqué ci-avant, à une réduction significative des taux des certificats de trésorerie, les taux d'intérêt pour les emprunts à long terme des pouvoirs publics deviendraient sensiblement inférieurs aux taux de leurs emprunts à court terme. Une telle structure inciterait d'autant plus les intermédiaires financiers à remplacer leur crédit à long terme aux pouvoirs publics par du crédit à court terme, que cette modification dans la composition de leurs actifs leur permettrait d'atténuer, voire même de compenser, l'incidence défavorable sur la marge d'intermédiation de la baisse des taux des fonds publics à long terme. Pareille évolution aurait toutefois des conséquences importantes, tant pour la politique monétaire que pour les finances publiques : d'une part, la masse volatile des placements liquides en effets publics à court terme augmenterait encore considérablement et, d'autre part, la réduction des charges d'intérêts sur la dette publique serait moins importante qu'espéré initialement.

Il ressort de ce qui précède que la marge de manoeuvre pour une réduction des taux liée à la suppression du précompte mobilier est peut-être limitée en raison des résistances possibles que cette réduction susciterait et des effets secondaires pervers qu'elle entraînerait. Un exemple concret en est d'ailleurs fourni par les différences dans les rendements qui sont offerts à peu près simultanément sur les marchés des capitaux belge et luxembourgeois par les mêmes émetteurs ou des émetteurs de qualité équivalente. Ces écarts de rendement sont généralement beaucoup moins grands que le pourcentage du précompte mobilier. En février 1984, par exemple, la Banque Européenne d'Investissement a placé simultanément un emprunt en francs belges à un taux effectif de 11,97 p.c. et un emprunt en francs luxembourgeois à 10,67 p.c., soit un écart de 1,3 point seulement, c'est-à-dire de 10,9 p.c. par rapport au rendement de l'émission belge. Plus récemment, en octobre 1985, les Communautés Européennes ont émis, sur les marchés belge et luxembourgeois, deux emprunts aux taux respectifs de 10,19 et 8,88 p.c., soit une différence de rendement représentant également 1,3 point ou, exprimée en pourcentage, 12,9 p.c.

b. *Deuxième scénario : suppression du précompte mobilier couplée à une diminution du taux des emprunts publics de 10 p.c.*

Etant donné les différentes contraintes exposées ci-avant, il semble peu vraisemblable que la réduction d'impôt résultant d'une suppression du précompte mobilier puisse entièrement ou même en grande partie se refléter dans une réduction des taux d'intérêt nominaux des nouveaux emprunts publics. Par ailleurs, il n'est pas possible de préciser a priori quelle pourrait être l'ampleur d'une éventuelle réduction plus limitée des taux d'intérêt, une telle réduction étant en grande partie déterminée par la situation des marchés financiers et par les réactions des diverses parties concernées — pouvoirs publics, intermédiaires financiers, placeurs institutionnels et privés — aux modifications qu'une suppression du précompte apporterait dans l'environnement financier. Pour donner

néanmoins une indication de l'impact possible d'une telle baisse de taux, il a été admis — comme hypothèse de travail — que le taux des obligations émises par les pouvoirs publics, de même que les taux d'intérêt créditeurs sur les placements à long terme concurrents tels les bons de caisse et obligations offerts par les intermédiaires financiers, diminueraient d'environ 10 p.c. Ce pourcentage, appliqué au rendement effectif à l'émission qui était en vigueur pour les emprunts publics au début de 1986 (9,80 p.c. pour l'emprunt d'Etat 1986-1994 de janvier 1986) implique que le taux d'intérêt serait réduit de 0,98 point pour être ramené à 8,82 p.c.

L'impact que cette baisse limitée des taux d'intérêt à long terme exercerait sur la marge d'intermédiation des intermédiaires financiers en général et des banques en particulier serait de toute manière nettement plus faible que dans le scénario précédent. Il est par ailleurs possible que cet impact puisse même être en partie compensé par une diminution, supérieure à 10 p.c., des taux d'intérêt créditeurs offerts par les intermédiaires financiers sur certaines catégories de ressources à court terme, à savoir les dépôts à terme ordinaires et les bons de caisse à un an au plus : d'une part, des considérations de rentabilité vont inciter les intermédiaires financiers à réduire au maximum le coût de ces ressources, d'autre part, même si ces taux d'intérêt diminuaient de 25 p.c., c'est-à-dire proportionnellement au précompte, cette baisse laisserait inchangé le rendement net de ces catégories d'actifs pour les particuliers qui en sont pratiquement les seuls détenteurs.

Une diminution du rendement nominal des emprunts publics réduite à 10 p.c. aurait encore pour effet, étant donné la structure actuelle des taux, de ramener le taux sur ces emprunts au-dessous de ceux des certificats de trésorerie ; dans un contexte de baisse générale des taux d'intérêt, un écart négatif limité entre les taux à long et à court terme n'est cependant pas de nature à provoquer une déconsolidation massive de la dette publique.

Une suppression du précompte mobilier conjuguée à une réduction de 10 p.c. seulement des taux des placements à long terme en francs belges impliquerait par ailleurs pour les particuliers un gain de rendement net de quelque 20 p.c. par rapport à la situation actuelle ⁽¹⁾. Cette évolution contribuerait évidemment à accroître l'attrait de ce type de placements comparativement aux placements en devises et exercerait ainsi un effet favorable sur le solde des mouvements de capitaux à long terme avec l'étranger.

c. Troisième scénario : réduction du précompte mobilier à 20 p.c. couplée à une diminution du taux des emprunts publics de 2,5 p.c.

Il est encore plus difficile que dans le précédent scénario de prévoir quel pourrait être l'impact sur les taux d'intérêt d'une réduction du précompte

⁽¹⁾ Ce pourcentage est obtenu en comparant le rendement net de l'emprunt d'Etat émis au début de 1986 — c'est-à-dire de 9,80 p.c. diminué d'un précompte mobilier de 25 p.c., soit 7,35 p.c. — avec le rendement qui serait obtenu dans ce deuxième scénario, à savoir ce même taux brut de 9,80 p.c. réduit à concurrence de 10 p.c. seulement, soit 8,82 p.c.

mobilier de 5 points. L'évolution des taux observée au début de 1984, lorsque le précompte mobilier a été porté de 20 à 25 p.c., semble par ailleurs confirmer qu'une variation de 5 points du taux du précompte n'affecterait pas de manière sensible la structure des taux. Comme hypothèse de travail, il a donc été supposé que la baisse des taux des emprunts publics et des autres actifs financiers à long terme se limiterait à la moitié de la diminution du taux du précompte mobilier, soit 2,5 p.c. Si on applique ce pourcentage à un taux d'intérêt de 9,80 p.c., représentant le rendement à l'émission de l'emprunt d'Etat 1986-1994 de janvier 1986, il découle que le taux d'intérêt diminuerait de 0,25 point pour s'établir à 9,55 p.c.

A l'instar du précédent scénario, il peut être supposé que rien ne s'opposerait à une diminution proportionnelle de 5 p.c. du taux des dépôts à terme ordinaires et des bons de caisse à un an au plus.

3. Evaluation de l'impact budgétaire d'une réduction de certains taux d'intérêt créditeurs appliqués par les intermédiaires financiers

Si le précompte mobilier était entièrement supprimé (hypothèse I), une réduction des taux d'intérêt créditeurs n'entraînerait aucune moins-value fiscale supplémentaire pour les pouvoirs publics. Par contre, si les revenus mobiliers

Tableau 4

ESTIMATION DES EFFETS BUDGETAIRES DIRECTS ET INDUITS D'UNE REDUCTION DE CERTAINS TAUX D'INTERET CREDITEURS APPLIQUES PAR LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS ¹

(en milliards de francs)

	Diminution des revenus d'intérêts des particuliers	1. Effet fiscal			2. Effet dérivé sur les charges d'intérêts			3. Effet total	
		Perte de précompte mobilier : 20 p.c. de (a)	Effet de retour : 40,7 p.c. de (b)	Effet budgétaire net : (b) + (c)	Charges d'intérêts supplémentaires dues à l'accroissement endogène de la dette : 9,5 p.c. de (i) l'année précédente	Effet de retour : 14,7 p.c. de (e)	Effet budgétaire net : (e) + (f)	Effet budgétaire net : (d) + (g)	Accroissement endogène cumulé de la dette dû à (h)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
Hypothèse II : réduction du précompte mobilier à 20 p.c.									
1 ^e année ...	2,5	- 0,50	+ 0,20	- 0,30	—	—	—	- 0,30	0,30
2 ^e année ...	3,7	- 0,74	+ 0,30	- 0,44	- 0,03	+ 0,01	- 0,02	- 0,46	0,76
3 ^e année ...	4,7	- 0,94	+ 0,38	- 0,56	- 0,07	+ 0,01	- 0,06	- 0,62	1,38
4 ^e année ...	5,8	- 1,16	+ 0,47	- 0,69	- 0,13	+ 0,02	- 0,11	- 0,80	2,18
5 ^e année ...	6,2	- 1,24	+ 0,50	- 0,74	- 0,21	+ 0,03	- 0,18	- 0,92	3,10
6 ^e année ...	6,6	- 1,32	+ 0,54	- 0,78	- 0,29	+ 0,04	- 0,25	- 1,03	4,13
7 ^e année ...	6,6	- 1,32	+ 0,54	- 0,78	- 0,39	+ 0,06	- 0,33	- 1,11	5,24
8 ^e année ...	6,6	- 1,32	+ 0,54	- 0,78	- 0,50	+ 0,07	- 0,43	- 1,21	6,45

¹ Un signe (+) indique un effet budgétaire positif (recettes supplémentaires et/ou réduction de dépenses), un signe (-) indique, un effet budgétaire négatif (perte de recettes et/ou accroissement de dépenses).

restaient soumis à un taux quelconque d'imposition, toute diminution des taux d'intérêt servis par les intermédiaires financiers entraînerait, par le fait même, une baisse du rendement du précompte mobilier.

Au point IV.2.c. ci-avant, il a été supposé qu'une réduction du précompte mobilier à 20 p.c. (hypothèse II) entraînerait une diminution des taux d'intérêt créditeurs offerts par les intermédiaires financiers de 2,5 p.c. pour les taux à long terme et de 5 p.c. pour les taux à court terme à l'exception des taux qui, tels ceux sur les gros dépôts, sont liés au marché monétaire et ne subiraient, de ce fait, aucune modification. L'évaluation de la perte de revenus d'intérêts que les particuliers subiraient suite à cette baisse des taux d'intérêt nominaux est reprise à la colonne (a) du tableau 4. Ces données ont été calculées sur la base de l'encours, partiellement estimé, des actifs financiers détenus, à la fin de 1985, par les particuliers auprès des intermédiaires financiers belges et des divers taux d'intérêt y afférents en tenant compte du fait que pour les actifs d'une durée de plus d'un an, la perte de revenus ne surviendrait pas dès la première année, mais seulement à partir de l'année suivant la date du renouvellement de ces actifs.

La perte de précompte mobilier que l'Etat subirait par suite de la diminution des revenus d'intérêts des particuliers peut alors être évaluée à 20 p.c. (c'est-à-dire le nouveau taux supposé du précompte mobilier) du montant de la colonne (a). A cette moins-value fiscale, reprise à la colonne (b), correspondrait une augmentation du revenu disponible des particuliers, ce qui permettrait aux pouvoirs publics de récupérer, via le mécanisme multiplicateur, une partie de leurs pertes de recettes fiscales ⁽¹⁾. Les montants ainsi récupérés [mentionnés à la colonne (c) du tableau 4] ont à nouveau été calculés sur la base du schéma de l'annexe 2. L'effet budgétaire net des moins-values fiscales, obtenu par solde, est repris à la colonne (d). Si on y ajoute les dépenses supplémentaires nettes résultant de l'alourdissement induit des charges d'intérêts sur la dette publique, estimées suivant le schéma de l'annexe 3 et reprises à la colonne (g), il est alors possible d'obtenir l'impact budgétaire net total de la diminution des taux d'intérêt envisagée ci-avant. Cet impact, qui figure à la colonne (h), passerait, suivant les estimations, de 0,3 milliard au cours de la première année à 1,2 milliard la huitième année.

4. Estimation de l'impact budgétaire d'une réduction des taux sur les nouveaux emprunts publics

Dans la mesure où la suppression du précompte mobilier ou sa diminution de 25 à 20 p.c. permettrait de réduire les taux sur les nouveaux emprunts à long terme en francs belges des pouvoirs publics de respectivement 10 et 2,5 p.c., ces derniers réaliseraient des économies supplémentaires sur leurs charges d'intérêts.

⁽¹⁾ Il a donc été supposé ici que la perte nette de revenus des particuliers n'entraînerait, quant à elle, aucun effet de retour sur les recettes et dépenses des pouvoirs publics car ces pertes de revenus correspondent en fait à une augmentation des revenus ou à une diminution des dépenses d'autres entités du secteur privé et, notamment, à de moindres paiements d'intérêts par les intermédiaires financiers.

L'effet budgétaire net de ces économies a été évalué au tableau 5. Il est cependant nécessaire d'attirer l'attention sur le fait que le résultat de ces estimations dépend dans une large mesure du niveau des taux d'intérêt et de l'encours de la dette publique retenus comme points de départ.

Les estimations effectuées ci-après sont basées, pour les taux, sur le rendement à l'émission de l'emprunt d'Etat 1986-1994 de janvier 1986, soit 9,80 p.c. Une diminution des taux de 10 p.c. (hypothèse I) aurait pour effet de ramener le rendement brut des nouveaux emprunts publics à 8,82 p.c. tandis qu'une baisse des taux de 2,5 p.c. (hypothèse II) ramènerait ce rendement à 9,55 p.c. Il n'a pas été envisagé d'autres modifications de taux. En d'autres termes, ces taux d'intérêt réduits sont supposés rester inchangés durant toute la période considérée, tandis que les taux sur la dette publique flottante en francs belges et sur la dette en devises ne varieraient pas.

Par conséquent, les principales économies seraient réalisées à l'occasion du renouvellement, à un taux d'intérêt inférieur, de la dette consolidée en francs belges existant à la fin de 1985, soit environ 3.615 milliards (cfr rubrique 1 du tableau 3). Il convient cependant de déduire du montant de cette dette brute la part détenue par d'autres entités des pouvoirs publics, part qui, à la fin de 1985, était estimée à quelque 105 milliards (rubrique 1.2 du tableau 3); en effet, sur cette partie de la dette, les économies réalisées par certains pouvoirs publics seraient exactement compensées par les pertes de revenus subies par d'autres pouvoirs publics ⁽¹⁾. Il a ensuite été supposé que cette dette nette, soit 3.510 milliards, serait amortie à concurrence d'un septième par an, c'est-à-dire 501,4 milliards, et que ce dernier montant serait entièrement refinancé par de nouvelles émissions à long terme en francs belges [colonne (a) du tableau 5].

Pour le calcul de la variation induite des charges d'intérêts résultant des évolutions endogènes de la dette publique [colonne (d) du tableau 2, colonne (e) du tableau 4 et colonne (i) du tableau 5], un taux d'intérêt moyen uniforme de 9,5 p.c. a été retenu. Dans la mesure où cette évolution endogène de la dette a trait à des emprunts à long terme en francs belges, il convient de corriger la variation des charges d'intérêts pour tenir compte de la baisse supposée des taux sur ces emprunts. Il importe, par conséquent, de déterminer quelles composantes de la dette seront affectées en cas d'évolution endogène de cette dernière :

- a) Il a été indiqué au point III.2 que l'effet budgétaire net d'une moins-value fiscale directe [colonne (c) du tableau 2] serait financé, à concurrence de 33 p.c., par une épargne intérieure et, pour le solde, par un recours direct ou indirect à l'étranger (voir également l'annexe 2). Le même pourcentage

⁽¹⁾ Dans la mesure où ils détiennent des actifs financiers, les pouvoirs publics subissent évidemment une perte de revenus en cas de baisse des taux d'intérêt. En excluant de la dette publique la part détenue par d'autres pouvoirs publics (essentiellement logée auprès d'organismes de sécurité sociale), il a été implicitement tenu compte d'une partie importante de cette perte. Pour les autres actifs financiers détenus par les pouvoirs publics, il est difficile d'estimer la baisse potentielle des taux, ces actifs étant surtout constitués de dépôts à court terme des pouvoirs locaux auprès du Crédit Communal de Belgique et de crédits hypothécaires octroyés par certains organismes de sécurité sociale.

Tableau 5

**ESTIMATION DES EFFETS BUDGETAIRES DIRECTS ET INDUITS D'UNE REDUCTION DU TAUX
DES NOUVEAUX EMPRUNTS PUBLICS EN FRANCS BELGES¹**

(en milliards de francs)

	1. Montants de la dette sur lesquels une économie peut être réalisée			2. Incidence directe sur les charges d'intérêts					3. Effet dérivé sur les charges d'intérêts			4. Effet total	
	Refinancement cumulé de la dette consolidée en FB ²	Variations endogènes cumulatives de la dette consolidée en FB ³	Total (a) + (b)	Economie brute ⁴	Perte de précompte mobilier : 20 p.c. de 17 p.c. = 3,4 p.c. de (d) dans l'hypothèse II	Economie nette : (d) + (e)	Effet de retour 40,7 p.c. de (f)	Effet budgétaire net : (f) + (g)	Diminution des charges d'intérêts due à la réduction endogène de la dette : 9,5 p.c. de (m) l'année précédente	Effet de retour : 13,4 p.c. de (i) dans l'hypothèse I 14,7 p.c. de (i) dans l'hypothèse II	Effet budgétaire net : (i) + (j)	Effet budgétaire net : (h) + (k)	Diminution endogène cumulée de la dette découlant de (l)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)
Hypothèse I : suppression du précompte mobilier et réduction de 10 p.c. du taux des emprunts publics (de 9,80 à 8,82 p.c.)													
1 ^e année ..	501,4	2,6	504,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 ^e année ..	1.002,9	6,4	1.009,3	+ 4,94	—	+ 4,94	- 2,01	+ 2,93	—	—	—	+ 2,93	2,93
3 ^e année ..	1.504,3	11,3	1.515,6	+ 9,89	—	+ 9,89	- 4,03	+ 5,86	+ 0,28	- 0,04	+ 0,24	+ 6,10	9,03
4 ^e année ..	2.005,7	17,4	2.023,7	+ 14,85	—	+ 14,85	- 6,04	+ 8,81	+ 0,86	- 0,12	+ 0,74	+ 9,55	18,58
5 ^e année ..	2.507,1	23,8	2.530,9	+ 19,83	—	+ 19,83	- 8,07	+ 11,76	+ 1,77	- 0,24	+ 1,53	+ 13,29	31,87
6 ^e année ..	3.008,6	30,5	3.039,1	+ 24,80	—	+ 24,80	- 10,09	+ 14,71	+ 3,03	- 0,41	+ 2,62	+ 17,33	49,20
7 ^e année ..	3.510,0	36,8	3.546,8	+ 29,78	—	+ 29,78	- 12,12	+ 17,66	+ 4,68	- 0,63	+ 4,05	+ 21,71	70,91
8 ^e année ..				+ 34,76	—	+ 34,76	- 14,15	+ 20,61	+ 6,74	- 0,90	+ 5,83	+ 26,44	97,35
Hypothèse II : abaissement du précompte mobilier à 20 p.c. et réduction de 2,5 p.c. du taux des emprunts publics (de 9,80 à 9,55 p.c.)													
1 ^e année ..	501,4	2,2	503,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 ^e année ..	1.002,9	4,2	1.007,1	+ 1,26	- 0,04	+ 1,22	- 0,50	+ 0,72	—	—	—	+ 0,72	0,72
3 ^e année ..	1.504,3	6,2	1.510,5	+ 2,52	- 0,09	+ 2,43	- 0,99	+ 1,44	+ 0,07	- 0,01	+ 0,06	+ 1,50	2,22
4 ^e année ..	2.005,7	8,0	2.013,7	+ 3,78	- 0,13	+ 3,65	- 1,49	+ 2,16	+ 0,21	- 0,03	+ 0,18	+ 2,34	4,56
5 ^e année ..	2.507,1	9,7	2.516,8	+ 5,03	- 0,17	+ 4,86	- 1,98	+ 2,88	+ 0,43	- 0,06	+ 0,37	+ 3,25	7,81
6 ^e année ..	3.008,6	11,3	3.019,9	+ 6,29	- 0,21	+ 6,08	- 2,48	+ 3,60	+ 0,74	- 0,11	+ 0,63	+ 4,23	12,04
7 ^e année ..	3.510,0	12,7	3.522,7	+ 7,55	- 0,26	+ 7,29	- 2,97	+ 4,32	+ 1,14	- 0,17	+ 0,97	+ 5,29	17,33
8 ^e année ..				+ 8,81	- 0,30	+ 8,51	- 3,46	+ 5,05	+ 1,64	- 0,24	+ 1,40	+ 6,45	23,78

¹ Un signe (+) indique un effet budgétaire positif (recettes supplémentaires et/ou réduction de dépenses), un signe (-), un effet budgétaire négatif (perte de recettes et/ou accroissement de dépenses).² Au prorata d'1/7 par an de l'encours à fin 1985, après déduction de la dette détenue par les pouvoirs publics eux-mêmes : 3.615 - 105 = 3.510 milliards (cf tableau 3).³ Egales au total cumulé de 24,8 p.c. de la colonne (c) du tableau 2 + 24,8 p.c. de la colonne (d) du tableau 4 + 24,8 p.c. de la colonne (h) du tableau 5 + 5,3 p.c. de la colonne (f) du tableau 2 + 5,3 p.c. de la colonne (g) du tableau 4 + 5,3 p.c. de la colonne (k) du tableau 5, chaque fois précédées du signe inverse.⁴ Hypothèse I : 0,98 p.c. du montant à la colonne (c) pour l'année précédente; hypothèse II : 0,25 p.c. du montant à la colonne (c) pour l'année précédente.

peut être appliqué pour déterminer le mode de financement, d'une part, de l'effet budgétaire net de la perte de précompte mobilier résultant d'une diminution des intérêts payés par les intermédiaires financiers [colonne (d) du tableau 4] et, d'autre part, de l'effet budgétaire net de l'économie directe sur les charges d'intérêts découlant de la baisse susmentionnée des taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts publics [colonne (h) du tableau 5].

- b) L'effet budgétaire net d'une variation induite des charges d'intérêts par suite d'une évolution endogène de la dette [colonne (f) du tableau 2, colonne (g) du tableau 4 et colonne (k) du tableau 5] ne serait financé qu'à concurrence de 7 p.c. par l'épargne des secteurs intérieurs. L'annexe 3 indique en effet qu'une grande partie de l'accroissement ou de la diminution des paiements d'intérêts concernerait le reste du monde et ne donnerait donc pas lieu à une augmentation ou à une réduction induite de l'épargne financière des secteurs intérieurs.
- c) Sur base de la structure de financement des pouvoirs publics au cours de ces trois dernières années, il peut être déduit qu'environ 75 p.c. du recours de ce secteur à l'épargne intérieure prennent la forme d'emprunts publics à long terme en francs belges.

Ensemble, ces divers éléments permettent de calculer la variation endogène annuelle de la dette publique consolidée en francs belges : il suffit, après inversion des signes, de faire la somme de $0,75 \times 33$ p.c. = 24,8 p.c. des montants mentionnés au point a) et de $0,75 \times 7$ p.c. = 5,3 p.c. des montants mentionnés au point b) ci-avant. Le résultat cumulé est repris à la colonne (b) du tableau 5.

Les encours totaux de la dette sur laquelle les pouvoirs publics peuvent enregistrer une économie de charges d'intérêts figurent à la colonne (c) du tableau 5. Cependant la baisse des taux n'entraînerait une diminution des dépenses qu'à partir de l'année suivant celle au cours de laquelle les nouvelles dettes ont été contractées [colonne (d)]. Dans le cas de l'hypothèse II, cette économie brute serait, pour une petite partie, réduite par une perte immédiate de 20 p.c. de précompte mobilier enregistrée sur la diminution des revenus d'intérêts des particuliers. Comme ces derniers détiennent environ 17 p.c. de la dette consolidée en francs belges des pouvoirs publics, cette perte de recettes peut être estimée à quelque $0,20 \times 17$ p.c. = 3,4 p.c. de l'économie brute [colonne (e)].

A la diminution des paiements d'intérêts nets effectués par les pouvoirs publics [colonne (f) du tableau 5] correspondrait, par ailleurs, une perte de revenus des autres secteurs de l'économie qui entraînerait à son tour, via le mécanisme multiplicateur, un effet dérivé sur d'autres recettes et dépenses des pouvoirs publics. Cet effet dérivé — à nouveau estimé à 40,7 p.c. de l'impact budgétaire initial — aurait pour conséquence une diminution de l'économie originellement réalisée par les pouvoirs publics [colonne (g)]. L'effet budgétaire net resterait néanmoins positif [colonne (h)] et contribuerait ainsi à comprimer les besoins de financement des pouvoirs publics. Ceci rendrait possible un allègement induit des charges d'intérêts sur la dette publique. Comme il a déjà été indiqué,

ces économies dérivées sont calculées en appliquant à la variation endogène de la dette publique un taux d'intérêt moyen de 9,5 p.c. [colonne (i)], puis en déduisant de l'économie brute ainsi obtenue un effet de retour compensatoire équivalant, dans l'hypothèse I, à 13,4 p.c. et dans l'hypothèse II, à 14,7 p.c. du montant brut [colonne (j)].

Au total, une diminution des taux des emprunts publics à long terme en francs belges de 10 p.c. par suite de la suppression du précompte mobilier (hypothèse I) entraînerait, pour les pouvoirs publics, une économie annuelle nette qui s'élèverait, après 8 ans, à quelque 26,5 milliards. Dans le cas d'une réduction d'impôt limitée et d'une baisse de taux de 2,5 p.c. seulement (hypothèse II), l'économie nette ne représenterait qu'environ 6,5 milliards [colonne (l) du tableau 5]. Dans les deux cas, l'effet budgétaire net représenterait donc environ trois quarts de l'économie initiale brute.

V. RESUME ET CONCLUSIONS

Le tableau 6 reprend l'ensemble des effets budgétaires nets découlant tant d'une modification du précompte mobilier que des baisses de taux d'intérêt qui en résulteraient.

Dans la première hypothèse qui a été envisagée ici, à savoir une suppression immédiate du précompte mobilier pour les revenus provenant d'actifs financiers nouveaux ou renouvelés, l'impact budgétaire négatif total représenterait environ 36 milliards au cours de la huitième année, c'est-à-dire lorsque la réduction d'impôt et la diminution des taux d'intérêt admise par hypothèse auraient exercé leurs pleins effets. Dans la seconde hypothèse — baisse du taux du précompte mobilier de 25 à 20 p.c. —, l'effet budgétaire net total s'élèverait à quelque 9,5 milliards.

En résumé, après prise en compte de tous les effets des deux mesures envisagées et dans l'hypothèse d'une réduction des taux sur les nouveaux emprunts consolidés en francs belges de respectivement 10 et 2,5 p.c., les pertes de recettes annuelles brutes, qui s'élevaient à 71 milliards dans l'hypothèse I et à 14,2 milliards dans l'hypothèse II [cfr colonne (a) du tableau 2] seraient compensées à concurrence respectivement de la moitié et du tiers par les effets dérivés et les économies sur les charges d'intérêts.

Sur la base de ce qui précède, il n'est certes pas possible de prononcer un jugement définitif ni sur l'impact économique global, ni sur l'opportunité ou la possibilité politique d'une modification du précompte mobilier. Cette étude a néanmoins avancé un certain nombre d'éléments qui doivent être pris en considération lors de toute évaluation d'un éventuel changement dans le régime du précompte mobilier. En termes généraux, les conclusions suivantes s'imposent :

— une grande partie du résultat final d'une telle mesure et en particulier des effets dérivés dépendra des réactions de comportement des agents économiques concernés. Ces réactions sont toutefois difficilement prévisibles ;

— selon toute vraisemblance, une éventuelle réduction du précompte mobilier ne provoquerait pas une baisse directe et proportionnelle des taux d'intérêt à long terme. Une telle baisse serait surtout contrariée par les différences qui s'observent dans le rendement net des fonds publics suivant les diverses catégories de détenteurs (notamment les placeurs institutionnels et les particuliers);

— dans la mesure où la suppression ou la diminution du précompte entraînerait une réduction moins que proportionnelle du taux nominal des nouveaux emprunts des pouvoirs publics, la partie des moins-values fiscales que ces derniers pourraient récupérer sous forme d'économies réalisées sur leurs charges d'intérêts serait diminuée d'autant;

Tableau 6

EFFET GLOBAL SUR LES RECETTES ET DEPENSES DES POUVOIRS PUBLICS ¹

(en milliards de francs)

	Effet net de la suppression ou de la réduction du précompte mobilier [colonne (c) du tableau 2]	Effet net de la réduction de certains taux d'intérêt créditeurs appliqués par les intermédiaires financiers [colonne (d) du tableau 4]	Effet net de la réduction du taux des nouveaux emprunts publics en francs belges [colonne (h) du tableau 5]	Effet net de l'augmentation ou de la diminution induite des charges d'intérêts résultant des variations endogènes de la dette [colonne (f) du tableau 2 + colonne (g) du tableau 4 + colonne (k) du tableau 5]	Total général
Hypothèse I : suppression du précompte mobilier et réduction de 10 p.c. du taux des emprunts publics (de 9,80 à 8,82 p.c.)					
1 ^e année	- 10,5	—	—	—	- 10,5
2 ^e année	- 17,9	—	+ 2,9	- 0,9	- 15,9
3 ^e année	- 25,3	—	+ 5,9	- 2,2	- 21,6
4 ^e année	- 32,7	—	+ 8,8	- 3,9	- 27,8
5 ^e année	- 36,2	—	+ 11,8	- 6,2	- 30,6
6 ^e année	- 39,7	—	+ 14,7	- 8,8	- 33,8
7 ^e année	- 40,9	—	+ 17,7	- 11,5	- 34,7
8 ^e année	- 42,1	—	+ 20,6	- 14,4	- 35,9
Hypothèse II : abaissement du précompte mobilier à 20 p.c. et réduction de 2,5 p.c. du taux des emprunts publics (de 9,80 à 9,55 p.c.)					
1 ^e année	- 8,4	- 0,3	—	—	- 8,7
2 ^e année	- 8,4	- 0,4	+ 0,7	- 0,7	- 8,8
3 ^e année	- 8,4	- 0,6	+ 1,4	- 1,4	- 9,0
4 ^e année	- 8,4	- 0,7	+ 2,2	- 2,2	- 9,1
5 ^e année	- 8,4	- 0,7	+ 2,9	- 2,9	- 9,1
6 ^e année	- 8,4	- 0,8	+ 3,6	- 3,6	- 9,2
7 ^e année	- 8,4	- 0,8	+ 4,3	- 4,4	- 9,3
8 ^e année	- 8,4	- 0,8	+ 5,0	- 5,1	- 9,3

¹ Un signe (+) indique un effet budgétaire positif (recettes supplémentaires et/ou réduction de dépenses), un signe (-) indique un effet budgétaire négatif (perte de recettes et/ou accroissement de dépenses).

— une baisse moins que proportionnelle des taux à long terme présenterait toutefois l'avantage que le rendement net des actifs à long terme en francs belges serait rendu plus attrayant pour les particuliers. Une telle évolution serait sans doute bénéfique pour la conduite de la politique monétaire car elle atténuerait probablement les sorties de capitaux à long terme ;

— les résultats des calculs effectués dans cette étude doivent, à plus d'un titre, être relativés. En premier lieu, il n'a été envisagé que deux combinaisons d'hypothèses ; des estimations effectuées au départ d'hypothèses différentes, auraient probablement abouti à d'autres résultats. Ensuite, il convient d'observer que le déficit public n'est pas une donnée statique et que, même après huit ans, c'est-à-dire l'horizon de temps auquel on s'est limité dans la présente étude, les divers effets d'une modification du précompte mobilier continueraient à se faire sentir. Enfin, il faut rappeler qu'aucune mesure fiscale compensatoire éventuelle n'a été envisagée ; il n'est évidemment pas à exclure que l'Etat décide de compenser la perte de recettes fiscales qu'il subirait par suite d'une modification du précompte par une majoration d'autres impôts, sans pour autant accroître la pression fiscale globale.

ANNEXE 1

Exemple 1 : Récupération d'une partie du précompte mobilier par un contribuable dont le revenu imposable global est soumis à un taux marginal d'imposition inférieur à 25 p.c.

(montants en francs)

	Situation actuelle	Après suppression du précompte mobilier	Après réduction du précompte mobilier à 20 p.c.
Revenus mobiliers	20.000	(20.000) ²	(20.000) ³
Revenus professionnels	150.000	150.000	150.000
Revenu soumis à l'impôt des personnes physiques	170.000	150.000	150.000
Impôt total dû	15.546 ¹	10.706	14.706
perçu sous forme de :			
— précompte mobilier	5.000	—	4.000
— autres (précompte professionnel, rôle, etc.)	10.546	10.706	10.706
	(= 15.546 - 5.000)		
Différence avec la situation actuelle :			
— précompte mobilier		- 5.000	- 1.000
— impôt total dû		- 4.840	- 840

¹ Sans déclaration de revenus mobiliers, le revenu net imposable se serait élevé à 150.000 F, mais ce contribuable aurait payé, outre l'impôt sur son revenu déclaré (10.706 F), le précompte mobilier libératoire (5.000 F), soit un total de 15.706 F, soit 160 F de plus.

² Exempt de tout impôt.

³ Dans ce cas, le contribuable n'a plus intérêt à déclarer ses revenus mobiliers.

Exemple 2 : Récupération du précompte par un contribuable déclarant des revenus mobiliers afin de pouvoir défalquer des charges d'intérêts déductibles.

(montants en francs)

	Situation actuelle	Après suppression du précompte mobilier	Après réduction du précompte mobilier à 20 p.c.
Revenus mobiliers	50.000	(50.000) ²	50.000
Revenus professionnels	750.000	750.000	750.000
Revenu brut imposable	800.000	750.000	800.000
— déduction des charges d'intérêts à concurrence des revenus mobiliers ...	- 50.000	—	- 50.000
Revenu soumis à l'impôt des personnes physiques	750.000	750.000	750.000
Impôt total dû	249.263 ¹	249.263	249.263
perçu sous forme de :			
— précompte mobilier	12.500	—	10.000
— autres (précompte professionnel, rôle, etc.)	236.763	249.263	239.263
	(= 249.263 - 12.500)		(= 249.263 - 10.000)
Différence avec la situation actuelle :			
— précompte mobilier		- 12.500	- 2.500
— impôt total dû		—	—

¹ Sans déclaration de revenus mobiliers, le revenu net imposable se serait également élevé à 750.000 F (pas de possibilité de déduction de charges d'intérêts), mais ce contribuable aurait payé, outre l'impôt sur son revenu déclaré de 750.000 F (249.263 F), le précompte mobilier libératoire (12.500 F), soit un total de 261.763 F, soit 12.500 F de plus.

² Exempt de tout impôt.

ANNEXE 2

Effet net sur les finances publiques d'une mesure budgétaire discrétionnaire ayant une incidence directe sur le revenu disponible des particuliers (par exemple une diminution d'impôt)

(en pour cent de l'impulsion budgétaire initiale)

	1 ^{er} tour	2 ^e tour	3 ^e tour et tours suivants	Total	Mode de calcul	
1. Impulsion budgétaire initiale	100,0	—	—	100,0		
2. Variation du revenu disponible des particuliers	100,0	16,4	3,2	119,6		
3. Effets induits sur :						
a. épargne financière des particuliers	12,0	2,0	0,4	14,4	12 p.c. du revenu disponible (2)	
b. dépenses des particuliers	88,0	14,4	2,8	105,2	= 2 - 3.a	
c. importations	33,4	5,5	1,1	40,0	38 p.c. des dépenses des particuliers (3.b)	
d. impôts indirects	10,6	1,7	0,3	12,6	12 p.c. des dépenses des particuliers (3.b)	
e. cotisations sociales	5,3	0,9	0,1	6,3	6 p.c. des dépenses des particuliers (3.b)	
f. bénéfices bruts des sociétés	7,5	1,2	0,2	8,9	8,5 p.c. des dépenses des particuliers (3.b)	
g. impôts des sociétés	3,4	0,6	...	4,0	45 p.c. des bénéfices bruts des sociétés (2.f)	
h. bénéfices nets des sociétés	4,1	0,6	0,2	4,9	= 3.f - 3.g ¹	
i. salaires et traitements à l'exclusion des cotisations sociales ..	16,7	2,7	0,6	20,0	19 p.c. des dépenses des particuliers (3.b) ²	
j. impôts directs des salariés	4,4	0,7	0,2	5,3	26,5 p.c. des salaires et traitements (3.i)	
k. indemnités de chômage	5,3	0,9	0,2	6,4	32 p.c. des salaires et traitements (3.i) ³	
l. revenu disponible des salariés	7,0	1,1	0,2	8,3	= 3.i - 3.j - 3.k	
m. revenu des indépendants à l'exclusion des cotisations sociales	14,5	2,4	0,5	17,4	16,5 p.c. des dépenses des particuliers (3.b)	
n. impôts directs des indépendants	5,1	0,8	0,2	6,1	35 p.c. du revenu des indépendants (3.m)	
o. revenu disponible des indépendants	9,4	1,6	0,3	11,3	= 3.m - 3.n	
p. revenu disponible des particuliers	16,4	2,7	0,5	19,6	= 3.l + 3.o, cette variation entraînera de nouveau des effets dérivés au cours du deuxième tour et des tours suivants	
4. Effet de retour sur les finances publiques	34,1	5,6	1,0	40,7	= 3.d + 3.e + 3.g + 3.j + 3.k + 3.n	
5. Effet net sur les finances publiques = variation de la dette publique ...	65,9	- 5,6	- 1,0	59,3	= 1 - 4	
6. Contreparties financières de l'effet net sur les finances publiques :						
a. augmentation (ou diminution) de l'épargne financière des particuliers et sociétés				en p.c. de l'impulsion budgétaire initiale	en p.c. de l'effet net sur les finances publiques	
				19,3	33	= 3.a + 3.h
b. emprunt (ou prêt) net au reste du monde				40,0	67	= 3.c, correspond à la variation du compte courant de la balance des paiements
c. total				59,3	100	= 5

¹ Les effets induits d'une variation des bénéfices nets n'ont pas été pris en considération de sorte que ces bénéfices nets sont assimilés à une épargne financière.² Il a été supposé que la variation des salaires et traitements découle exclusivement de l'évolution induite de l'emploi : dans le cas d'une impulsion budgétaire positive sur le revenu disponible, des salaires et traitements (rubrique 3.i) se substituent donc à des allocations de chômage (rubrique 3.k), tandis que l'inverse se produit dans le cas d'une impulsion budgétaire négative sur le revenu disponible.³ Ce pourcentage correspond au rapport entre l'allocation moyenne de chômage et le salaire moyen par personne; cfr également la note (?).

ANNEXE 3

Effet net sur les finances publiques d'une variation des paiements d'intérêts résultant de l'évolution endogène de la dette des pouvoirs publics

(en pour cent de l'impulsion budgétaire initiale)

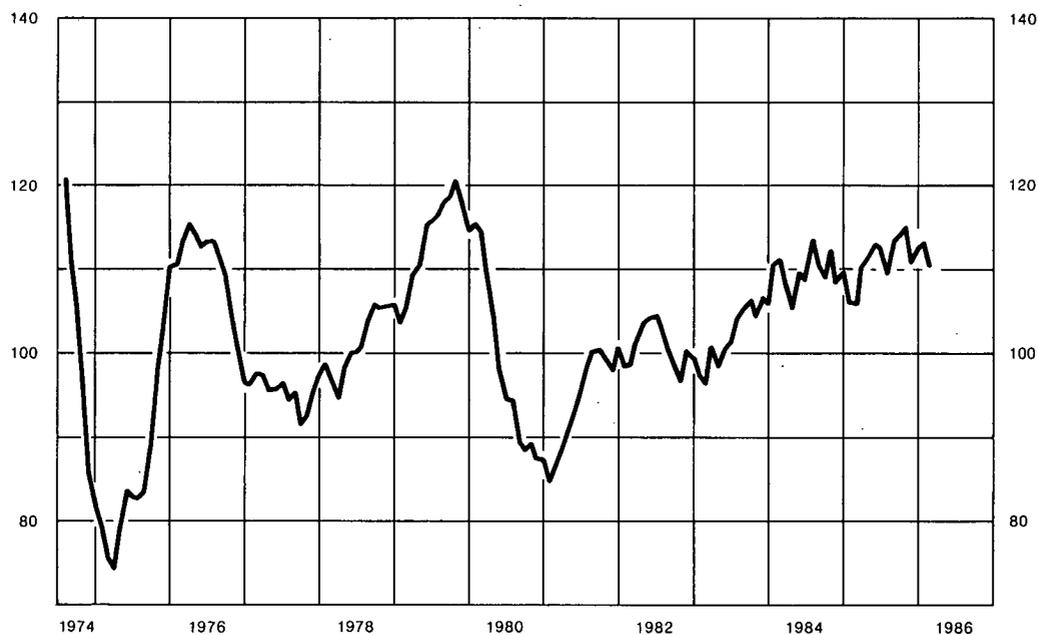
	Hypothèse I : suppression du précompte mobilier		Hypothèse II : réduction du précompte mobilier à 20 p.c.		Mode de calcul
1. <i>Impulsion budgétaire initiale : variation des paiements d'intérêts</i>	100,0		100,0		
dont :					
a. paiements d'intérêts aux secteurs intérieurs	33,0		33,0		correspond à la contrepartie intérieure de l'évolution endogène de la dette, soit 33 p.c. (cfr rubrique 6.a de l'annexe 2)
b. paiements d'intérêts au reste du monde	67,0		67,0		correspond à la contrepartie étrangère de l'évolution endogène de la dette, soit 67 p.c. (cfr rubrique 6.b de l'annexe 2)
2. <i>Effet de retour immédiat sur les finances publiques : précompte mobilier perçu sur une partie des revenus d'intérêts supplémentaires des secteurs intérieurs</i>	—		2,2		hypothèse I : nul hypothèse II : 20 p.c. / de 1/3 de 1.a
3. <i>Variation du revenu disponible des secteurs intérieurs</i>	33,0		30,8		= 1.a - 2
4. <i>Effets induits¹ sur :</i>					
a. épargne financière des particuliers	4,8		4,5		14,4 p.c. de 3 (cfr rubrique 3.a de l'annexe 2)
b. importations	13,2		12,3		40 p.c. de 3 (cfr rubrique 3.c de l'annexe 2)
c. bénéfices nets des sociétés	1,6		1,5		4,9 p.c. de 3 (cfr rubrique 3.h de l'annexe 2)
d. revenu disponible des particuliers	6,5		6,0		19,6 p.c. de 3 (cfr rubrique 3.p de l'annexe 2)
e. recettes et dépenses des pouvoirs publics	13,4		12,5		40,7 p.c. de 3 (cfr rubrique 4 de l'annexe 2)
5. <i>Effet de retour total sur les finances publiques</i>	13,4		14,7		= 2 + 4.e
6. <i>Effet net sur les finances publiques = variation de la dette publique</i>	86,6		85,3		= 1 - 5
	en p.c. de l'impulsion budgétaire initiale	en p.c. de l'effet net sur les finances publiques	en p.c. de l'impulsion budgétaire initiale	en p.c. de l'effet net sur les finances publiques	
7. <i>Contreparties financières de l'effet net sur les finances publiques :</i>					
a. augmentation (ou diminution) de l'épargne financière des particuliers et sociétés	6,4	7	6,0	7	= 4.a + 4.c
b. emprunt (ou prêt) net au reste du monde	80,2	93	79,3	93	= 1.b + 4.b, correspond à la variation du compte courant de la balance des paiements
c. total	86,6	100	85,3	100	

¹ Par simplification, il a été adopté, pour le calcul des effets dérivés, le même schéma qu'à l'annexe 2; ne sont cependant mentionnés que les effets totaux obtenus, pour les principales rubriques, à l'issue du développement du mécanisme multiplicateur.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE FEVRIER 1986

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture a baissé en février de 2,89 points, s'établissant à 110,25 points.

L'affaiblissement conjoncturel est attribuable aux développements survenus aussi bien dans l'industrie manufacturière, où une régression des indicateurs concernant l'activité et la demande a plus que compensé une amélioration des prévisions, que dans l'industrie de la construction, où c'est principalement l'indicateur du rythme d'activité qui a été influencé négativement par des circonstances météorologiques. Dans le secteur du commerce, l'affaiblissement est moins prononcé.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	4. Système Monétaire Européen :	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation :		b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
a) Nombre d'opérations	V - 4a	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
b) Montant des opérations	V - 4b	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Prix à la consommation en Belgique :		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	4. Stock monétaire :	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	b) Total	XIII - 4b
		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Récompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.338,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	60,8	62,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	236,0	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	350,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	607,0	623,3	663,4
5. Corrections et compléments	59,8	64,7	69,4	74,1	79,1	93,8	108,6	118,3
Ajustement statistique	- 4,6	8,6	- 7,3	2,0	- 24,7	2,1	33,2	35,8
<i>Total ...</i>	1.655,1	1.779,2	1.902,0	2.074,6	2.157,0	2.296,1	2.410,5	2.568,9
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	47,1	50,7	46,4	48,7	57,2	64,3	74,9	72,9
2. Professions libérales ¹	84,4	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,9	134,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	218,3	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	238,6	250,7
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,9	20,4	23,3
Ajustement statistique	- 1,0	1,8	- 1,5	0,4	- 4,7	0,4	6,5	6,8
<i>Total ...</i>	360,6	383,4	389,6	395,3	408,1	433,8	468,3	488,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	179,6	196,7	232,7	274,7	318,0	358,5	386,8	445,3
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	66,7	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,6	142,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,5	63,0	61,5	67,0	80,0	106,6	130,5	161,6
<i>Total ...</i>	304,8	333,5	372,7	426,7	496,9	573,8	642,9	749,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	11,1	24,6	25,9	21,5	9,8	30,9	47,6	57,7
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,1	135,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'État :								
1. Loyers imputés	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,4	31,5	33,2
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,2	- 4,3	0,7
<i>Total ...</i>	2,3	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,6	27,2	33,9
G. Intérêts de la dette publique	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,0	- 367,2	- 395,5	- 451,9
Revenu national net au coût des facteurs	2.294,1	2.463,9	2.620,9	2.816,7	2.901,1	3.125,9	3.315,1	3.581,9
H. Amortissements	262,3	281,4	302,5	312,2	332,1	366,6	402,2	421,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.556,4	2.745,3	2.923,4	3.128,9	3.233,2	3.492,5	3.717,3	4.003,4
I. Impôts indirects	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	476,0	505,2	522,2
J. Subventions	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,2
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

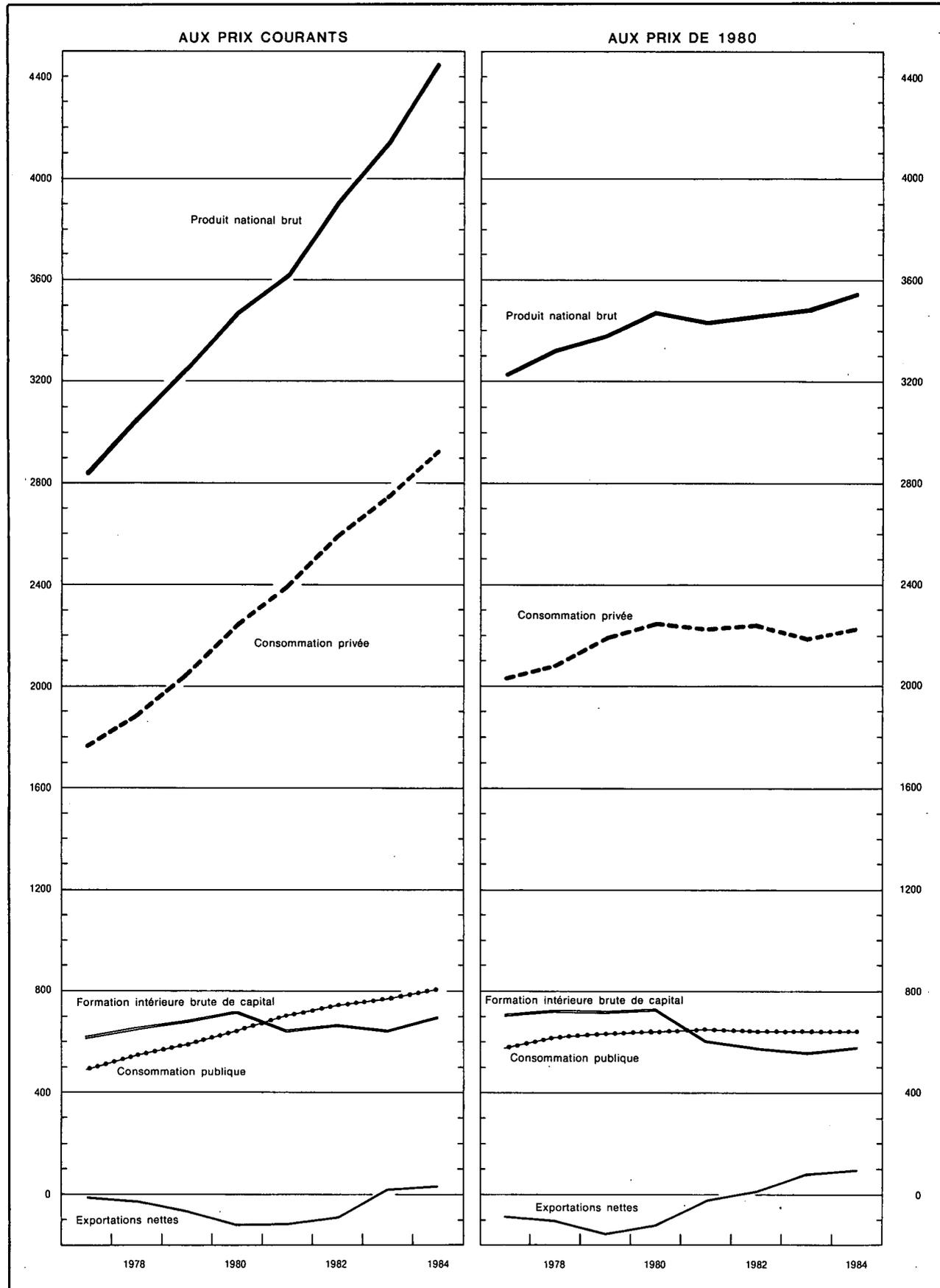
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Agriculture, sylviculture et pêche	71,4	78,6	75,6	79,4	88,6	97,9	111,1	112,3
2. Industries extractives	18,2	17,2	15,9	18,8	20,1	25,3	25,4	26,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	135,5	147,0	151,1	157,4	164,8	186,4	201,6	216,5
b) Textiles	37,5	37,1	37,7	40,6	39,2	40,9	46,7	51,7
c) Vêtements et chaussures	24,1	23,1	23,4	22,7	22,9	25,8	26,9	27,3
d) Bois et meubles	36,6	36,4	37,7	40,3	39,5	40,1	41,6	42,8
e) Papier, impression, édition	39,4	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	51,4	55,6
f) Industrie chimique et activités connexes	74,2	82,6	101,5	99,9	90,0	104,4	114,7	126,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	38,4	37,7	41,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux	41,4	51,4	59,4	54,8	54,4	60,6	68,4	80,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	236,3	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	274,9	283,3
j) Industries non dénommées ailleurs ...	100,6	108,0	116,0	122,5	121,6	130,8	144,8	157,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	763,3	805,5	849,6	869,9	839,3	933,5	1008,7	1.082,8
4. Construction	212,9	228,5	233,7	263,0	229,8	237,9	241,3	244,4
5. Electricité, gaz et eau	86,1	93,5	105,7	110,1	120,9	121,2	146,3	165,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	539,2	569,2	609,8	665,1	696,3	777,7	839,5	887,3
b) Services financiers et assurances	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	214,0	231,6
c) Immeubles d'habitation	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	780,9	840,5	910,7	994,2	1.084,1	1.211,4	1.287,7	1.376,6
7. Transports et communications	215,7	234,8	255,5	279,6	285,1	301,8	316,4	354,6
8. Services	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,8	1.136,8	1.201,5	1.268,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,5	5,6	5,8
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-63,1	-67,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-30,3	-32,0	-34,8	-47,3	-53,6	-66,7	-70,7	-75,2
Ajustement statistique	- 5,8	-10,1	-10,6	0,3	10,9	10,3	-10,3	- 8,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.838,3	3.052,3	3.258,8	3.508,9	3.636,6	3.953,2	4.199,9	4.486,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,1	10,1	- 3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,7	-27,6
Produit national brut aux prix du marché ..	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	349,4	365,3	379,8	399,8	413,6	469,8	514,0	559,8
2. Boissons	79,4	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,9	124,8
3. Tabac	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4
4. Vêtements et effets personnels	137,1	143,9	156,1	173,2	175,8	198,3	205,4	209,3
5. Loyers, taxes, eau	167,7	187,2	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	340,9
6. Chauffage et éclairage	91,5	100,4	118,2	138,3	164,5	182,3	187,8	207,0
7. Articles ménagers durables	185,0	186,7	192,8	216,0	218,4	227,6	228,7	239,4
8. Entretien de la maison	75,8	82,1	88,2	94,8	100,1	107,5	114,7	121,1
9. Soins personnels et hygiène	183,5	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	305,6	323,8
10. Transports	194,7	212,1	233,4	254,7	274,5	301,0	327,6	352,3
11. Communications : P.T.T.	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,3	27,2
12. Loisirs	152,0	163,4	176,7	194,4	208,0	230,1	249,0	268,0
13. Enseignement et recherches	3,7	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6
14. Services financiers	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	116,2	127,0
15. Services divers	15,3	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,9	24,6
16. Dépenses personnelles à l'étranger	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0
Ajustement statistique	8,5	- 0,2	14,5	- 2,0	14,6	- 10,2	- 23,9	- 27,2
<i>Total ...</i>	<i>1.764,1</i>	<i>1.887,5</i>	<i>2.048,0</i>	<i>2.212,3</i>	<i>2.388,6</i>	<i>2.591,8</i>	<i>2.739,1</i>	<i>2.930,3</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,6	564,6	591,6
2. Achats courants de biens et services	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	154,1	158,4
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2
4. Loyer payé	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,4	6,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6
6. Amortissement mobilier et matériel	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2
<i>Total ...</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,9</i>	<i>767,7</i>	<i>802,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4
2. Industries extractives	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	4,5
3. Industries manufacturières	81,2	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	127,7	142,3
4. Construction	12,6	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	10,1
5. Electricité, gaz et eau	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	43,4
6. Commerce, banques, assurances	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,2
7. Immeubles d'habitation	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,5
8. Transports et communications	61,7	73,6	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	98,5
9. Pouvoirs publics et enseignement	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	115,5	106,5
10. Autres services	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5
11. Variations de stocks	7,9	8,4	19,9	29,2	- 6,1	- 1,5	- 25,2	- 2,4
Ajustement statistique	2,9	- 0,1	4,8	- 0,7	3,9	- 2,6	- 5,6	- 6,5
<i>Total ...</i>	<i>614,0</i>	<i>655,2</i>	<i>686,2</i>	<i>756,9</i>	<i>642,0</i>	<i>667,2</i>	<i>641,0</i>	<i>697,0</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	326,5	386,1
2. Exportations de biens et services	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.713,7	3.004,1	3.374,1
Exportations totales ...	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.118,9	3.330,6	3.760,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	363,2	413,7
4. Importations de biens et services	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,4	2.952,0	3.317,5
Importations totales ...	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.204,9	3.315,2	3.731,2
Exportations nettes ...	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 86,0	15,4	29,0
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

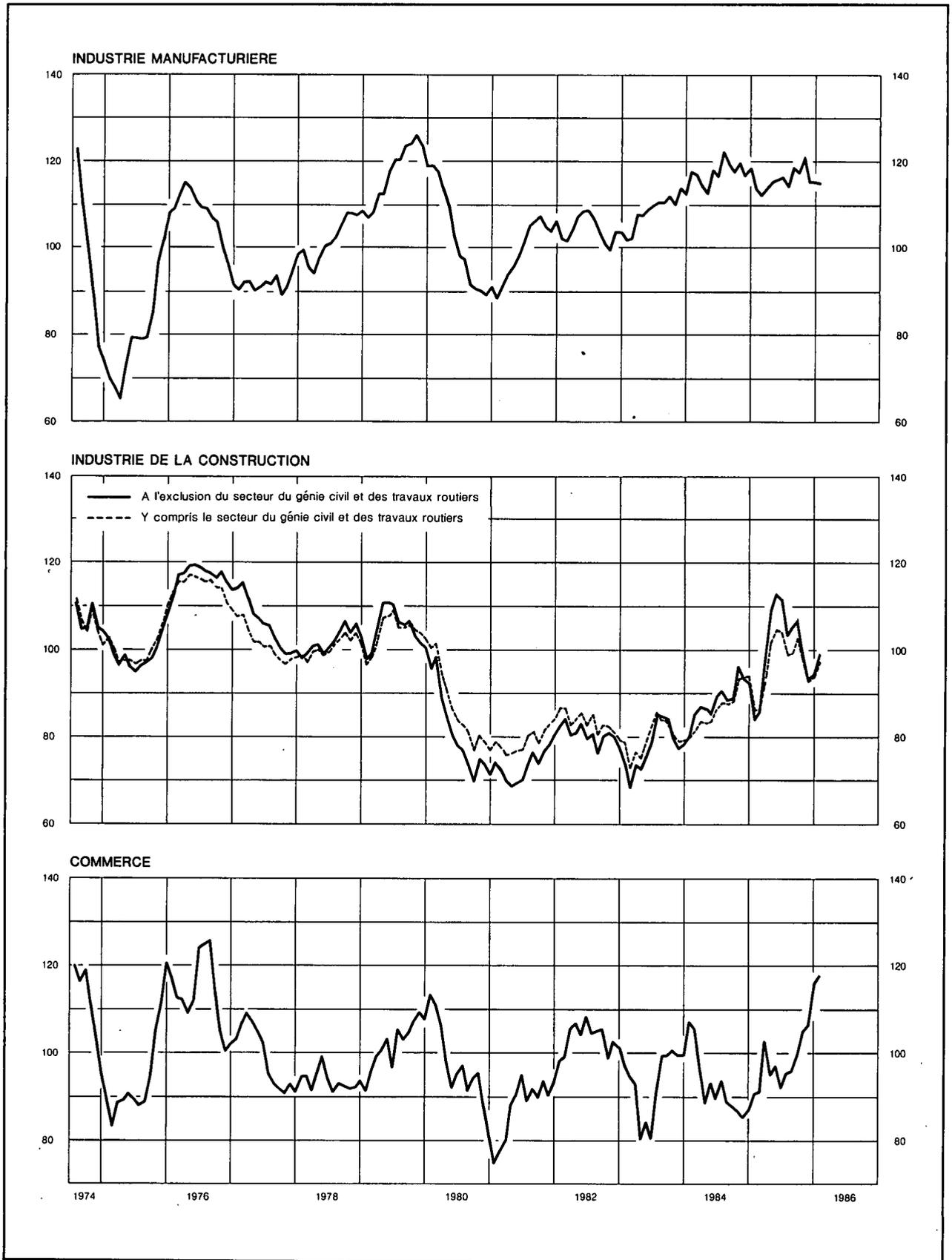
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	96	99	100	98	102	101	103
2. Boissons	89	91	94	100	96	98	97	95
3. Tabac	107	96	100	100	98	105	102	103
4. Vêtements et effets personnels	92	90	94	100	98	104	101	97
5. Loyers, taxes, eau	90	93	97	100	104	106	108	110
6. Chauffage et éclairage	93	101	105	100	98	95	92	95
7. Articles ménagers durables	90	89	91	100	98	98	92	93
8. Entretien de la maison	96	97	99	100	100	102	100	100
9. Soins personnels et hygiène	92	96	98	100	104	106	108	107
10. Transports	95	98	102	100	98	99	99	100
11. Communications : P.T.T.	87	89	96	100	107	108	110	111
12. Loisirs	92	91	96	100	101	107	107	108
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	77	85	94	100	110	115	108	107
15. Services divers	93	99	105	100	98	97	98	101
16. Dépenses personnelles à l'étranger	82	84	95	100	105	93	92	93
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	92	83	94	100	116	139	164	169
<i>Total ...</i>	92	94	98	100	100	101	99	100
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	98	100	102	101	102	103
2. Achats courants de biens et services ...	94	103	102	100	101	96	97	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	85	91	95	100	97	92	89	88
<i>Total ...</i>	91	96	98	100	101	100	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	105	119	107	100	88	90	89	92
2. Industries extractives	72	86	103	100	93	101	136	128
3. Industries manufacturières	81	77	78	100	90	103	102	110
4. Construction	112	108	113	100	110	84	62	68
5. Electricité, gaz et eau	108	110	110	100	93	94	89	90
6. Commerce, banques, assurances	90	91	100	100	89	94	97	105
7. Immeubles d'habitation	110	117	101	100	59	55	54	53
8. Transports et communications	78	90	90	100	111	104	93	92
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	91	89	92	100	88	80	69	63
10. Enseignement	100	94	95	100	98	90	89	74
11. Autres services	93	85	101	100	94	87	88	93
<i>Total ...</i>	93	96	96	100	80	79	73	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	52	59	66	100	156	169	129	145
2. Exportations de biens et services	86	89	96	100	103	105	109	114
Exportations totales ...	82	86	93	100	108	111	111	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	49	62	100	153	171	132	143
4. Importations de biens et services	86	90	98	100	99	98	98	103
Importations totales ...	82	86	95	100	104	105	101	107
Produit national brut aux prix du marché	92	95	97	100	99	100	100	101

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cahier de commandes total	cahier de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
Ensemble des industries	- 26	- 25	- 23	- 20	- 21	- 28	- 26	- 29	- 27	- 27	+ 7	+ 15	+ 5	+ 8	+ 7
I. Biens de consommation	- 21	- 23	- 18	- 14	- 10	- 16	- 18	- 17	- 6	- 14	+ 9	+ 28	+ 15	+ 10	+ 10
II. Biens d'investissement	- 39	- 35	- 29	- 31	- 31	- 34	- 35	- 42	- 45	- 43	+ 10	+ 5	- 1	+ 1	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 28	- 28	- 28	- 21	- 23	- 41	- 32	- 33	- 32	- 27	0	+ 7	+ 5	+ 5	+ 5
Industrie textile	- 26	- 30	- 31	- 26	- 25	- 27	- 35	- 32	- 24	- 25	+ 14	+ 22	+ 16	+ 9	+ 13
dont : Laine	- 25	- 41	- 55	- 36	- 33	- 12	- 49	- 68	- 32	- 25	+ 21	+ 25	+ 21	+ 8	+ 17
Coton	- 37	- 42	- 33	- 25	- 29	- 45	- 50	- 32	- 24	- 41	+ 19	+ 19	+ 18	+ 13	+ 9
Bonneterie	- 19	+ 2	- 8	- 13	- 1	+ 18	- 5	+ 8	+ 17	+ 36	+ 7	+ 24	+ 12	+ 5	+ 18
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 17	- 37	- 28	- 28	- 23	- 17	- 21	- 25	- 16	- 12	- 1	+ 9	+ 8	+ 5	- 9
dont : Chaussures	- 76	- 44	- 58	- 60	- 83	- 99	- 38	- 59	- 72	- 91	- 29	+ 17	- 7	- 14	- 46
Habillement	- 5	- 35	- 20	- 21	- 9	- 7	- 20	- 24	- 13	- 5	+ 5	+ 7	+ 12	+ 8	- 1
Industrie du bois et du meuble en bois	- 49	- 39	- 28	- 18	- 25	- 38	- 46	- 22	- 21	- 31	+ 36	+ 31	+ 28	+ 20	+ 24
dont : Bois	- 40	- 17	- 12	+ 5	- 4	- 46	- 30	- 15	- 3	- 16	+ 25	+ 15	+ 3	- 6	- 4
Meubles en bois	- 56	- 53	- 39	- 34	- 40	- 34	- 55	- 26	- 32	- 39	+ 44	+ 42	+ 45	+ 40	+ 44
Papiers et cartons	- 30	- 42	- 33	- 33	- 32	- 64	- 61	- 35	- 34	- 33	+ 7	+ 19	+ 8	+ 7	+ 9
dont : Production de papier et carton	- 26	- 58	- 47	- 63	- 61	- 75	- 72	- 38	- 43	- 41	+ 2	+ 33	+ 31	+ 34	+ 34
Transformation de papier et carton	- 34	- 29	- 23	- 10	- 10	- 31	- 31	- 26	- 11	- 9	+ 12	+ 10	- 9	- 14	- 10
Industrie du cuir	+ 8	- 49	- 41	- 30	- 92	+ 5	- 57	- 84	- 89	- 95	+ 49	+ 59	+ 18	+ 53	+ 51
Transformation de matières plastiques	+ 16	- 5	- 4	- 9	- 21	+ 23	- 12	- 7	- 6	- 27	- 10	- 6	+ 3	- 1	- 8
Raffinage de pétrole	+ 19	- 57	+ 22	+ 25	+ 47	- 14	- 56	+ 40	+ 11	+ 26	- 57	- 30	- 26	- 55	- 47
Production et première transformation des métaux	- 56	- 40	- 42	- 32	- 36	- 66	- 41	- 46	- 50	- 38	- 22	+ 4	- 1	+ 9	+ 3
dont : Métaux ferreux	- 54	- 40	- 44	- 31	- 38	- 67	- 45	- 54	- 58	- 43	- 34	- 1	+ 1	+ 14	+ 1
Métaux non ferreux	- 64	- 39	- 34	- 40	- 27	- 55	- 24	- 5	- 9	- 9	+ 8	+ 16	- 5	- 3	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 34	- 16	- 7	- 20	- 8	+ 2	- 4	- 13	- 24	- 19	+ 11	+ 13	+ 8	- 7	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 40	- 17	- 4	- 16	- 4	+ 2	- 17	- 7	- 23	- 13	+ 14	+ 13	+ 1	- 17	+ 5
Industrie chimique	+ 8	+ 7	0	+ 4	+ 5	+ 7	+ 11	+ 3	+ 7	+ 9	+ 8	- 3	+ 1	+ 4	+ 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 18	- 13	+ 13	+ 19	+ 19	- 69	+ 13	+ 13	+ 9	+ 15	+ 39	+ 39	+ 37	- 2	+ 33
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 14	- 20	- 10	- 26	- 21	- 20	- 18	- 21	- 29	- 24	- 5	+ 33	+ 7	- 9	- 1
Construction de machines et de matériel mécanique	- 24	- 21	- 28	- 28	- 38	- 30	- 29	- 42	- 40	- 41	- 5	- 27	- 11	0	- 10
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 63	- 36	- 57	- 98	- 100	- 46	- 34	- 65	- 83	- 100	+ 18	+ 20	+ 6	+ 1	0
Machines-outils	+ 100	+ 85	+ 41	+ 59	0	+ 43	+ 53	+ 7	0	0	0	- 100	- 100	—	- 100
Machines textiles	- 51	- 53	- 53	- 17	0	- 52	- 58	- 58	- 18	0	—	—	—	—	—
Moteurs, compresseurs, pompes	- 28	- 21	- 18	- 15	- 25	- 9	- 5	- 14	- 17	- 23	+ 14	- 4	+ 2	- 4	- 2
Construction électrique et électronique	- 50	- 56	- 51	- 42	- 45	- 54	- 51	- 58	- 60	- 60	+ 24	+ 36	+ 8	+ 25	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 57	- 64	- 53	- 41	- 51	- 68	- 63	- 67	- 73	- 79	+ 21	+ 28	0	+ 28	+ 24
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 28	- 29	- 41	- 40	- 33	- 25	- 25	- 39	- 36	- 30	0	+ 100	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	+ 38	+ 38	0	0	0	+ 38	0	0	+ 27	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 71	- 74	- 75	- 64	- 45	- 82	- 91	- 94	- 85	- 76	+ 51	0	+ 10	- 25	+ 15
dont : Construction navale	- 91	- 95	- 92	- 79	- 74	- 99	- 100	- 100	- 95	- 92	—	—	—	—	—
Construction de cycles et motocycles	+ 16	- 42	- 55	- 27	+ 70	+ 44	- 29	- 71	- 23	+ 44	+ 51	0	+ 10	- 25	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	7	3	4	9	7	81	82	81	75	77	2	2	4	4	4	6	9	7	8	9
I. Biens de consommation	13	4	6	15	11	78	82	86	69	74	2	2	3	6	5	2	7	1	10	10
II. Biens d'investissement	8	4	7	5	3	83	83	75	80	80	3	3	8	4	5	6	10	14	8	9
III. Biens intermédiaires	4	2	3	7	2	79	77	80	76	82	1	1	1	2	1	8	8	7	6	6
Industrie textile	7	5	9	16	9	74	78	78	71	78	2	3	4	2	1	8	7	5	5	7
dont : Laine	6	8	11	12	21	59	66	72	76	63	3	5	2	0	2	14	9	2	2	12
Coton	10	3	4	4	4	84	87	92	88	90	0	1	1	1	1	2	5	2	5	4
Bonneterie	0	0	1	28	1	78	72	72	50	72	3	7	16	5	2	7	8	7	5	12
Industrie des chaussures et de l'habillement	11	7	11	8	11	64	73	72	76	78	9	7	6	7	2	2	1	1	4	1
dont : Chaussures	1	0	29	0	46	90	91	62	91	54	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0
Habillement	12	9	7	10	4	59	69	75	73	83	11	8	7	9	2	3	1	2	3	1
Industrie du bois et du meuble en bois	23	8	6	10	13	68	77	83	77	76	1	0	1	3	2	5	7	7	6	4
dont : Bois	28	10	5	19	22	55	59	75	56	58	3	0	0	4	2	11	15	16	14	9
Meubles en bois	19	7	7	6	8	78	90	89	90	89	0	0	2	2	1	1	1	1	0	0
Papiers et cartons	0	3	0	1	1	84	83	89	92	91	4	0	1	1	2	8	10	4	6	3
dont : Production de papier et carton	0	6	7	0	0	78	73	84	90	98	0	0	0	0	0	16	21	4	10	2
Transformation de papier et carton	1	2	0	2	1	88	90	93	93	87	6	0	1	2	3	1	2	4	4	3
Industrie du cuir	0	0	29	12	12	93	86	71	76	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	1	27	0	72	72	87	73	75	0	0	0	0	0	28	28	12	0	25
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	0	0	0	83	78	79	77	87	0	0	0	1	1	3	3	3	2	0
dont : Métaux ferreux	0	0	0	1	0	82	77	85	82	91	0	0	0	1	1	3	2	1	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	89	84	48	48	68	0	0	0	0	0	0	5	11	11	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	11	3	3	9	0	75	76	75	65	75	1	0	11	1	1	14	21	21	19	18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	14	0	4	11	0	80	82	74	62	73	1	0	12	1	1	6	17	22	20	21
Industrie chimique	0	0	0	0	1	96	93	96	96	95	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	1	0	0	29	2	21	22	3	0	27	0	0	0	0	0	78	78	97	71	71
Fabrication d'ouvrages en métaux	8	6	9	13	11	82	70	67	56	56	1	1	7	6	3	5	20	15	21	25
Construction de machines et de matériel mécanique	5	7	9	3	4	83	78	73	84	81	10	11	13	9	11	6	9	9	8	8
dont : Machines et tracteurs agricoles	10	0	0	1	0	89	100	99	99	100	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	50	22	22	22	22	50	78	78	78	78	50	78	78	78	78
Machines textiles	25	18	18	16	16	75	82	82	84	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	12	24	2	1	100	77	65	86	78	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	4	4	4	6	95	92	92	78	79	0	0	0	16	15	1	4	4	16	13
dont : Construction électrique d'équipement	0	1	1	0	3	98	93	93	93	94	0	0	0	4	3	2	6	6	4	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	1	1	100	100	99	60	60	0	0	0	39	39	0	0	1	39	39
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	0	0	38	38	62	100	100	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	6	6	6	0	100	94	94	94	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motos	0	36	36	36	0	100	64	64	64	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984		1985			1984		1985			1985				1986
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
Ensemble des industries	+ 29	+ 31	+ 31	+ 26	+ 24	77,4	78,7	79,1	80,6	79,8	3,27	3,45	3,40	3,30	3,28
I. Biens de consommation	+ 28	+ 31	+ 37	+ 27	+ 17	79,7	82,0	81,8	83,6	84,1	2,48	2,56	2,43	2,45	2,44
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 42	+ 31	+ 34	+ 40	72,8	73,3	75,5	76,1	74,3	4,73	5,10	5,07	4,90	4,84
III. Biens intermédiaires	+ 31	+ 27	+ 22	+ 22	+ 35	75,6	77,3	77,6	80,1	72,4	3,16	3,27	3,30	3,18	3,18
Industrie textile	+ 26	+ 28	+ 26	+ 33	+ 31	77,9	77,5	76,6	75,8	76,7	2,09	2,15	2,05	2,06	2,11
dont : Laine	+ 14	+ 24	+ 15	+ 31	+ 34	83,4	81,8	78,6	79,7	80,5	2,13	2,04	1,94	1,92	1,91
Coton	+ 36	+ 40	+ 29	+ 35	+ 35	76,2	76,3	75,5	74,4	73,2	2,04	2,11	2,08	2,17	2,12
Bonneterie	+ 36	+ 24	+ 28	+ 29	+ 23	71,0	73,1	74,6	72,8	75,9	2,15	2,57	2,19	2,21	2,45
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 23	+ 29	+ 32	+ 46	+ 46	81,8	84,0	81,5	84,9	82,4	1,96	2,04	1,74	1,94	1,86
dont : Chaussures	+ 53	+ 64	+ 25	+ 33	+ 40	78,1	84,0	74,4	82,2	80,9	1,11	1,81	1,28	1,47	1,17
Habillement	+ 17	+ 23	+ 33	+ 49	+ 46	82,5	84,0	83,0	85,4	82,7	2,14	2,09	1,84	2,04	2,00
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 28	+ 43	+ 43	+ 27	+ 40	83,2	79,0	81,9	83,4	82,0	1,44	1,54	1,64	1,55	1,53
dont : Bois	+ 17	+ 27	+ 33	+ 13	+ 25	84,7	82,0	82,6	84,7	80,8	1,78	1,98	2,13	2,00	2,07
Meubles en bois	+ 35	+ 54	+ 51	+ 37	+ 50	82,2	76,8	81,4	82,4	82,8	1,20	1,22	1,29	1,22	1,14
Papiers et cartons	+ 11	+ 33	+ 29	+ 37	+ 41	86,3	86,4	84,2	85,3	82,9	1,70	1,50	1,31	1,27	1,51
dont : Production de papier et carton	- 12	+ 24	+ 33	+ 55	+ 63	94,7	93,5	89,9	91,9	86,2	2,42	1,77	1,43	1,28	1,63
Transformation de papier et carton	+ 29	+ 40	+ 25	+ 23	+ 25	80,0	81,0	79,8	80,3	80,3	1,14	1,29	1,22	1,27	1,43
Industrie du cuir	+ 14	+ 7	+ 7	+ 61	+ 72	87,1	91,0	87,8	88,2	87,0	2,75	2,36	2,12	2,07	1,98
Transformation de matières plastiques	- 12	- 18	+ 25	- 4	- 22	75,3	82,0	79,2	84,0	84,3	2,85	2,65	2,76	2,90	2,52
Production et première transformation des métaux	+ 60	+ 42	+ 23	+ 22	+ 59	67,4	70,7	72,4	77,1	60,0	1,73	1,91	1,90	1,71	1,76
dont : Métaux ferreux	+ 62	+ 49	+ 26	+ 25	+ 67	64,9	68,5	70,3	75,9	55,5	1,63	1,80	1,81	1,57	1,63
Métaux non ferreux	+ 25	+ 11	+ 8	+ 8	+ 17	80,0	81,9	83,1	83,1	82,6	2,22	2,46	2,39	2,43	2,40
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	+ 28	+ 16	+ 17	+ 45	76,7	78,1	81,2	82,4	81,7	1,71	1,94	1,87	1,70	1,85
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 38	+ 26	+ 15	+ 16	+ 47	75,4	76,7	80,2	81,5	80,7	1,48	1,84	1,79	1,60	1,76
Industrie chimique	+ 7	+ 12	+ 14	+ 14	+ 4	80,4	79,6	80,3	80,3	81,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 18	- 18	- 23	+ 31	- 19	99,6	99,6	99,6	100,0	98,6	2,18	2,12	2,16	2,14	2,12
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 50	+ 41	+ 34	+ 33	+ 32	72,0	77,7	81,1	81,4	75,5	3,76	3,91	3,64	3,67	3,85
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 24	+ 26	+ 17	+ 18	74,1	75,7	75,5	76,8	74,6	5,42	5,08	4,88	4,65	4,56
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 67	+ 80	+ 57	+ 50	+ 52	57,9	75,9	76,0	70,5	55,0	6,66	6,46	6,33	6,87	6,77
Machines-outils	- 50	- 78	- 78	- 78	- 78	87,5	97,7	96,6	97,7	97,7	11,43	7,80	7,66	6,81	6,88
Machines textiles	+ 51	+ 57	+ 51	0	0	85,9	84,4	85,5	89,8	90,5	5,26	5,43	5,33	5,20	5,98
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 36	+ 35	+ 44	+ 40	+ 16	67,9	65,6	66,3	67,1	69,7	3,55	3,57	3,48	3,58	3,50
Construction électrique et électronique	+ 57	+ 68	+ 55	+ 37	+ 20	72,7	73,1	72,3	77,8	79,7	5,61	6,09	6,59	6,52	6,43
dont : Construction électrique d'équipement	+ 50	+ 68	+ 47	+ 61	+ 52	66,3	66,5	65,5	72,6	74,4	4,96	5,54	6,47	6,24	6,04
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 76	+ 76	+ 75	0	- 39	81,6	82,3	81,7	85,0	87,3	7,37	7,72	7,20	7,51	7,69
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	- 38	87,2	90,7	91,5	91,5	93,1	2,60	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 74	+ 68	+ 82	+ 85	+ 81	65,6	66,3	64,7	61,8	62,5	9,38	11,54	10,67	9,99	9,37
dont : Construction navale	+ 79	+ 73	+ 94	+ 85	+ 91	70,3	67,2	63,7	60,7	61,7	5,75	9,42	7,81	7,11	6,23
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 15	+ 31	+ 64	+ 20	63,2	80,7	81,5	74,3	77,8	2,48	2,24	2,26	1,88	2,15

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	- 3	- 10	- 3	- 7	- 5	- 10	- 10	- 9	- 10	- 11	+ 28	+ 18	+ 15	+ 15	+ 10
I. Biens de consommation	- 2	- 12	+ 4	+ 1	+ 2	- 7	- 5	- 3	- 2	- 17	+ 34	+ 22	+ 26	+ 23	+ 20
II. Biens d'investissement	+ 5	- 5	- 3	- 11	- 5	- 9	- 11	- 12	- 13	- 2	+ 25	+ 23	+ 25	+ 27	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 13	- 13	- 6	- 12	- 14	- 16	- 14	- 16	- 17	- 18	+ 30	+ 15	+ 7	+ 1	0
Industrie textile	- 12	- 14	- 8	- 13	- 11	- 6	- 5	- 12	- 8	- 12	+ 24	+ 13	+ 6	+ 10	- 7
dont : Laine	- 21	- 30	- 8	- 23	- 36	- 7	- 22	- 20	- 14	- 25	+ 32	+ 12	+ 4	+ 18	- 3
Coton	- 16	- 14	- 1	- 12	- 3	- 15	+ 1	0	- 5	- 14	+ 25	+ 9	- 5	- 2	- 20
Bonneterie	- 14	+ 11	- 17	- 28	- 7	0	+ 14	- 23	- 13	+ 1	+ 30	+ 27	+ 24	+ 18	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 2	- 18	- 10	- 17	+ 4	+ 8	- 5	- 9	- 4	- 4	+ 42	+ 36	+ 28	+ 29	+ 36
dont : Chaussures	+ 12	- 40	- 9	- 15	- 4	- 14	+ 7	- 16	- 17	- 7	+ 27	+ 22	+ 40	+ 15	+ 16
Habillement	- 5	- 14	- 10	- 17	+ 6	+ 12	- 7	- 8	- 1	- 4	+ 46	+ 39	+ 27	+ 32	+ 40
Industrie du bois et du meuble en bois	- 4	- 23	- 1	- 13	- 7	- 19	- 12	- 12	- 13	- 18	+ 20	+ 16	+ 28	+ 31	+ 25
dont : Bois	- 11	- 21	- 2	- 8	- 6	- 11	- 3	+ 3	- 12	- 12	+ 28	+ 25	+ 40	+ 40	+ 41
Meubles en bois	0	- 24	0	- 18	- 8	- 26	- 19	- 20	- 13	- 21	+ 15	+ 9	+ 19	+ 26	+ 14
Papiers et cartons	- 30	- 22	- 20	- 20	- 3	- 10	- 10	- 11	- 23	+ 3	+ 22	+ 2	- 23	- 26	- 15
dont : Production de papier et carton	- 30	- 36	- 23	- 41	- 8	- 9	- 12	- 12	- 50	+ 9	+ 9	- 26	- 47	- 51	- 40
Transformation de papier et carton	- 30	- 12	- 17	- 4	+ 1	- 9	- 7	- 10	- 4	- 1	+ 31	+ 23	- 7	- 7	+ 4
Industrie du cuir	- 13	- 24	- 24	+ 11	- 3	- 6	- 39	- 57	- 45	- 80	+ 7	- 27	- 35	+ 13	- 10
Transformation de matières plastiques	+ 7	+ 11	- 5	+ 10	+ 18	- 4	+ 8	- 13	+ 6	- 23	+ 11	+ 18	+ 22	+ 31	+ 28
Raffinage de pétrole	- 48	+ 22	- 13	- 4	- 27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 19	- 20	- 5	- 21	- 30	- 31	- 29	- 29	- 31	- 29	+ 44	+ 17	+ 5	- 11	- 5
dont : Métaux ferreux	- 22	- 19	- 5	- 24	- 35	- 38	- 34	- 33	- 36	- 35	+ 51	+ 22	+ 16	- 7	0
Métaux non ferreux	- 8	- 20	- 6	- 3	- 5	+ 6	- 2	- 5	- 9	0	+ 9	- 5	- 42	- 26	- 31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 17	0	+ 3	- 1	+ 4	- 11	- 13	- 14	- 25	- 11	+ 28	+ 37	+ 31	+ 41	+ 35
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 22	0	+ 6	+ 2	+ 7	- 13	- 15	- 15	- 27	- 10	+ 21	+ 41	+ 36	+ 39	+ 40
Industrie chimique	+ 5	+ 1	+ 2	+ 4	+ 6	+ 1	0	0	+ 1	0	+ 7	+ 8	+ 4	+ 2	- 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 18	+ 63	+ 50	+ 54	+ 70
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 10	- 7	+ 2	- 1	- 7	- 6	- 6	- 4	- 17	- 18	+ 33	+ 35	+ 23	+ 17	+ 14
Construction de machines et de matériel mécanique	- 9	- 9	- 21	- 17	- 25	+ 4	+ 3	0	- 3	+ 4	+ 23	+ 19	+ 23	+ 27	+ 20
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 20	+ 42	- 65	- 52	- 97	+ 24	- 18	- 50	- 15	+ 3	+ 1	0	+ 40	+ 50	0
Machines-outils	0	0	0	+ 7	0	0	+ 85	+ 41	+ 7	0	+ 13	+ 78	+ 59	+ 48	+ 100
Machines textiles	- 51	- 53	- 36	- 2	- 7	- 7	- 2	+ 17	+ 32	+ 51	+ 25	+ 18	0	0	+ 7
Moteurs, compresseurs, pompes	- 25	- 3	- 8	- 4	+ 11	- 6	- 1	+ 14	+ 6	+ 2	+ 31	+ 3	- 3	+ 12	+ 10
Construction électrique et électronique	+ 8	- 8	+ 10	- 4	+ 18	- 16	- 27	- 24	- 16	- 7	+ 22	+ 5	+ 18	+ 17	- 14
dont : Construction électrique d'équipement	+ 12	- 3	+ 16	- 10	+ 12	- 12	- 32	- 30	- 11	+ 11	+ 28	+ 8	+ 24	+ 24	- 1
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 11	- 30	- 12	+ 18	+ 22	- 28	- 19	- 4	- 37	- 66	0	0	+ 7	- 9	- 45
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	+ 34	+ 38	0	0	0	+ 25	+ 38	0	+ 63	+ 21	+ 47	+ 17	+ 63
Construction d'autre matériel de transport	- 38	- 32	- 35	- 24	- 5	- 50	- 7	- 6	- 3	- 27	+ 32	+ 32	+ 28	+ 39	+ 17
dont : Construction navale	- 21	- 18	- 6	+ 1	+ 7	- 82	- 13	+ 4	+ 3	- 64	+ 13	+ 26	+ 5	+ 24	0
Construction de cycles et motocycles	0	- 24	- 83	- 38	+ 49	0	- 12	- 45	- 27	+ 36	+ 49	+ 16	+ 46	+ 54	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 20	- 24	- 21	- 20	- 18	+ 13	+ 17	+ 8	+ 6	+ 7
I. Biens de consommation	- 16	- 21	- 18	- 18	- 13	+ 12	+ 23	+ 10	+ 9	+ 13
II. Biens d'investissement	- 45	- 44	- 37	- 37	- 42	+ 25	+ 21	+ 9	+ 5	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 5	- 12	- 14	- 8	- 4	+ 4	+ 2	+ 6	+ 3	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 18	- 34	- 28	- 24	- 16	+ 13	+ 22	+ 17	+ 11	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 49	- 44	- 31	- 25	- 32	+ 43	+ 39	+ 39	+ 30	+ 36
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 6	- 30	- 32	- 25	- 38	- 5	+ 7	+ 6	+ 1	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 14	+ 1	0	+ 2	0	- 1	- 5	+ 1	+ 2	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 55	- 6	- 3	- 1	+ 3	+ 23	+ 13	- 3	- 5	+ 5
Industrie des fabrications métalliques	- 24	- 31	- 29	- 31	- 32	+ 14	+ 21	+ 5	+ 2	+ 5
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 37	- 39	- 36	- 38	- 40	- 1	+ 8	+ 2	+ 7	+ 5
I. Biens de consommation	- 38	- 34	- 38	- 44	- 42	- 2	+ 12	+ 12	+ 6	+ 8
II. Biens d'investissement	- 30	- 35	- 21	- 40	- 31	+ 14	+ 6	0	- 8	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 43	- 43	- 44	- 33	- 42	- 7	+ 4	+ 2	+ 11	+ 3
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 44	- 38	- 60	- 67	- 61	- 24	+ 9	+ 20	+ 11	+ 17
Industrie de la transformation du bois	- 61	- 7	- 44	- 33	- 31	+ 35	- 5	+ 11	+ 10	- 6
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 35	- 58	- 29	- 43	- 35	- 6	+ 33	+ 15	+ 24	+ 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 6	+ 6	- 1	- 1	+ 5	+ 19	- 2	- 4	- 8	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 42	- 31	+ 6	- 48	- 13	+ 14	+ 10	+ 14	- 19	+ 16
Industrie des fabrications métalliques	- 27	- 37	- 35	- 39	- 45	+ 19	+ 22	+ 3	+ 20	+ 13
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 24	- 36	- 35	- 33	- 16	+ 3	+ 23	+ 23	+ 33	+ 46
I. Biens de consommation	+ 29					- 31				
II. Biens d'investissement	- 34	- 39	- 37	- 40	- 33	+ 28	+ 21	+ 26	+ 40	+ 58
III. Biens intermédiaires	- 71	- 3	- 7	- 1	+ 53					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 64	- 34	- 46		- 8	- 47	- 22	- 45		- 8
Industrie des fabrications métalliques	- 26	- 34	- 33	- 35	- 15	+ 6	+ 27	+ 26	+ 45	+ 61

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984		1985			1984		1985			1985				1986
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sépt.	Déc.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 27	+ 35	+ 34	+ 29	+ 25	79,6	79,5	80,3	81,5	80,5	3,38	3,62	3,44	3,32	3,30
I. Biens de consommation	+ 28	+ 32	+ 33	+ 22	+ 16	83,6	82,9	84,3	84,5	85,0	2,85	2,97	2,84	2,86	2,90
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 51	+ 42	+ 40	+ 39	72,1	73,0	75,2	77,2	75,0	5,03	5,64	5,32	4,94	4,76
III. Biens intermédiaires	+ 18	+ 26	+ 31	+ 29	+ 25	82,9	82,9	81,1	82,4	81,4	4,09	4,12	4,09	4,01	4,07
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 26	+ 30	+ 31	+ 39	+ 34	80,8	80,2	80,2	80,2	79,6	2,11	2,14	2,04	2,11	2,19
Industrie de la transformation du bois	+ 26	+ 46	+ 49	+ 31	+ 45	83,3	78,3	82,2	83,2	81,8	1,46	1,64	1,73	1,60	1,59
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	0	+ 19	+ 39	+ 33	+ 39	85,5	86,2	83,1	85,7	83,7	2,37	2,86	1,47	1,43	1,77
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 62	+ 40	+ 36	+ 29	+ 39	69,5	72,7	80,7	82,2	79,5	2,16	2,66	2,65	2,26	2,19
Industrie des fabrications métalliques	+ 34	+ 41	+ 35	+ 29	+ 20	78,4	79,0	79,4	81,0	80,2	4,72	5,13	4,83	4,61	4,55
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 48	+ 41	+ 45	+ 55	71,9	73,5	73,1	73,7	73,7	3,05	2,92	2,85	2,71	2,84
I. Biens de consommation	+ 39	+ 64	+ 56	+ 64	+ 85	72,1	73,5	72,8	73,9	74,7	1,70	1,65	1,57	1,31	1,28
II. Biens d'investissement	+ 36	+ 43	+ 42	+ 39	+ 52	73,8	73,8	73,6	74,0	75,0	4,93	4,48	4,32	4,31	4,54
III. Biens intermédiaires	+ 61	+ 44	+ 18	+ 23	+ 66	65,9	69,1	71,3	75,4	57,5	1,50	1,63	1,65	1,46	1,46
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 4	+ 11	+ 14	+ 33	+ 44	77,7	71,9	73,4	60,2	63,6	2,52	2,39	1,73	1,48	1,45
Industrie de la transformation du bois	+ 79	+ 85	+ 84	+ 35	+ 89	67,1	67,8	65,6	69,7	73,1	1,13	1,24	1,47	1,48	1,47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 30	+ 43	+ 15	+ 43	+ 40	88,9	88,4	85,1	86,1	82,1	1,37	1,30	1,40	1,22	1,21
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 27	+ 30	+ 32	+ 74	84,1	83,6	86,8	85,5	85,2	2,07	1,78	1,75	1,66	1,66
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 53	+ 52	+ 45	+ 49	69,2	70,9	69,9	72,0	72,3	5,10	4,74	4,59	4,55	4,81
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 53	+ 50	+ 14	+ 50	+ 67	75,0	75,7	81,8	79,5	79,1	3,33	4,29	5,98	5,67	5,13
I. Biens de consommation	+ 54					66,4					2,30				
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 54	- 8	+ 52	+ 73	81,3	79,3	82,6	78,6	79,3	4,38	5,55	8,04	7,60	6,96
III. Biens intermédiaires	+ 78	+ 63	+ 83	+ 65	+ 60	60,7	57,0	78,1	76,5	77,0	0,94	1,69	1,56	1,47	1,88
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 12	+ 12	+ 27	- 11		77,5	84,4	79,8	85,0		1,18	1,75	1,67		2,21
Industrie des fabrications métalliques	+ 60	+ 59	+ 7	+ 59	+ 77	74,9	75,5	82,3	77,9	78,6	3,79	5,06	7,11	6,70	6,16

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 2	- 7	- 6	- 8	0	- 4	- 6	- 10	- 5	- 10	+ 29	+ 18	+ 14	+ 18	+ 11
I. Biens de consommation	- 1	- 9	- 1	- 3	+ 4	- 7	- 8	- 11	- 9	- 12	+ 24	+ 14	+ 20	+ 21	+ 15
II. Biens d'investissement	- 2	- 3	- 12	- 17	- 8	- 5	- 14	- 15	- 4	- 9	+ 40	+ 31	+ 28	+ 34	+ 23
III. Biens intermédiaires	- 3	- 7	- 7	- 2	+ 1	- 2	0	- 4	- 2	- 8	+ 25	+ 12	- 1	+ 1	0
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 4	- 12	- 5	- 10	- 6	- 1	- 8	- 12	- 5	- 7	+ 25	+ 22	+ 13	+ 21	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 5	- 25	- 3	- 15	- 12	- 25	- 16	- 14	- 15	- 23	+ 18	+ 12	+ 26	+ 27	+ 19
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 16	- 12	- 18	- 23	+ 5	- 4	+ 1	- 8	- 18	- 9	+ 35	+ 21	- 6	- 13	- 4
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 3	+ 2	- 4	+ 6	+ 7	+ 3	+ 3	- 2	+ 5	- 3	+ 12	+ 8	+ 5	+ 8	+ 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 12	- 8	- 13	0	+ 8	- 4	- 11	- 25	- 31	+ 40	+ 34	+ 38	+ 38	+ 26
Industrie des fabrications métalliques	0	- 3	- 8	- 10	- 1	- 7	- 11	- 12	- 5	- 9	+ 36	+ 23	+ 23	+ 25	+ 18
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 9	- 16	- 8	- 18	- 20	- 19	- 18	- 19	- 25	- 20	+ 28	+ 17	+ 12	+ 9	+ 7
I. Biens de consommation	- 10	- 25	- 19	- 31	- 20	- 2	- 1	+ 1	- 6	- 12	+ 48	- 3	- 2	+ 41	+ 23
II. Biens d'investissement	- 2	- 8	0	- 9	- 5	- 11	- 8	- 10	- 21	- 11	+ 12	+ 16	+ 12	+ 17	+ 11
III. Biens intermédiaires	- 20	- 21	- 10	- 20	- 28	- 30	- 33	- 32	- 37	- 30	+ 32	+ 21	+ 15	- 3	- 2
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 6	- 41	- 24	- 54	- 52	+ 39	+ 4	- 4	- 10	- 13	+ 39	+ 19	- 12	- 8	- 13
Industrie de la transformation du bois	- 10	- 25	+ 5	- 3	+ 14	- 13	- 5	+ 2	- 10	+ 9	+ 22	+ 7	+ 14	+ 50	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 22	- 13	- 5	- 14	- 15	- 10	- 18	- 19	- 32	+ 19	+ 1	- 17	- 37	- 36	- 20
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 4	+ 5	+ 2	0	+ 13	- 12	- 9	- 13	- 14	- 15	- 4	+ 17	+ 12	+ 5	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 3	+ 3	+ 2	- 14	0	- 14	0	- 4	- 37	- 9	+ 51	+ 22	+ 19	+ 55	+ 37
Industrie des fabrications métalliques	+ 2	- 11	- 9	- 15	- 11	- 10	- 10	- 8	- 16	- 13	+ 16	+ 12	+ 7	+ 7	+ 5
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 22	+ 8	+ 15	+ 2	+ 28	+ 2	- 19	- 6	+ 4	- 7	+ 58	+ 31	+ 53	+ 54	+ 62
I. Biens de consommation	+ 26					- 2					+ 39				
II. Biens d'investissement	+ 38	+ 26	+ 37	+ 15	+ 20	- 2	- 32	+ 4	+ 14	- 18	+ 61	+ 29	+ 67	+ 61	+ 67
III. Biens intermédiaires	- 64	- 11	- 28	- 2	+ 58	+ 2	+ 22	- 40	- 12	+ 58	+ 57	+ 18	+ 5	+ 33	+ 46
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	- 51	- 44	- 28		- 30	+ 16	- 22	- 33		- 30	- 33	- 21	- 58		- 28
Industrie des fabrications métalliques	+ 30	+ 18	+ 24	+ 13	+ 32	- 2	- 23	- 5	+ 11	- 1	+ 59	+ 30	+ 59	+ 62	+ 72

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	caractéristiques	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	118,05	111,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	114,89	117,51	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	105,02	109,23	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	109,20	112,84	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	114,68	107,09	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	99,76	94,79	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	96,00	97,18	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	99,77	101,04	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,42	101,57	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1985				1986
	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	-70	+25	+ 7	-28	-41
dont :					
Bâtiments résidentiels	-77	+23	+ 6	-33	-53
Bâtiments non-résidentiels	-59	+29	+ 9	-20	-18
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	-71	+27	+ 4	-18	-21
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	-72	-41	-44	-56	-56
dont :					
Bâtiments résidentiels	-71	-33	-35	-48	-54
Bâtiments non-résidentiels	-72	-58	-59	-71	-59
Génie civil et travaux routiers	-67	-58	-59	-60	-60
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	-28	- 8	-16	-26	-13
dont :					
Bâtiments résidentiels	-31	- 4	-21	-28	- 8
Bâtiments non-résidentiels	-22	-15	- 6	-24	-22
Génie civil et travaux routiers	-37	-25	-29	-28	-25
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+14	+13	+22	+19	+20
dont :					
Bâtiments résidentiels	+16	+19	+23	+20	+22
Bâtiments non-résidentiels	+10	0	+16	+16	+17
Génie civil et travaux routiers	- 9	-13	- 7	+ 1	- 1

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858
population active ²	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. <i>Demande d'emplois (population active) :</i>								
Total	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1
Hommes	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18
Femmes	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.
Hommes	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.
Femmes	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.
Hommes	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.
Femmes	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.
2. <i>Offre d'emplois (emploi)</i>								
par :	- 8	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 20	- 28	+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6
— industrie ⁶	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0
— construction	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7
2.2 les services non-marchands ⁹								
	+ 14	+ 30	+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8
2.3 l'étranger ¹⁰								
	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1
3. <i>Chômage (1 - 2)¹¹ :</i>								
Total	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1
Hommes	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3
Femmes	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³					
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹		
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite										(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		(a)	(b)	(c)			(d)	(e)	(f)	(g)								(h)	(i)	(j)
	milliers d'unités								milliers d'unités					
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2				
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7				
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9				
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4				
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0				
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2				
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0				
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4				
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1						
1983 4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	77,8	28,4	615,2	14,2	—	10,9	6,7				
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7				
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0				
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9				
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4				
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7				
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,3	32,8	14,2	18,7				
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7				
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5				
1985 Février	157,9	324,7	50,9	39,5	23,0	596,0	14,2	—	10,7	13,0				
Mars	155,0	320,6	50,6	31,6	22,2	580,0	14,2	—	13,0	16,0				
Avril	149,0	305,5	40,8	28,8	22,1	546,2	13,6	26,6	14,6	17,6				
Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,4	33,6	14,1	18,7				
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	13,0	38,3	14,0	19,7				
Juillet	132,7	293,4	36,7	71,5	20,6	554,9	13,0	42,6	10,3	17,9				
Août	129,5	292,2	36,4	89,5	20,3	567,8	12,7	44,4	9,6	19,2				
Septembre	127,2	288,9	35,5	91,2	21,2	564,0	12,7	45,9	18,3	24,9				
Octobre	125,1	287,5	34,9	84,6	20,8	552,8	12,6	47,9	18,7	20,5				
Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,4	49,2	15,0	21,2				
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8				
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,7	51,7	16,7	19,6				
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8				

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f)} + \text{colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

Soit, par exemple pour le mois d'avril 1985 :

$$\frac{(546,2 + 26,6) \times 13,6}{546,2} = 14,3 \text{ p.c.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	178	182	179	166	170	187	177	178
Autres céréales panifiables	24	21	19	15	14	16	16	} 154
Céréales non panifiables	197	195	193	191	177	170	168	
Betteraves sucrières	110	116	117	130	124	109	117	119
Autres plantes industrielles	12	10	10	9	12	14	17	...
Pommes de terre	35	36	38	34	37	34	36	40
Autres plantes et racines tuberculifères	21	19	18	16	17	15	15	14
Prés et prairies	721	710	702	697	691	686	678	668
Cultures maraichères	25	19	18	23	28	25	25	...
Cultures fruitières	13	12	12	11	11	11	11	...
Divers	111	112	112	117	123	133	136	...
Total ...	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.386
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249	
Avoine	136	119	109	109	153	80	92	
Orge	765	767	807	752	745	670	873	
Autres céréales	155	140	124	120	138	123	155	
Betteraves sucrières	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	
Pommes de terre	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	971	981	976	969	968	984	994	970
Autres bovidés	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.123
Porcs	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.294
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	879	919	952	974	941	979	1.042	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Poissons de fond	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7
Poissons pélagiques	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1
Crustacés et mollusques	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7
Total ...	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5

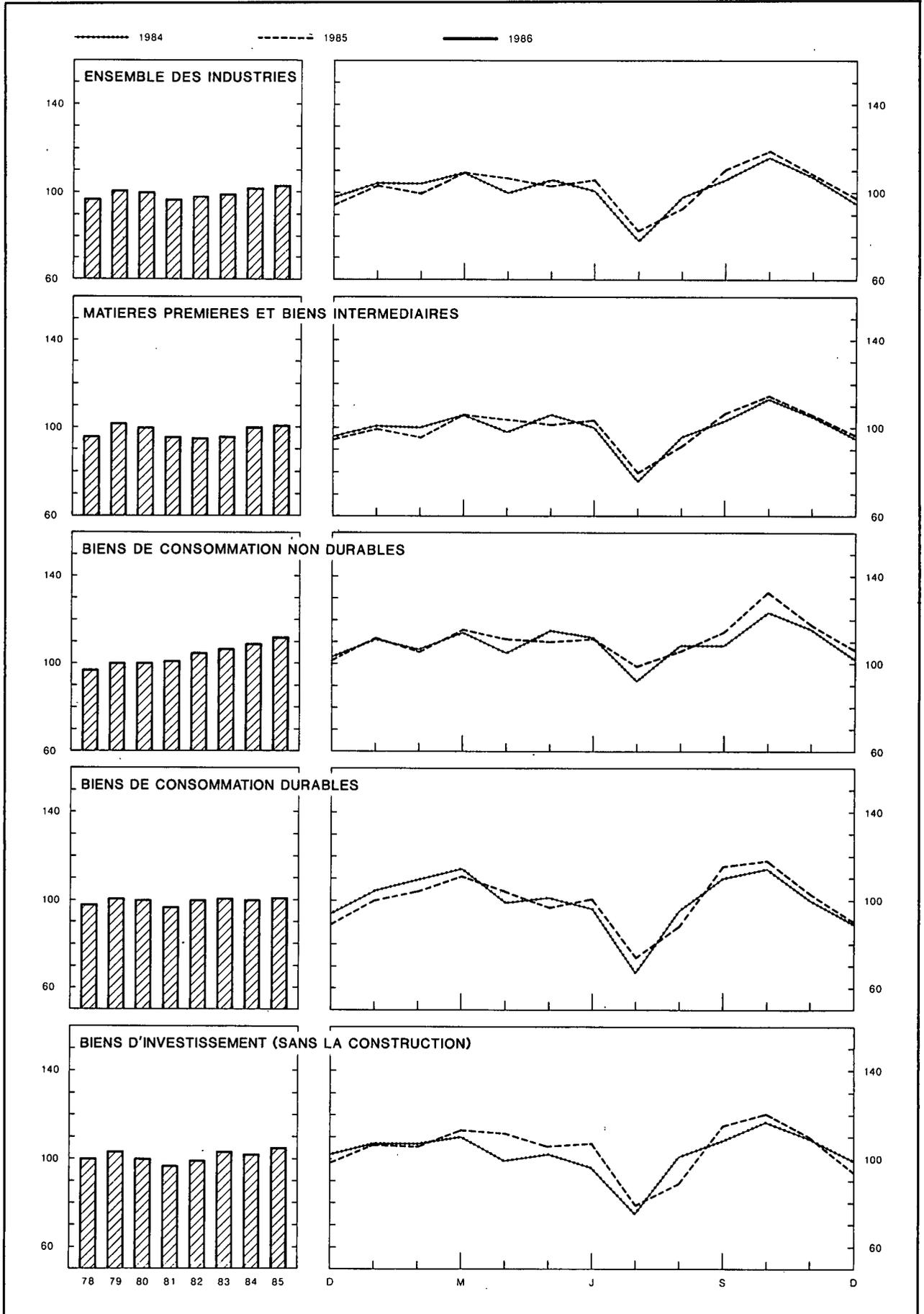
Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges* 1960-1970.

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invest- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	103	104	83	101	112	101	105	91	93
1983 4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	91	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	93	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	106	93	103	112	101	108	96	98
3 ^e trimestre	96	96	80	93	107	93	94	86	86
4 ^e trimestre	108	109	81	106	119	104	108	97	100
1984 Décembre	96	97	75	95	102	89	98	81	92
1985 Janvier	103	103	74	99	112	100	107	79	83
Février	100	101	74	96	106	104	106	81	85
Mars	109	110	91	106	116	111	111	96	99
Avril	107	107	99	104	113	104	112	96	97
Mai	103	104	89	102	111	97	106	93	98
Juin	106	106	90	103	112	101	106	98	99
Juillet	83	84	62	80	100	74	79	69	72
Août	93	94	80	92	106	88	89	85	87
Septembre	111	111	98	107	115	116	115	104	99
Octobre	119	120	100	115	133	118	121	112	108
Novembre	108	109	74	106	118	103	110	95	100
Décembre	98	99	69	97	107	91	94	85	93

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	.	99	116	106	74	106	96	95	113	111	51
1983 4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	120	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	108	120	95	102	104	115	99	83	108	102	85	119	109	37
3 ^e trimestre	94	108	84	.	89	113	97	77	92	83	97	107	115	55
4 ^e trimestre	109	121	89	.	99	132	119	77	111	104	95	110	109	60
1984 Décembre	98	103	86	89	93	114	109	73	90	86	71	97	98	61
1985 Janvier	107	119	86	104	105	101	123	48	110	87	89	110	112	62
Février	106	115	83	99	102	100	102	57	109	91	105	106	106	58
Mars	110	127	97	104	105	113	107	76	115	101	118	125	111	42
Avril	110	124	93	102	106	116	95	84	111	103	93	117	106	24
Mai	106	118	97	102	100	114	101	81	103	96	76	115	112	38
Juin	109	118	95	101	106	115	100	84	110	107	85	126	108	49
Juillet	82	98	77	64	70	107	90	64	71	62	69	88	110	53
Août	87	107	86	80	91	114	97	80	88	80	91	109	107	56
Septembre	114	120	90	.	105	118	103	86	117	107	132	126	129	57
Octobre	122	132	90	.	114	150	117	83	122	114	115	129	108	63
Novembre	109	120	92	.	97	132	120	75	114	100	94	107	115	58
Décembre	95	109	86	.	88	113	119	73	99	99	76	95	103	58

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Imports- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321	
1985							497	*478	518	*1.200	4.515	
1983 4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142	
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903	
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697	
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208	
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105	
4 ^e trimestre							505	*493	503	*1.268	5.052	
1984 Décembre	1.609	1.208	197	726	133	997	522	513	462	1.041	4.635	
1985 Janvier	1.644	1.832	197	1.109	318	1.412	494	472	609	1.323	5.224	
Février	1.554	1.395	192	738	269	1.176	458	440	581	997	4.322	
Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	497	608	1.522	4.545	
Avril	629	1.197	225	620	192	775	489	487	592	1.177	4.050	
Mai	1.020	1.152	224	537	211	623	513	505	506	1.131	4.313	
Juin	1.297	1.157	203	553	227	458	491	482	477	1.296	4.260	
Juillet	1.401	989	216	461	147	348	502	417	375	1.000	3.844	
Août	1.478	1.263	223	709	149	371	505	461	417	934	4.115	
Septembre	1.521	1.172	212	580	188	411	488	499	539	1.215	4.357	
Octobre						660	512	*521	601	* 979	4.972	
Novembre						977	492	*482	456	*1.658	5.113	
Décembre							510	*477	451	*1.168	5.070	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1983 3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,2	55,4	75,6	72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	892	669	* 21,4	* 59,8	* 81,1	* 78,5
2 ^e trimestre	940	740	* 21,8	* 61,5	* 83,3	* 82,8
3 ^e trimestre	842	623	* 19,3	* 49,2	* 68,5	* 68,8
1984 Novembre	997	702	22,5	60,1	82,6	77,7
Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	868	647	* 21,1	* 60,0	* 81,1	* 73,6
Février	814	632	* 19,9	* 59,1	* 79,0	* 77,5
Mars	994	727	* 23,1	* 60,2	* 83,3	* 84,3
Avril	930	721	* 22,2	* 56,0	* 78,1	* 80,1
Mai	974	737	* 21,4	* 68,9	* 90,3	* 82,7
Juin	917	761	* 21,9	* 59,7	* 81,6	* 85,8
Juillet	766	497	* 14,8	* 39,1	* 54,0	* 57,1
Août	859	610	* 19,9	* 47,3	* 67,2	* 63,6
Septembre	901	761	* 23,1	* 61,2	* 84,4	* 85,9
Octobre	* 909	674	* 24,9	* 64,9	* 89,8	* 94,2
Novembre	* 923	689				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	*0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1983 3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.423	1,9	1.150	0,4	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre	2,1	2,5	1.552	2,4	1.482	*0,5	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
1984 Octobre	2,1	2,2	1.345	1,6	1.012	0,4	0,5	1.320	0,4	974	58
Novembre	1,6	1,7	1.058	1,7	973	0,3	0,4	1.302	0,3	898	57
Décembre	1,5	2,4	1.378	2,3	1.265	0,3	0,4	1.779	0,6	2.230	57
1985 Janvier	2,1	2,2	1.440	1,3	782	0,3	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56
Février	1,9	2,4	1.489	1,2	713	0,3	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55
Mars	2,5	3,0	1.767	2,8	1.832	0,4	0,4	2.210	0,5	3.194	* 55
Avril	2,5	3,0	1.963	3,4	2.037	0,4	0,5	2.371	0,5	1.410	* 55
Mai	2,4	2,7	1.833	3,3	2.085	0,4	0,6	1.597	0,6	2.083	* 55
Juin	2,6	2,9	1.885	2,4	1.498	0,5	0,7	3.070	0,4	1.554	* 55
Juillet	2,8	2,6	1.598	1,6	1.084	0,5	0,7	2.508	0,3	1.427	* 55
Août	2,1	2,4	1.500	2,7	1.704	0,5	0,6	2.101	0,6	1.732	* 55
Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	* 55
Octobre	2,1	2,3	1.499			0,4	0,7	2.744			* 57

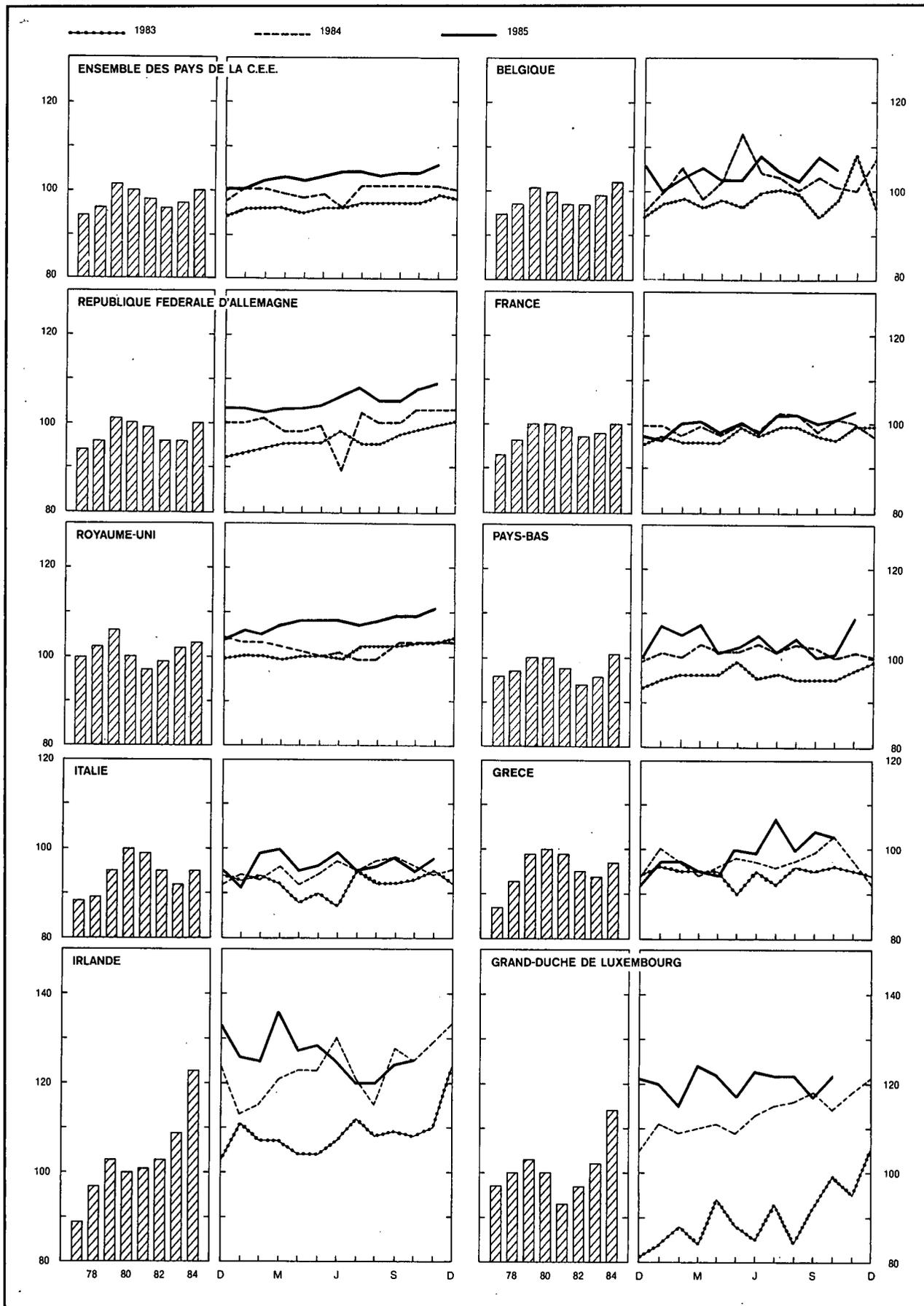
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	97	- 3,5	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	94	- 5,7	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	0,0	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	96	+ 2,2	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,0	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	102	+ 5,5	94	- 0,6
1984	100	+ 2,9	102	+ 2,9	100	+ 3,4	100	+ 2,0	103	+ 1,0	101	+ 5,2	95	+ 3,1	123	+12,8	114	+11,7	97	+ 3,2
1983 3 ^e trimestre	97	+ 1,9	100	+ 3,2	96	+ 2,1	98	+ 3,2	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,5	103	+ 6,2	95	+ 3,4
4 ^e trimestre	99	+ 4,4	101	+ 4,6	99	+ 6,9	99	+ 3,1	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	113	+ 9,5	109	+16,6	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,4	101	+ 2,9	99	+ 6,0	100	+ 2,0	104	+ 4,0	101	+ 6,7	94	+ 1,6	117	+ 7,9	110	+14,7	97	+ 2,6
2 ^e trimestre	98	+ 1,6	101	+ 3,0	95	- 1,0	98	+ 1,0	102	+ 1,9	102	+ 5,2	95	+ 4,9	125	+18,4	111	+11,8	97	+ 3,9
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	103	+ 3,0	101	+ 5,2	100	+ 3,1	102	- 0,4	102	+ 7,0	97	+ 4,1	122	+10,6	116	+13,2	98	+ 3,4
4 ^e trimestre	101	+ 2,2	102	+ 1,0	102	+ 3,7	100	+ 2,0	103	- 0,6	100	+ 3,1	95	+ 1,9	129	+13,8	118	+ 8,0	97	+ 2,8
1985 1 ^{er} trimestre	102	+ 2,0	102	+ 1,6	103	+ 3,4	99	- 0,7	106	+ 1,9	106	+ 5,3	97	+ 2,4	129	+ 9,9	120	+ 8,6	96	- 0,9
2 ^e trimestre	103	+ 4,8	104	+ 2,7	104	+ 9,4	99	+ 1,0	108	+ 5,8	103	+ 1,3	97	+ 2,1	126	+ 1,1	121	+ 8,8	98	+ 0,8
3 ^e trimestre	104	+ 2,7	104	+ 1,1	106	+ 4,6	101	0,0	108	+ 5,9	102	0,0	96	- 0,4	121	0,0	120	+ 3,4	104	+ 6,0
1984 Novembre	101	+ 1,6	99	- 3,3	103	+ 4,0	100	0,0	103	- 0,4	101	+ 4,1	94	- 0,2	129	+17,2	118	+ 8,4	97	+ 2,9
Décembre	100	+ 1,2	107	+ 7,0	102	+ 2,0	98	- 1,0	104	- 0,7	99	0,0	95	+ 2,8	130	+10,6	121	+10,8	92	- 2,0
1985 Janvier	100	+ 0,2	99	- 1,2	103	+ 4,0	96	- 4,0	106	+ 0,8	107	+ 5,9	91	- 3,1	126	+ 9,6	120	+ 7,8	97	- 2,9
Février	102	+ 2,3	103	+ 2,0	102	+ 1,0	100	+ 1,0	106	+ 1,1	105	+ 5,0	99	+ 6,9	125	+ 7,8	115	+ 5,5	97	+ 0,1
Mars	103	+ 3,5	105	+ 3,9	103	+ 5,1	101	+ 1,0	107	+ 3,9	107	+ 4,9	100	+ 3,4	136	+12,4	124	+12,4	95	+ 0,1
Avril	102	+ 3,7	101	+ 1,7	103	+ 5,1	99	+ 2,1	109	+ 5,8	101	0,0	95	+ 3,0	127	+ 3,3	122	+ 9,9	94	- 2,3
Mai	103	+ 3,1	102	+ 1,4	104	+ 5,1	100	0,0	109	+ 7,0	103	+ 2,0	96	+ 0,6	128	+ 4,9	117	+ 7,8	100	+ 3,4
Juin	104	+ 7,8	108	+ 5,1	106	+19,1	99	+ 1,0	108	+ 4,7	105	+ 1,9	99	+ 2,7	125	- 4,6	123	+ 8,6	99	+ 1,3
Juillet	104	+ 3,5	104	+ 2,9	108	+ 5,9	102	0,0	108	+ 5,8	101	+ 1,0	95	0,0	120	- 0,8	122	+ 5,6	107	+ 9,5
Août	103	+ 2,4	102	- 0,8	105	+ 4,0	102	0,0	108	+ 7,0	104	+ 1,0	96	- 1,0	120	+ 3,4	122	+ 5,7	100	+ 2,7
Septembre	104	+ 2,4	108	+ 1,1	105	+ 4,0	100	0,0	109	+ 5,9	100	- 2,0	98	- 0,1	124	- 2,4	117	- 1,0	104	+ 5,8
Octobre	104	+ 3,3	105	+ 4,1	108	+ 5,9	101	0,0	109	+ 6,0	101	+ 2,0	95	- 0,9	125	- 0,8	122	+ 6,9	103	+ 0,5
Novembre	106	+ 5,1	.	.	109	+ 6,1	103	+ 3,6	111	+ 7,2	109	+ 7,9	98	+ 3,7	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
<i>(millions)</i>		<i>(milliers de tonnes)</i>			<i>(millions)</i>		
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.095	1.600	1.084	472	91
1983 4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	387	80
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	371	78
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475	88
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	* 530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1984 Décembre	546	683	5.936	1.642	1.032	386	82
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	388	77
Février	528	637	5.834	1.471	1.129	311	73
Mars	559	742	6.556	1.689	1.335	449	96
Avril	546	688	6.080	1.645	1.163	474	95
Mai	568	719	6.438	1.713	1.203	474	96
Juin	561	707	6.273	1.528	1.179	545	99
Juillet	535	656	5.777	1.536	1.121	589	100
Août	501	589	5.069	1.331	986	608	100
Septembre	554	670	6.079	1.551	1.223	553	98
Octobre	597	779	6.725	1.609	1.262	486	92
Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736	3.977	3.182	1.800	1.549	411	3.371	344	211	8.224	437
1985	9.969										
1983 4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015		1.552	499		385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095										
1984 Décembre	10.363	3.344	3.167	1.881	1.295	528	3.506	327	262	8.934	494
1985 Janvier	9.549	4.413	3.359	1.909	2.833	937	3.689	181	159	5.369	284
Février	9.015	3.603	3.408	1.485	1.598	357	3.463	277	186	6.197	347
Mars	10.160	3.756	3.795	1.842	1.249	612	3.705	308	206	7.837	447
Avril	9.774	3.926	3.117	1.594	1.485	444	3.458	368	226	7.776	380
Mai	10.005	3.442	3.008	2.076	2.046	764	3.877	363	224	9.409	512
Juin	10.469	3.757	3.237	1.981	1.617	511	3.567	557	315	8.615	452
Juillet	10.046	3.847	3.079	1.695	902	270	3.705	348	253	6.716	326
Août	10.193	3.475	2.548	2.048	1.726	601	3.564	319	188	8.889	457
Septembre	10.136	3.973	3.418		2.028	626		488	326	8.476	449
Octobre	10.716	4.335	3.358		2.408	911		382	342		
Novembre	9.427	3.866	2.764		1.949	562		588	283		
Décembre	10.143										

¹ Milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1977	2.434	1.798	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1982 4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1984 Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46
Décembre	795	449	33	118	36	36	33
1985 Janvier	557	240	29	34	31	33	35
Février	646	300	36	103	41	37	35

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	82	78	86	113	85	82	86	74	82	93
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	* 104	108	105	86	* 110	* 97	* 99	* 106	* 105	* 97
1982	* 113	117	112	79	* 118	* 106	* 103	* 117	* 113	* 95
1983	* 109	125	117	57	* 119	* 107	* 93	* 120	* 113	* 89
1984	* 113	130	124	52	* 124	* 111	* 101	* 125	* 118	* 87
1983 3 ^e trimestre	* 105	121	119	56	* 118	* 98	* 93	* 113	* 109	* 85
4 ^e trimestre	* 117	137	129	54	* 125	* 123	* 105	* 126	* 122	* 93
1984 1 ^{er} trimestre	* 108	122	118	52	* 118	* 95	* 90	* 129	* 113	* 85
2 ^e trimestre	* 115	129	123	52	* 125	* 118	* 101	* 125	* 120	* 89
3 ^e trimestre	* 106	127	124	53	* 120	* 103	* 100	* 115	* 112	* 82
4 ^e trimestre	* 122	143	131	53	* 132	* 130	* 115	* 131	* 128	* 93
1985 1 ^{er} trimestre	* 110	128	119	49	* 121	* 99	* 90	* 133	* 116	* 82
2 ^e trimestre	* 124	137	123	52	* 131	* 125	* 106	* 139	* 128	* 90
3 ^e trimestre	* 115	129	125	54	* 125	* 107	* 106	* 127	* 120	* 83
1984 Novembre	* 108	131	122	50	* 122	* 107	* 98	* 119	* 114	* 83
Décembre	* 139	161	147	57	* 148	* 154	* 139	* 143	* 146	* 105
1985 Janvier	* 109	127	120	49	* 120	* 108	* 84	* 129	* 114	* 82
Février	* 102	118	111	47	* 113	* 77	* 85	* 127	* 107	* 76
Mars	* 120	139	126	50	* 129	* 112	* 102	* 144	* 126	* 88
Avril	* 121	139	121	52	* 125	* 132	* 102	* 138	* 127	* 89
Mai	* 126	137	125	50	* 136	* 125	* 105	* 139	* 130	* 91
Juin	* 124	136	123	53	* 131	* 119	* 110	* 141	* 128	* 90
Juillet	* 113	134	127	62	* 124	* 109	* 105	* 126	* 119	* 83
Août	* 112	129	129	57	* 127	* 94	* 104	* 126	* 118	* 82
Septembre	* 120	123	118	44	* 123	* 117	* 109	* 130	* 122	* 85
Octobre	* 128	145	126	56	* 131	* 143	* 112	* 142	* 133	* 93
Novembre	* 119	140	129	45	* 131	* 130	* 104	* 128	* 125	* 87

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliards)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliards)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliards)										
1982 2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1983 4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	33.444
Juillet	2	382	8	16.478	17.352	3	34.225	1.335	35.560
Août	2	283	7	14.461	15.281	1	30.035	1.039	31.074
Septembre	2	286	7	15.641	16.433	2	32.371	1.107	33.478
Octobre	2	350	8	17.157	18.561	1	36.079	1.288	37.367
Novembre	2	279	6	15.442	16.742	1	32.472	1.037	33.509
Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540

b) Montant des opérations

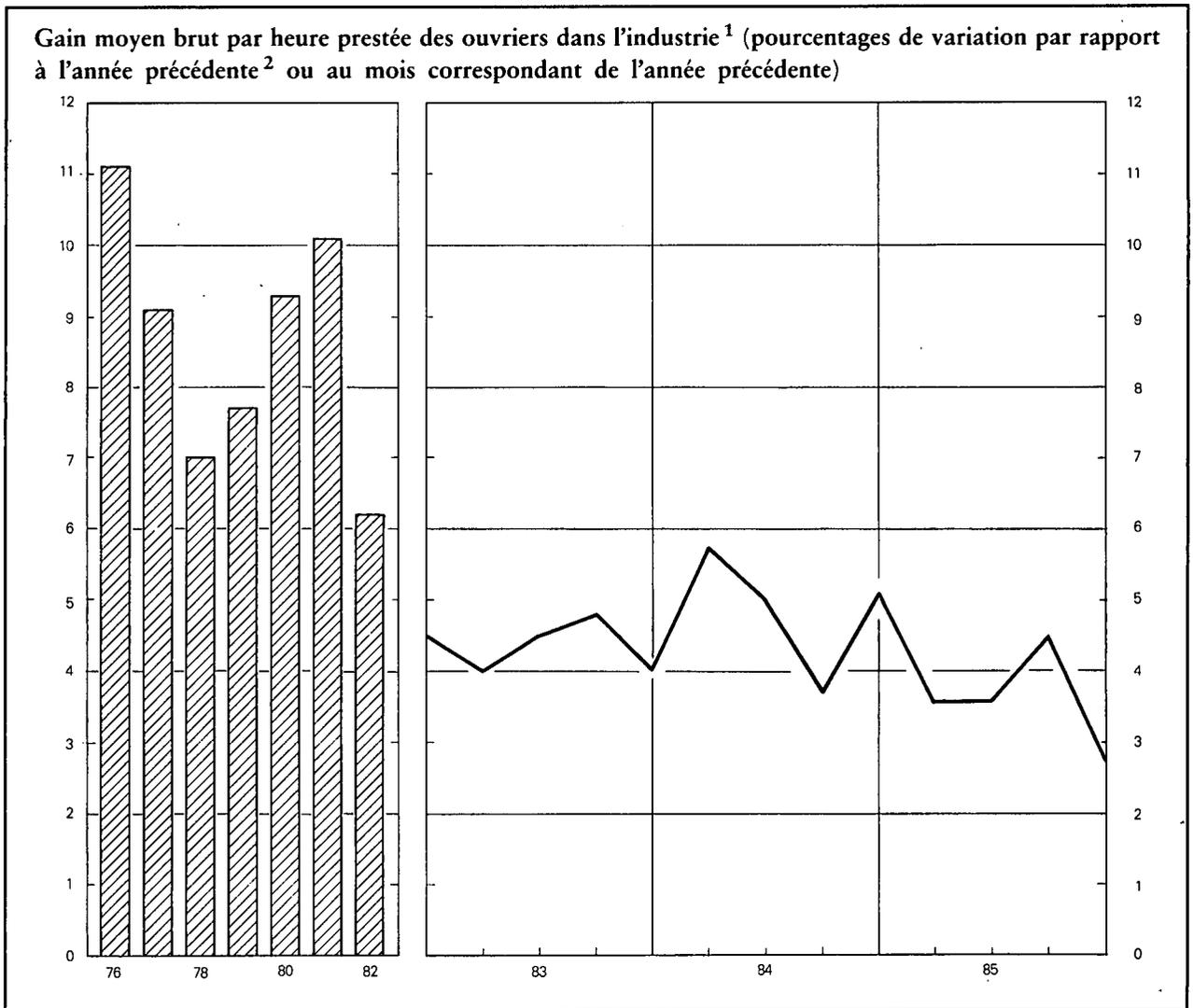
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1983 4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692
Juillet	353	6	966	776	5.490	1.004	8.594	703	9.297
Août	318	5	923	629	5.532	769	8.176	619	8.795
Septembre	324	5	1.011	717	6.044	944	9.045	653	9.698
Octobre	291	6	909	766	5.978	1.037	8.987	689	9.676
Novembre	254	5	710	751	4.967	903	7.590	603	8.193
Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.
Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	* 203	* 197	* 202	* 212	205,8	202,3	191,5	187,6
1983 Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,5	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	* 198	195	200	* 208	203,1	199,5	189,2	185,4
Juin	* 201	! 195	! 201	* 211	204,1	200,7	190,0	186,3
Septembre	* 202	* 198	* 203	* 212	207,4	203,9	193,1	189,3
Décembre	* 209	* 199	* 205	* 219	208,7	204,9	193,5	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1983	1984	1984	1985	1983	1983	1984	1984	1985
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	267	272	282	283	290	65,7	67,2	68,9	69,5	71,3
<i>Industrie extractive</i>	297	308	321	320	328	66,2	73,8	68,2	72,1	74,2
<i>Bâtiment et génie civil</i>	270	273	279	281	286	61,9	64,2	65,9	65,7	67,1
<i>Industrie manufacturière</i>	265	270	280	282	289	66,0	66,9	69,1	69,6	71,4
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	275	278	289	288	297	64,9	65,6	67,2	66,6	68,3
Construction de machines et de matériel mécanique	273	279	292	293	300	65,1	66,3	69,4	70,0	71,6
Construction électrique et électronique	272	273	286	286	294	68,2	68,9	71,8	72,0	73,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	280	284	295	299	305	65,0	65,9	68,9	68,4	71,0
Construction d'autre matériel de transport .	278	280	293	297	307	67,7	68,4	71,0	70,8	73,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	247	257	269	269	276	60,2	60,9	63,8	64,0	65,5
Métallurgie de base	327	335	353	343	359	78,7	79,0	82,7	83,3	86,0
Industrie chimique	309	320	328	331	338	74,4	76,4	77,9	79,6	80,5
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	250	258	267	268	273	60,5	61,9	64,5	65,3	66,2
Industrie textile	227	230	236	239	246	58,6	59,3	60,7	61,6	63,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	274	281	291	294	301	69,1	70,0	71,7	71,8	73,7
Industrie du bois	245	247	255	258	261	53,3	54,3	56,5	56,7	58,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	203	206	213	215	219	47,3	48,4	49,4	50,4	51,3
Industrie du papier, imprimerie et édition .	281	290	300	302	311	62,8	63,9	66,0	67,1	68,9
Raffineries de pétrole	429	435	425	446	460	99,8	99,6	100,8	102,6	107,9
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	79,4	80,3	82,9	84,9	85,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1983 4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1985 Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,6	246,6	117,1	258,9
Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8
Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8
Août	196,1	110,4	99,8	81,2	94,3	112,1	118,5	113,5	132,1	111,2	246,2	123,6	257,8
Septembre	195,3	109,2	100,1	81,1	91,2	113,8	116,2	113,9	127,8	105,9	245,6	118,0	257,7
Octobre	195,6	109,3	100,8	81,9	89,5	115,4	115,8	114,3	127,2	104,3	246,0	123,1	257,7
Novembre	196,7	112,0	105,8	86,7	89,3	122,1	116,7	114,6	125,5	109,8	246,2	124,6	257,7
Décembre	198,5	116,6	114,2	89,1	92,4	135,9	118,4	117,8	128,4	106,6	246,4	127,0	257,7
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	211,5	133,1	218,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Vége- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1983 4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1
Juillet	159,9	155,9	153,1	158,5	160,8	176,6	166,0	148,6	156,9	178,7	185,5	139,5	166,8	176,4	161,1
Août	157,8	150,2	151,9	148,6	159,7	172,8	165,0	148,6	156,2	175,0	185,7	138,6	162,8	176,3	162,0
Septembre	157,9	153,3	150,2	156,1	159,0	171,3	164,0	148,6	155,8	173,2	186,0	138,2	161,2	175,6	162,0
Octobre	156,5	152,5	148,4	156,2	157,5	168,2	162,1	148,3	155,2	169,1	182,9	137,3	158,9	174,2	162,0
Novembre	156,2	154,5	151,8	156,8	156,6	165,8	160,9	148,4	154,7	166,6	181,9	136,2	157,4	173,6	162,0
Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5

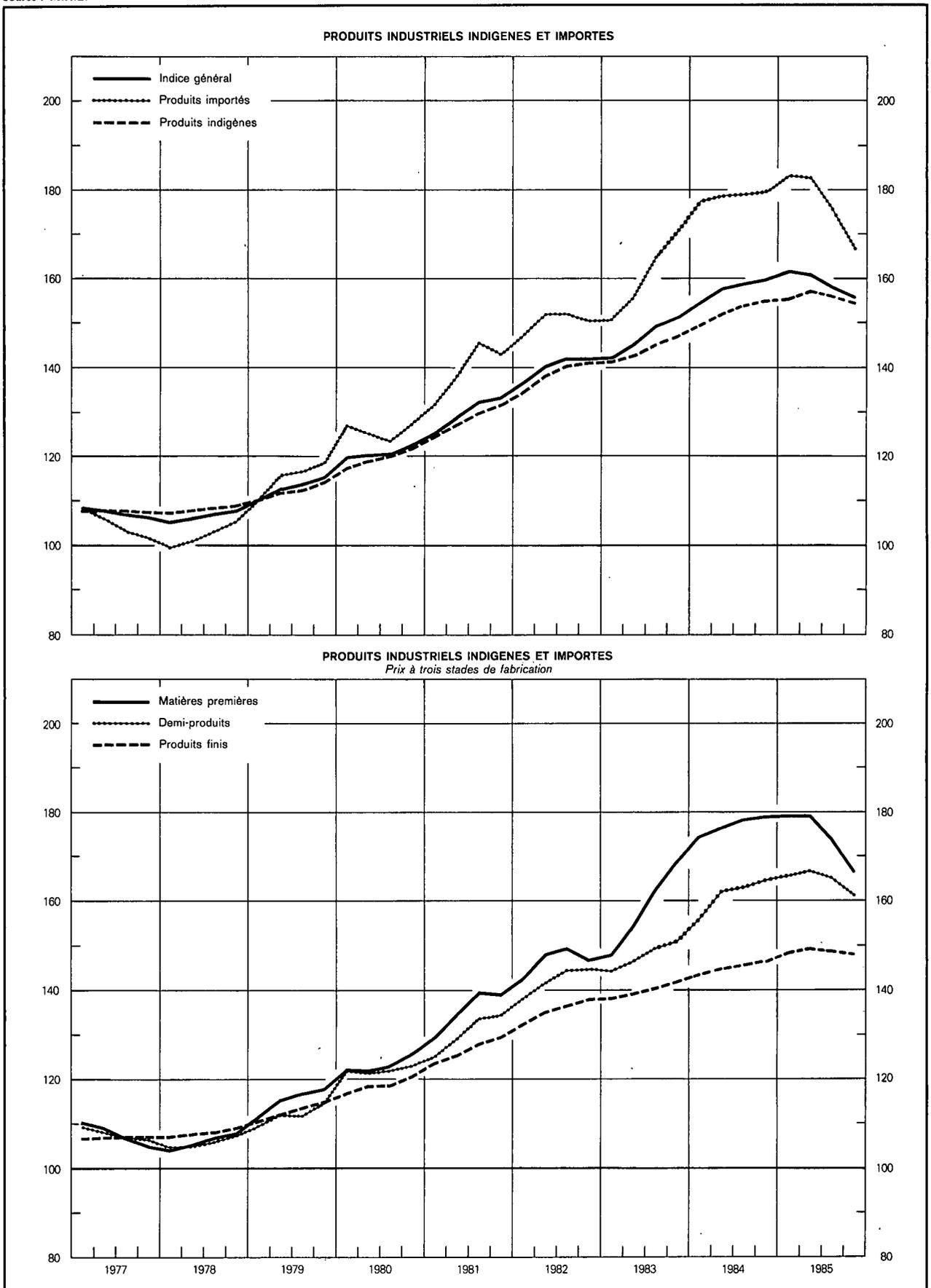
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

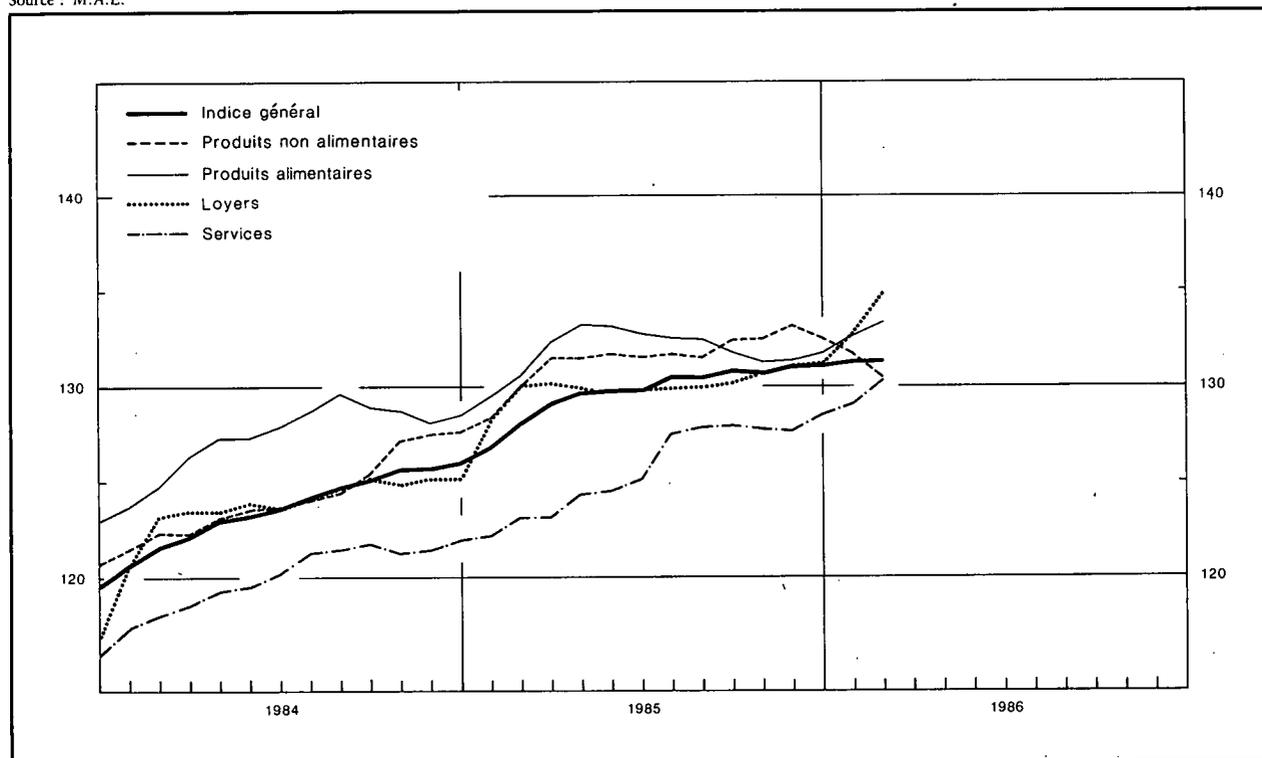
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1985 Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93
Août	130,56	132,42	131,50	127,86	129,96
Septembre	130,83	131,76	132,39	127,92	130,19
Octobre	130,76	131,24	132,50	127,81	130,66
Novembre	131,07	131,35	133,16	127,71	131,07
Décembre	131,11	131,77	132,51	128,47	131,26
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86

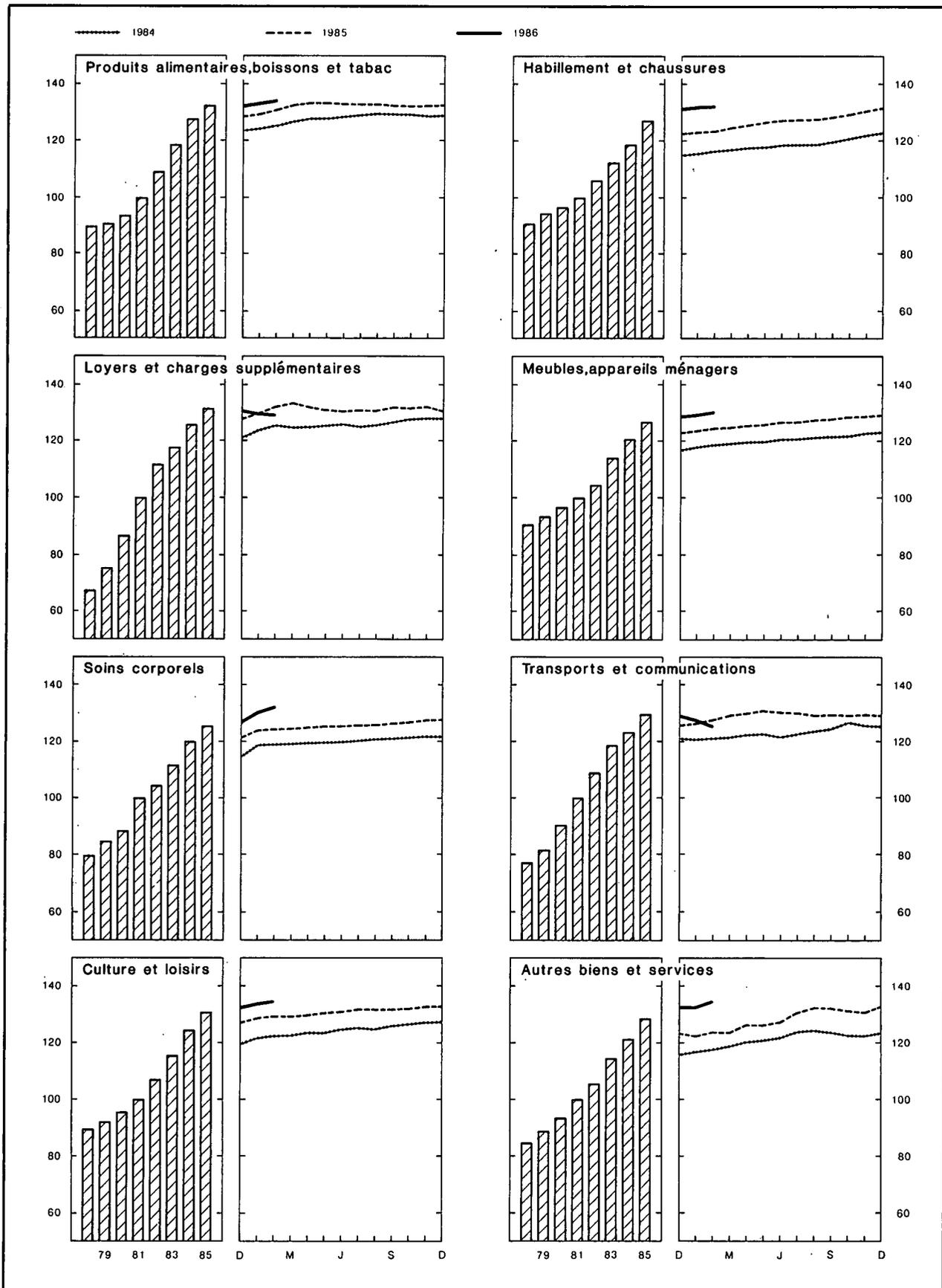
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012 ; les produits alimentaires à 1,41248 ; les produits non alimentaires à 1,51287 ; les services à 1,68324 ; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1985 Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73
Août	130,56	133,11	127,60	130,56	127,24	126,01	129,54	131,73	132,34
Septembre	130,83	132,52	128,42	131,87	127,75	126,31	129,89	131,63	132,10
Octobre	130,76	132,12	129,79	131,52	128,25	126,93	129,70	131,93	131,37
Novembre	131,07	132,30	130,96	131,99	128,62	127,40	129,88	132,49	130,92
Décembre	131,11	132,78	131,75	130,41	129,05	127,50	129,32	132,64	132,65
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47

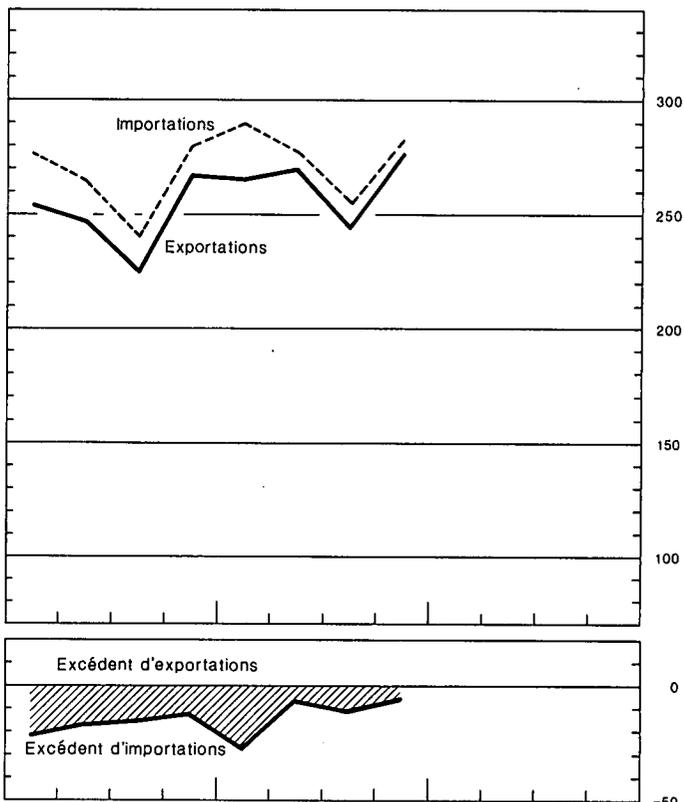
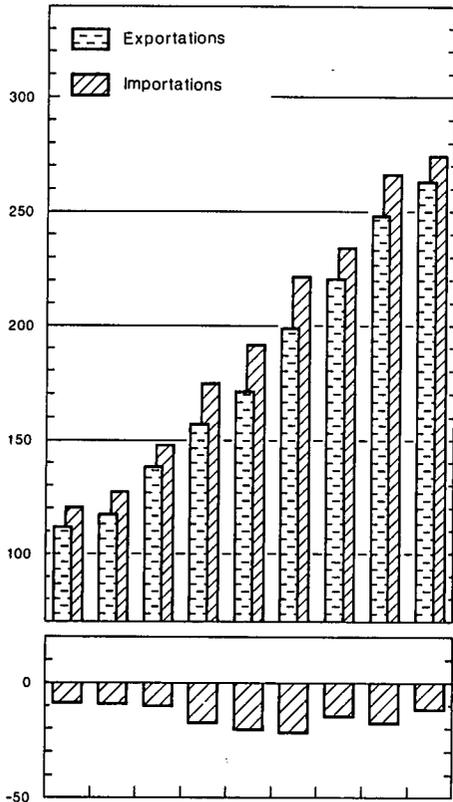
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854 ; habillement et chaussures à 1,38578 ; loyers et charges supplémentaires à 1,90506 ; meubles, appareils ménagers à 1,30977 ; soins corporels à 1,55434 ; transports et communications à 1,66447 ; culture et loisirs à 1,36607 ; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

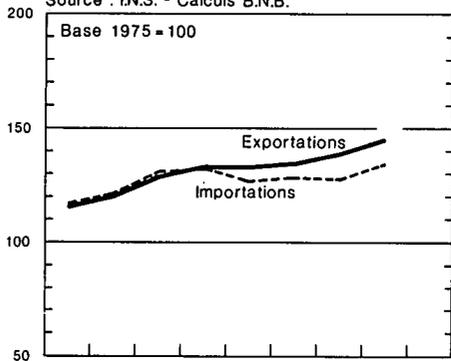
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

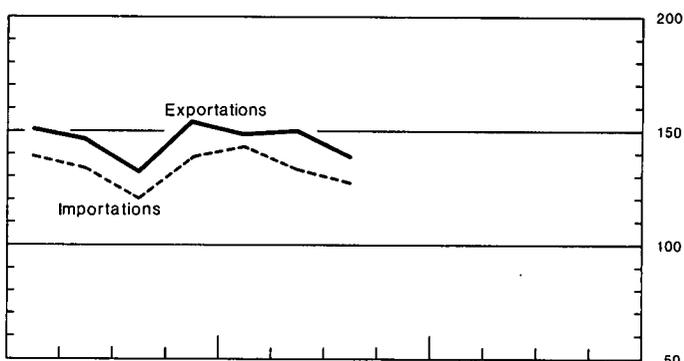
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

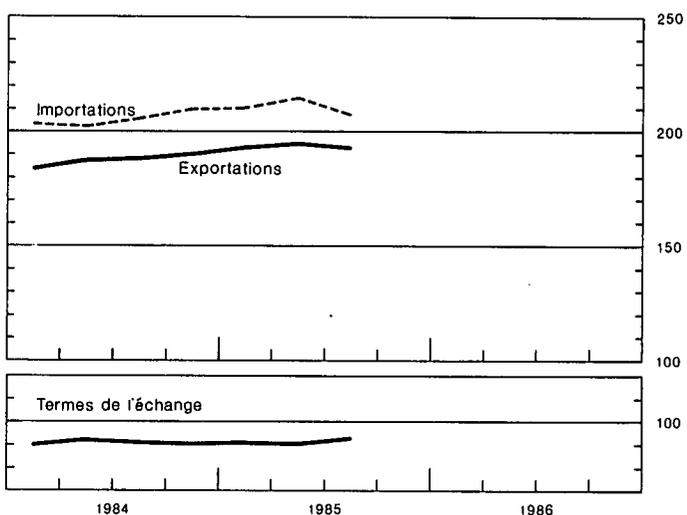
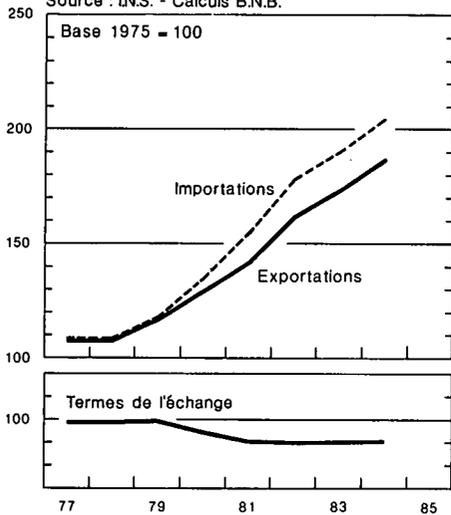


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,3	263,6	- 12,7	95					
1983 4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,1	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,3	244,5	- 10,8	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,1	276,5	- 5,6	98					
1984 12 mois	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985 1 ^{er} mois	278,4	251,6	- 26,8	90					
2 premiers mois	287,7	253,1	- 34,6	88					
3 premiers mois	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	289,0	263,6	- 25,4	91					
5 premiers mois	286,7	265,7	- 21,0	93					
6 premiers mois	283,9	266,8	- 17,1	94	138,3	150,1	213,2	194,5	91,2
7 premiers mois	279,4	265,4	- 14,0	95					
8 premiers mois	274,3	257,8	- 16,5	94					
9 premiers mois	274,4	259,3	- 15,1	95	135,0	146,5	211,4	194,2	91,9
10 premiers mois	277,8	263,7	- 14,1	95					
11 premiers mois	277,3	263,2	- 14,1	95					
12 mois	276,3	263,6	- 12,7	95					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.É.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1977	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1983 3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
1984 11 premiers mois	63,00	18,02	18,72	40,98	11,52	14,40	15,23	18,60	11,57	5,50	4,20	2,88	1,19	3,09	0,95	0,77	0,90	1,19	0,77	0,43	14,65	248,56
12 mois	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985 1 ^{er} mois	66,69	19,34	17,66	42,81	14,20	12,78	14,53	15,17	11,43	5,37	3,35	2,52	1,20	3,15	0,65	0,31	0,90	1,13	0,54	0,14	15,78	249,65
2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
4 premiers mois	71,43	19,27	20,04	44,26	12,66	13,11	16,83	14,85	11,60	5,72	4,17	2,83	1,30	3,37	0,80	0,57	1,00	1,33	0,67	0,30	16,66	262,77
5 premiers mois	73,50	19,50	19,99	44,58	12,78	13,27	16,75	14,02	11,86	5,71	4,20	2,82	1,31	3,36	0,85	0,60	1,03	1,32	0,70	0,34	16,24	264,73
6 premiers mois	73,90	19,52	20,03	44,64	12,69	13,49	16,56	14,03	11,76	5,77	4,26	2,84	1,32	3,46	0,90	0,64	1,04	1,33	0,71	0,35	16,21	265,45
7 premiers mois	72,26	19,13	19,93	44,63	12,47	13,55	16,47	14,66	11,96	5,73	4,21	2,81	1,29	3,46	0,91	0,64	1,02	1,34	0,72	0,36	15,92	263,47
8 premiers mois	70,25	18,56	19,12	44,00	12,05	13,70	15,81	14,65	11,65	5,61	4,06	2,78	1,26	3,36	0,91	0,66	0,98	1,32	0,72	0,36	15,38	257,19
9 premiers mois	70,64	18,62	19,27	43,88	12,13	13,86	16,08	15,01	11,69	5,70	4,13	2,82	1,26	3,40	0,93	0,69	0,97	1,35	0,72	0,38	15,37	258,90
10 premiers mois	72,06	18,86	19,80	44,54	12,13	14,13	16,35	15,44	11,84	5,82	4,27	2,87	1,27	3,47	0,96	0,71	1,02	1,35	0,74	0,38	15,39	263,40
11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				dura- bles		
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					pro- duits ani- maux						pro- duits végé- taux
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1983 3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983		1984				1985		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	207,8	209,9	222,4	221,9	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1
Biens de consommation	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	168,6	169,0	176,8	173,9	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7
Biens d'équipement	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7
Ensemble ...	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	193,0	193,7	203,4	202,5	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9
Fabrications métalliques	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2
Métaux non ferreux	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6
Textiles	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3
Produits chimiques	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4
Industrie houillère	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5
Industrie pétrolière	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9
Verres et glaces	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4
Produits agricoles	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5
Ciments	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6
Carrières	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5
Céramiques	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3
Bois et meubles	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7
Papier et livres	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0
Tabacs manufacturés	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6
Caoutchouc	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6
Industries alimentaires	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5
Divers	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7
Ensemble ...	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	90,3	92,6	90,8	92,2	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983		1984				1985		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	110,9	134,3	135,7	130,6	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1
Biens de consommation	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	127,4	138,7	152,7	139,3	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9
Biens d'équipement	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	106,2	126,6	127,1	135,9	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5
Ensemble ...	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	114,8	135,8	139,6	134,3	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9
Fabrications métalliques	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1
Métaux non ferreux	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9
Textiles	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4
Produits chimiques	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7
Industrie houillère	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7
Industrie pétrolière	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3
Verres et glaces	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3
Produits agricoles	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5
Ciments	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5
Carrières	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0
Céramiques	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6
Bois et meubles	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4
Papier et livres	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2
Tabacs manufacturés	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0
Caoutchouc	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8
Industries alimentaires	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7
Divers	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7
Ensemble ...	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1983 4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	- 10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	- 19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,3	34,4	- 12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	- 19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,6	- 11,5	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	- 18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,2	51,2	+ 8,0	50,4	36,8	- 13,6
3 ^e trimestre	52,8	48,0	- 4,8	36,2	44,6	+ 8,4	47,9	36,6	- 11,3
4 ^e trimestre	61,0	50,0	- 11,0	44,6	55,4	+ 10,8	51,2	40,4	- 10,8
1984 12 mois	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985 12 mois	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4
1983 4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,6	171,9	- 3,7
3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,7	180,5	- 15,2
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,3	0,0	173,1	169,5	- 3,6
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,7	26,7	0,0	197,4	194,3	- 3,1
1984 12 mois	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985 12 mois	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1983 4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,0	7,1	- 1,9
1984 12 mois	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985 12 mois	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2
1983 4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,7	214,5	- 7,2	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,2	233,0	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	8,6	6,9	- 1,7
3 ^e trimestre	218,0	212,3	- 5,7	25,3	24,5	- 0,8	11,2	5,8	- 5,4
4 ^e trimestre	248,3	243,2	- 5,1	25,2	24,1	- 1,1	8,0	7,0	- 1,0
1984 12 mois	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985 12 mois	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983	* 1984		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 93,7	2.748,5	2.820,1	- 71,6
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	103,0	44,0	+ 59,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	25,6	—	+ 25,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,4	+ 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	96,1	112,9	- 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	1.071,1	1.074,6	- 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 49,6	69,5	14,3	+ 55,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	224,6	243,8	- 19,2
Total 1	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,4	4.595,9	4.544,4	+ 51,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	31,4	41,4	- 10,0
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 46,8	37,8	79,2	- 41,4
Total 2	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 56,0	69,2	120,6	- 51,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 18,6	4.665,1	4.665,0	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,3	257,2	168,7	+ 88,5
3.12 Avoirs	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	0,1	6,7	- 6,6
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,6	259,2	175,6	+ 83,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	—	5,0	- 5,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	11,9	4,9	+ 7,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	3,7	1,8	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 96,5	—	113,2	- 113,2
4.2312 Investissements directs ..	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	8,8	25,1	- 16,3
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	—	5,8	- 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	- 1,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	54,2	33,4	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 7,8	18,4	—	+ 18,4
Total 4	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 47,1	105,9	197,1	- 91,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	—	13,0	- 13,0
Total 1 à 5	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	- 34,2	5.030,2	5.050,7	- 20,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	—	—	- 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	- 63,9	—	—	- 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	—	—	- 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	—	—	- 18,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	—	—	+ 67,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	* 1983				* 1984				* 1985
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 47,9	+ 0,5	- 24,5	- 21,8	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 34,4	+ 3,8
1.12 Travail à façon	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 17,0	+ 12,1
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,7	+ 3,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5
1.3 Autres frais de transport	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,5	- 1,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 4,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 11,4	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 15,0	+ 13,7
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,2
1.72 Autres	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 6,8	- 5,5
Total 1	- 39,1	+ 47,8	+ 17,1	+ 11,6	- 6,3	+ 31,8	+ 1,7	+ 24,3	+ 17,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6
2.2 Transferts publics	- 12,7	- 16,7	- 5,3	- 12,1	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,7	- 9,8
Total 2	- 15,2	- 19,0	- 8,0	- 13,8	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,5	- 10,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 54,3	+ 28,8	+ 9,1	- 2,2	- 20,7	+ 18,0	- 10,0	+ 12,8	+ 7,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,4	+ 21,0
3.12 Avoirs	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,1	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1
Total 3	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,2	+ 20,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particulières :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 8,7	- 12,4
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 25,0	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 18,9
4.2312 Investissements directs ..	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0
4.2313 Immeubles	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1
4.2314 Autres	+ 5,9	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 8,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 10,2	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3
4.2323 Immeubles	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9
4.2324 Autres	+ 28,5	- 13,6	- 10,8	+ 3,7	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,6	+ 7,9
Total 4	+ 2,2	- 24,0	- 21,9	- 3,4	- 23,2	- 63,2	+ 0,8	- 5,6	- 15,7
5. Erreurs et omissions	- 45,6	+ 23,0	+ 14,0	+ 11,5	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,3	- 4,5
Total 1 à 5	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 14,5
6.2122 Monnaies étrangères	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	+ 17,5
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0
6.222 Autres	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1984			1985		
	* 4 ^e trimestre			* 1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	726,4	760,8	- 34,4	762,9	759,1	+ 3,8
1.12 Travail à façon	26,7	9,7	+ 17,0	24,9	12,8	+ 12,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	14,7	—	+ 14,7	3,5	—	+ 3,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	42,5	38,2	+ 4,3	40,5	35,0	+ 5,5
1.3 Autres frais de transport	19,8	20,3	- 0,5	16,9	17,9	- 1,0
1.4 Déplacements à l'étranger	22,2	19,7	+ 2,5	18,3	22,6	- 4,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	301,1	290,2	+ 10,9	331,6	343,0	- 11,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,6	3,6	+ 15,0	18,5	4,8	+ 13,7
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,8	5,2	+ 1,6	6,0	4,8	+ 1,2
1.72 Autres	61,4	68,2	- 6,8	60,8	66,3	- 5,5
Total 1	1.240,2	1.215,9	+ 24,3	1.283,9	1.266,3	+ 17,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,7	10,5	- 0,8	9,8	10,4	- 0,6
2.2 Transferts publics	10,1	20,8	- 10,7	12,3	22,1	- 9,8
Total 2	19,8	31,3	- 11,5	22,1	32,5	- 10,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.260,0	1.247,2	+ 12,8	1.306,0	1.298,8	+ 7,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	58,3	72,7	- 14,4	63,0	42,0	+ 21,0
3.12 Avoirs	0,1	1,2	- 1,1	0,0	0,0	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,4	0,1	+ 0,3	0,0	0,1	- 0,1
Total 3	58,8	74,0	- 15,2	63,0	42,1	+ 20,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	8,7	—	+ 8,7	—	12,4	- 12,4
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	6,6	2,4	+ 4,2	1,8	1,1	+ 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	1,5	3,8	- 2,3	1,1	15,4	- 14,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	30,5	- 30,5	—	18,9	- 18,9
4.2312 Investissements directs ..	6,4	10,1	- 3,7	40,0	31,0	+ 9,0
4.2313 Immeubles	0,9	1,2	- 0,3	1,0	0,9	+ 0,1
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	3,5	—	+ 3,5	—	8,2	- 8,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	1,0	—	+ 1,0	3,2	—	+ 3,2
4.2322 Investissements directs ..	24,4	7,8	+ 16,6	36,9	20,6	+ 16,3
4.2323 Immeubles	1,4	0,6	+ 0,8	1,4	0,5	+ 0,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	3,6	- 3,6	7,9	—	+ 7,9
Total 4	54,4	60,0	- 5,6	93,3	109,0	- 15,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	6,3	—	+ 6,3	—	4,5	- 4,5
Total 1 à 5	1.379,5	1.381,2	- 1,7	1.462,3	1.454,4	+ 7,9
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 4,7	—	—	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 10,5	—	—	- 6,5
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 4,0	—	—	- 14,5
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 10,6	—	—	+ 17,5
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 8,7	—	—	- 2,0
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,9	—	—	+ 0,5
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	—	—	+ 7,3	—	—	+ 7,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1983	* 1984	* 1984				* 1985			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 114,2	- 73,6	- 31,4	- 22,2	+ 0,9	- 4,8	- 6,8	- 24,3	- 3,6	- 6,1
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 59,0	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 9,4	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 11,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 31,6	+ 25,6	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 5,0	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	+ 6,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 3,6	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 5,1
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 2,9	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	0,0	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 0,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 1,1	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 1,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 8,8	- 3,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 8,7	- 11,4	- 7,2	+ 3,3	+ 4,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 49,6	+ 55,2	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 9,8	+ 13,7	+ 14,9	+ 13,5	+ 11,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,7
1.72 Autres	- 9,4	- 19,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 3,8	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,0
Total 1	+ 16,9	+ 49,5	- 10,3	+ 7,4	+ 14,6	+ 30,2	+ 7,0	- 5,9	+ 22,7	+ 28,7
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,4	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 1,1
2.2 Transferts publics	- 46,8	- 41,4	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 8,6	- 9,8	- 7,4	- 4,9	- 7,5
Total 2	- 56,0	- 51,4	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 9,0	- 10,4	- 9,5	- 7,1	- 8,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 39,1	- 1,9	- 24,7	- 6,4	+ 2,9	+ 21,2	- 3,4	- 15,4	+ 15,6	+ 20,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 36,3	+ 88,5	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	+ 2,2	+ 21,0	- 28,1	- 2,1	+ 9,3
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,6	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 0,7	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 1,7	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 1,5	- 1,1
Total 3	+ 28,6	+ 83,6	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	+ 1,9	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	+ 2,5	- 3,0	+ 0,7	- 9,7	+ 10,8	- 3,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,4
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,4	+ 7,0	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 3,7	+ 0,7	+ 2,7	- 3,1	- 0,8
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 9,3	+ 1,9	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 1,2	- 14,3	+ 5,3	- 1,1	- 2,5
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 96,5	- 113,2	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 23,2	- 18,9	- 37,0	- 25,5	- 24,7
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 1,1	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 6,3
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,4
4.2314 Autres	+ 12,5	- 5,8	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 4,9	- 8,2	- 3,6	+ 0,9	+ 8,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 4,7	- 1,2	0,0	- 2,4	+ 0,2	- 0,4	+ 3,2	+ 7,1	+ 3,7	+ 6,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 7,8	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 5,7
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4
4.2324 Autres	+ 7,8	+ 18,4	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	+ 11,9	+ 7,9	+ 22,4	- 25,1	- 6,1
Total 4	- 26,6	- 89,2	- 19,2	- 38,8	- 12,1	- 1,0	- 5,1	+ 10,8	- 54,4	- 25,1
5. Erreurs et omissions	+ 2,9	- 13,0	- 17,1	- 1,8	- 0,4	- 21,2	- 4,5	+ 1,0	+ 9,9	- 14,7
Total 1 à 5	- 34,2	- 20,5	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 7,9	- 32,4	- 33,0	- 15,5
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,0	+ 0,9	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 5,1	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 3,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 3,6	+ 20,8	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 2,2	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	- 2,4
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	+ 40,8	- 33,4	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 9,9	- 14,5	- 39,3	+ 25,7	- 6,3
6.2122 Monnaies étrangères	- 63,9	- 54,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	+ 8,7	+ 17,5	+ 1,3	- 24,1	- 3,1
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 4,3	- 2,7	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 7,8	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 2,3
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 2,0	- 18,9	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,6	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 2,4
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 3,7	+ 7,8	+ 10,6	- 26,4	- 5,3
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1981	1982	* 1983	* 1984	* 1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-155,5	-110,2	- 18,6	+ 0,1	+ 7,2	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-199,6	-112,8	- 39,1	- 1,9	- 3,4	- 15,4	+ 15,6	+ 20,1
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 83,6	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 4,2
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 1,0	+ 21,8	+ 2,9	- 3,9
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 2,9	+ 5,0	+ 8,2	+ 0,8
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 44,1	- 2,6	- 20,5	- 2,0	- 10,6	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,4
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 33,3	- 2,9	- 29,1	- 86,2	- 3,3	+ 8,6	- 54,9	- 19,7
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	-124,9	- 8,8	- 74,2	-280,0	-101,5	- 18,1	+ 71,9	+ 9,3
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	-148,1	+120,5	- 71,3	- 42,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+279,2	+ 96,2	+ 11,3	- 77,6	+ 7,4
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+147,4	-128,3	+ 86,0	+ 55,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 14,5	+ 39,3	- 25,7	+ 6,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	- 15,2	+ 20,9	- 9,9	+ 7,7
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 26,4	- 19,7	- 18,1	+ 27,0	- 11,6
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	+ 15,9	- 13,1	- 4,8	- 20,4
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	- 13,0	- 4,5	+ 1,0	+ 9,9	- 14,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 6,5	+ 1,8	- 0,1	+ 1,9
Total 1 à 7⁴ ...	- 93,3	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	+ 7,6	+ 10,8	- 32,3	+ 0,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 1,8	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	+ 0,1	- 4,5	- 1,6	- 2,8
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 2,7	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 10,1	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 25,6	+ 15,6	- 24,7	- 0,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 0,1	- 2,0
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LX^e année, tome II, n° 3, septembre 1985 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1983 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 ¹	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985 Année	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
du 1-1 au 19-7 ...	63,32	20,10	25,03	6,59	75,94	3,19	46,54	17,80	6,99	23,89	35,93	5,61	286,19	6,98	9,65	35,90	1,36	62,80	44,93
du 22-7 au 31-12 .	54,48	20,26	24,76	6,64	76,80	3,01	39,74	18,00	6,76	24,60	33,57	5,59	288,41	6,80	9,46	32,95	1,03	62,81	44,89

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1983 4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	—
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	—
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	—
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1985 Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67
Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22
Août	56,48	20,23	23,81	6,62	78,25	3,02	41,61	17,99	6,80	24,64	34,43	5,59	287,96	6,85	9,51	34,00	1,10	63,00	45,04
Septembre	57,43	20,23	24,29	6,63	78,26	3,02	41,88	17,99	6,84	24,60	34,07	5,58	288,06	6,89	9,55	33,41	1,07	62,86	45,03
Octobre	53,60	20,27	24,96	6,65	76,23	3,00	39,21	17,98	6,74	24,72	33,17	5,59	288,50	6,78	9,43	32,56	1,00	62,72	44,82
Novembre	52,39	20,23	25,75	6,64	75,49	2,99	38,05	17,96	6,72	24,63	32,87	5,59	287,78	6,72	9,41	32,26	0,99	62,54	44,66
Décembre	51,26	20,39	25,30	6,67	74,13	2,99	36,76	18,11	6,68	24,37	32,88	5,62	290,27	6,70	9,35	31,97	0,94	62,78	44,74
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	291,25	6,56	9,10	31,32	0,87	61,93	44,27

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
		<i>(Cours en francs belges)</i>			Report (+) ou Déport (-) <i>(% par an des cours du marché au comptant¹)</i>	
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1983 4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1985 1 ^{er} trimestre	63,17	65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
2 ^e trimestre	61,69	62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1985 Février	63,62	66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52
Mars	64,09	66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20
Avril	61,57	62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02
Mai	61,99	62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87
Juin	61,54	61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00
Juillet	59,92	58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83
Août	58,36	56,48	57,11	57,15	+ 1,86	+ 1,32
Septembre	59,03	57,43	57,86	57,86	+ 1,04	+ 0,89
Octobre	57,09	53,60	53,99	54,00	+ 0,70	+ 0,64
Novembre	56,61	52,39	52,72	52,64	+ 0,39	+ 0,39
Décembre	55,86	51,26	51,54	51,55	+ 0,97	+ 0,86
1986 Janvier	54,84	49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
Février	53,91	47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 18 MAI 1983 AU 19 JUILLET 1985

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350 5,62561 5,50050	18,5430 18,1312 17,7270	5,10600 4,99288 4,88200	3318,90 3125,76 2943,80	15,6590 15,3106 14,9700	1,65300 1,61621 1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630 322,297 315,130	90,7700 88,7526 86,7800	58997,0 55563,0 52329,0	278,350 272,158 266,100	29,3832 28,7295 28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325 31,0273 30,3375	—	28,1650 27,5375 26,9250	18305,0 17239,7 16236,0	86,3650 84,4432 82,5650	9,11680 8,91396 8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235 112,673 110,168	371,400 363,141 355,060	—	66473,0 62604,3 58960,0	313,630 306,648 299,830	33,1015 32,3703 31,6455
100 liras italiennes	3,39700 3,19922 3,01300	0,191100 0,179976 0,169500	0,615900 0,580057 0,546300	0,169600 0,159733 0,150400	—	0,520100 0,489818 0,461300	0,0549015 0,0517061 0,0486968
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800 36,7434 35,9250	121,110 118,423 115,780	33,3500 32,6107 31,8850	21677,0 20415,7 19227,0	—	10,7964 10,5562 10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000 348,075 340,300	1147,35 1121,84 1096,87	316,000 308,925 302,100	205353,0 193401,0 182145,0	968,850 947,313 926,250	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 22 JUILLET 1985**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
			322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
			315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325	—	28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
		31,0273		27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
		30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235	371,400	—	72131,0	313,630	33,1015
		112,673	363,141		67932,5	306,648	32,3703
		110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,13050 2,94831 2,77650	0,176100	0,567600	0,156300	—	0,479300	0,0505956
		0,165861	0,534563	0,147205		0,451402	0,0476508
		0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800	121,110	33,3500	23522,0	—	10,7964
		36,7434	118,423	32,6107	22153,2		10,5562
		35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	—
		348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	
		340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1983 4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1985 Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32
Mars	44,80	+ 0,03	+ 1,91	+ 0,37	- 0,23	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51
Août	45,05	+ 1,20	+ 1,33	+ 1,04	+ 2,37	+ 1,44	+ 1,84	+ 44	- 14	- 19	- 8	- 34	- 28	- 41
Septembre	45,04	+ 1,19	+ 1,14	+ 1,01	+ 2,34	+ 1,53	+ 1,61	+ 42	- 16	- 12	- 9	- 33	- 36	- 32
Octobre	44,82	+ 1,13	+ 1,32	+ 1,21	+ 1,85	+ 1,76	+ 1,36	+ 46	- 8	- 16	- 16	- 27	- 42	- 18
Novembre	44,67	+ 1,03	+ 1,34	+ 0,99	+ 1,55	+ 1,60	+ 1,09	+ 38	- 11	- 24	- 12	- 25	- 43	- 13
Décembre	44,73	+ 1,85	+ 1,86	+ 1,80	+ 1,40	+ 2,04	+ 1,48	+ 62	- 26	- 25	- 32	- 15	- 40	- 8
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}) \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 17 septembre 1984 au 19 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 22 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,12	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,09	1,82
Livre sterling	0,0878	80,7330 ³	7,0884	15,81	—
Lire italienne	140	0,0294831	4,1276	9,21	5,45
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,15	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,59	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,44512 ³	0,5119	1,14	—
Total ...			44,8320	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livres sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1983 4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1985 Février	95,5	92,2	87,5	151,3	118,8	153,7	63,4	71,4	46,1	108,8	65,9	133,2	75,6	80,5
Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	95,9	92,6	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,0	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,3
Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	95,8	92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	96,6	93,3	89,9	139,9	123,5	156,9	66,7	83,3	44,6	114,4	66,9	144,4	78,7	83,4
Août	97,8	94,6	90,8	136,9	126,1	157,4	67,8	81,7	44,4	116,4	67,0	148,7	80,0	83,9
Septembre	97,5	94,4	90,5	138,5	125,3	159,0	67,6	81,2	44,1	115,9	67,0	147,8	79,4	83,6
Octobre	99,0	95,9	91,5	130,9	127,5	170,3	68,9	80,4	44,6	117,7	67,3	151,0	81,4	84,1
Novembre	99,7	96,7	92,0	128,6	127,7	178,2	69,2	80,0	44,6	118,4	67,6	151,1	82,0	84,0
Décembre	100,1	97,1	92,2	127,2	129,8	177,2	70,0	79,2	44,8	120,1	67,8	150,7	83,2	84,6
1986 Janvier	101,2	98,1	93,0	125,7	132,0	178,1	71,0	76,8	44,1	121,7	67,8	151,3	84,0	84,8
Février	*102,5	* 99,3												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 3, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVII^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7
2 premiers mois	234,8	242,0	375,3	382,5	- 140,5	2,1	28,1	- 26,0	- 166,5
3 premiers mois	328,9	340,1	559,8	571,0	- 230,9	3,2	40,6	- 37,4	- 268,3
4 premiers mois	476,1	491,2	718,2	733,3	- 242,1	4,4	57,2	- 52,8	- 294,9
5 premiers mois	572,3	591,3	876,4	895,4	- 304,1	5,4	68,3	- 62,9	- 367,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (12)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (12) = (7) à (11)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		Divers ⁶
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)		(9)	(10)	(11)	(12)		
1977	-161,7	- 1,5	—	- 48,6	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
								Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983 6 premiers mois	-396,7	- 3,8	—	- 52,1	-452,6	+237,3	0,0	- 26,6	+160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+215,3
9 premiers mois	-487,0	+ 3,9	—	- 75,2	-558,3	+319,9	0,0	+ 3,7	+155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+238,4
12 mois	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 7,9	—	- 23,5	-238,4	+107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+131,3
5 premiers mois	-328,5	+ 6,0	—	- 39,7	-362,2	+166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+195,9
6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
7 premiers mois	-439,6	+ 2,6	—	- 56,5	-493,5	+259,8	0,0	+ 36,1	+178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+233,7
8 premiers mois	-466,0	+ 3,0	—	- 65,6	-528,6	+266,8	0,0	+ 56,5	+184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+261,8
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
10 premiers mois	-503,6	+ 4,4	—	- 79,5	-578,7	+396,2	0,0	+ 18,0	+158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+182,5
11 premiers mois	-542,3	+ 7,2	—	- 86,3	-621,4	+399,1	0,0	+ 38,8	+189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+222,3
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	—	- 7,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5
2 premiers mois	-166,5	+ 2,5	- 12,8	- 11,5	-188,3	+125,0	0,0	- 52,0	+103,4	+ 19,2	- 6,8	- 0,5	+ 63,3
3 premiers mois	-268,3	+ 6,8	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
4 premiers mois	-294,9	+ 11,5	- 14,9	- 32,7	-331,0	+197,3	0,0	- 49,6	+158,9	+ 39,0	- 14,1	- 0,5	+133,7
5 premiers mois	-367,0	+ 2,3	- 17,8	- 39,7	-422,2	+334,9	0,0	- 40,6	+123,9	+ 19,1	- 14,1	- 1,0	+ 87,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 7,2	- 68,5	+ 88,4	+ 29,8	+118,2	0,0	-53,4	+ 3,7	- 49,7
2 premiers mois	-166,5	-16,4	-182,9	+ 83,1	+124,9	+208,0	0,0	-54,8	+ 29,7	- 25,1
3 premiers mois	-268,3	-14,0	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
4 premiers mois	-294,9	- 4,9	-299,8	+141,3	+181,5	+322,8	0,0	-33,7	+ 10,7	- 23,0
5 premiers mois	-367,0	-34,2	-401,2	+282,7	+133,6	+416,3	0,0	-32,2	+ 17,1	- 15,1
6 premiers mois .....	.	.	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
7 premiers mois .....	.	.	-478,8	+271,6	+220,6	+492,2	0,0	-26,1	+ 12,7	- 13,4
8 premiers mois .....	.	.	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois .....	.	.	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois .....	.	.	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	.	.	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois .....	.	.	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois .....	.	.	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé [colonnes (2) et (3) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent

compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

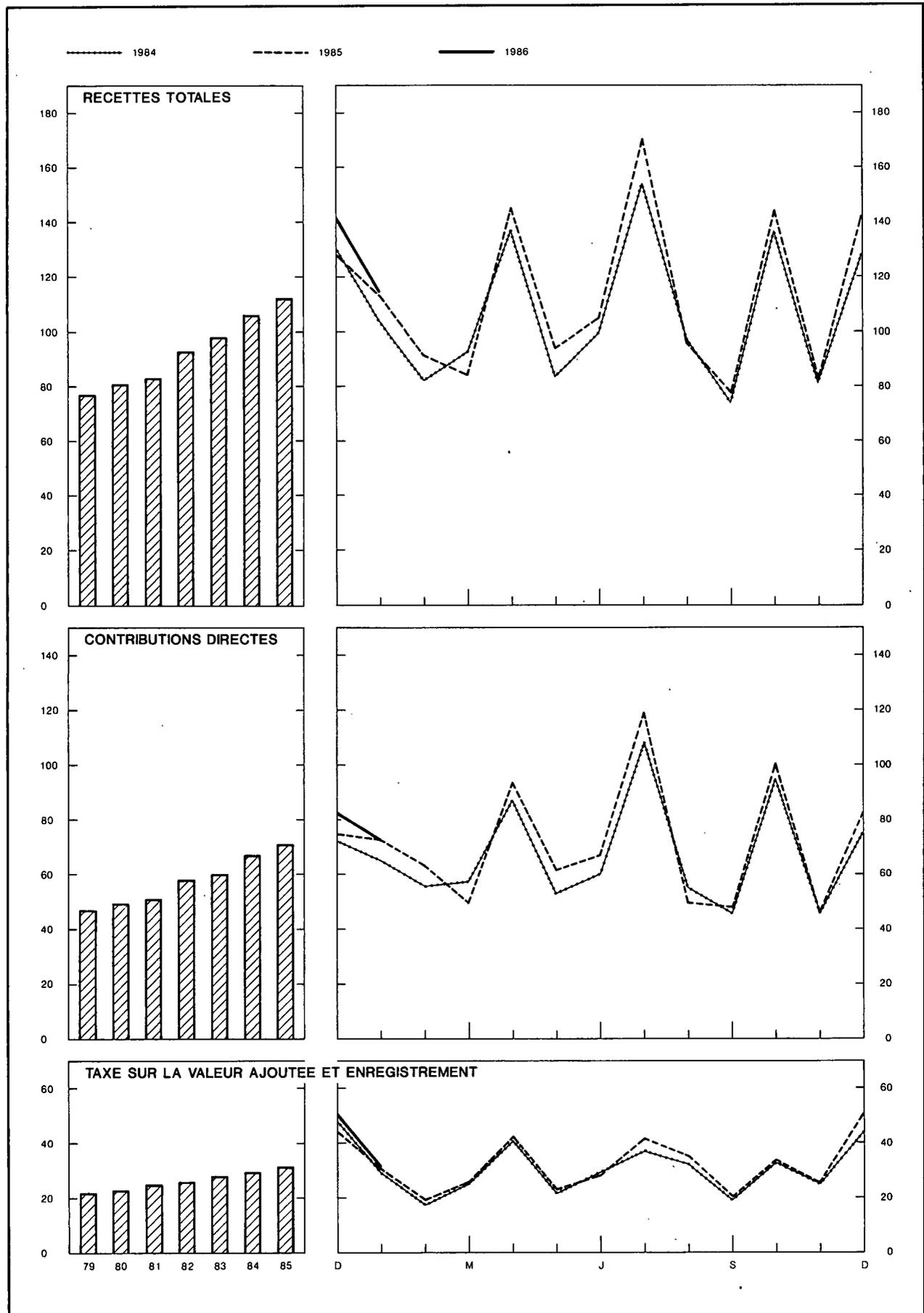
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,6	1.333,7	12,3	1.346,0	129,1	398,6	1.378,7	1.391,0
1983 4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	110,1	365,4	3,2	368,6	31,9	116,0	376,8	380,0
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4
Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,4	25,5	83,3	1,0	84,3	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,8	22,8	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4
Juillet	118,9	40,7	8,9	41,8	169,6	1,0	170,6	10,8	43,7	173,4	174,4
Août	49,8	0,4	9,7	35,1	94,6	1,2	95,8	11,2	37,0	98,0	99,2
Septembre	47,6	1,6	8,9	20,4	76,9	1,1	78,0	10,6	22,3	80,5	81,6
Octobre	100,3	41,6	8,7	33,8	142,8	1,1	143,9	10,5	35,7	146,5	147,6
Novembre	45,9	0,4	9,9	25,9	81,7	1,0	82,7	11,8	27,8	85,5	86,5
Décembre	82,7	30,9	7,8	50,4	140,9	1,1	142,0	9,6	52,5	144,8	145,9
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1985			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1984		1985	1985		1986
				Novembre	Décembre	Janvier	Novembre	Décembre	Janvier
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	851,0	.	.	45,7	74,7	72,7	45,9	82,7	72,7
précompte immobilier	2,0	.	.	0,3	0,8	0,1	0,2	0,1	0,1
précompte mobilier	126,7	140,3	-13,6	5,6	6,1	10,7	6,1	7,0	11,6
versements anticipés	156,4	167,0	-10,6	0,3	28,5	1,3	0,4	30,9	1,4
impôts de sociétés (rôles)	-3,9	—	-3,9	0,5	-0,6	-0,4	0,1	-1,4	-0,8
impôts de personnes physiques (rôles)	19,4	30,5	-11,1	3,6	0,2	1,8	2,0	0,5	0,7
précompte professionnel	526,5	506,3	+20,2	33,9	36,7	56,7	35,5	42,6	57,2
divers	23,9	.	.	1,5	3,0	2,5	1,6	3,0	2,5
II. Douanes et accises	107,1	.	.	9,4	8,3	9,2	9,9	7,8	9,3
III. T.V.A. et enregistrement	375,6	.	.	25,0	44,1	30,0	25,9	50,4	31,7
B. Recettes en capital³	12,3	.	.	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,1
Total² ...	1.346,0	.	.	81,3	128,3	113,0	82,7	142,0	114,8
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.391,0	.	.	85,1	131,9	115,4	86,5	145,9	118,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(838,8)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(22,6)	(0,0)	(914,2)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0	—	0,0	—	14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	15,0	68,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(35,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(64,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	18,2	462,2
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	0,0	8,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	19,7	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	169,1
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	—	466,5
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	736,2	22.615,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—	.	.	1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	84,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	203,9
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	765,5	176,8	0,0	1.536,4
Divers	0,0	10,9	75,1		223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.091,2)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(9,0)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.200,8)
Total ...	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	4,4	3.217,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(39,0)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(73,9)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	7,4	2,4	0,0	68,0
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	48,1	3.856,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	0,7	0,0	0,0	44,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	6,6	844,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	36,8	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,2	10,3	0,0	214,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	3,2	4.337,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,8	0,0	—	0,0	21,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	—	0,0	—	—	4.505,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	—	11,9	2,8	0,0	0,0	430,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	—	—	472,1
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	0,0	31,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	—	1,0	0,0	357,5
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,1	10,7	0,0	460,7	492,4
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(.)	(66,2)
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	—	202,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	2,9	—	9,2	0,5	—	—	15,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0	7,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	—	96,5
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	32,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	0,0	502,6
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	196,6
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(.)	(13,0)
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	16,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
Secteurs indéterminés et ajustements		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	804,9	25.813,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—			+ 0,4	+ 10,0	—	+ 1,3	- 1,5	+ 0,6	+ 2,6	+ 13,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,3						+ 16,0	—	- 0,6	+ 3,0		0,0	+ 21,7
Obligations	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 3,7	—	+ 1,6	0,0	+ 11,3	0,0	+ 15,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	+ 0,2		0,0	—	+ 2,7	+ 42,8	+ 6,6	0,0	+ 52,3
Divers	0,0	+ 0,9	- 10,9		+ 21,7	+ 48,8	0,0	—	- 0,8	0,0	+ 0,2	0,0	+ 59,9
(Actions et parts)	(+ 204,6)	(+ 1,4)	(+ 19,2)	(.)	(0,0)	(+ 0,6)	(+ 2,0)	(—)	(+ 4,5)	(0,0)	(+ 7,1)	(0,0)	(+ 239,4)
Total ...	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 49,3	+ 29,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 2,6	+ 162,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 6,3	—	- 0,2	- 0,2		0,0	- 6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	0,0	0,0		0,0	- 3,5	- 3,8	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 7,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 2,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,3	+ 0,2	0,0	+ 14,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,4	- 0,8	0,0	- 0,2	+ 0,4	- 0,7	+ 6,8	- 6,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		+ 0,5	+ 0,8	—	0,0	+ 6,7	+ 0,1	0,0	+ 8,1
Divers	+ 4,3	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 5,4	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(+ 0,8)	(+ 4,0)	(+ 1,4)	(0,0)	(.)	(0,0)	(—)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,2)	(0,0)	(+ 9,3)
Total ...	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 12,2	+ 9,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 5,1	0,0	—	+ 1,6	0,0	+ 1,9	- 2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 7,2
Certificats à un an au plus	—	+ 2,7	—	- 0,1	+ 0,2	+ 21,6	+ 143,8	- 4,0	+ 17,6	- 21,1	0,0	0,0	+ 160,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 34,4	+ 2,0	—	+ 1,4	0,0	+ 0,6	+ 82,8	+ 8,5	+ 64,9	+ 43,1	+ 13,7	0,0	+ 251,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,1	—	0,0	0,0	+ 56,6	+ 27,1	0,0	+ 15,2	+ 15,3	+ 1,0	0,0	+ 115,1
Divers	—	- 0,1	—	0,0	- 14,5	0,0	- 0,2	0,0	- 0,9	- 0,5	- 0,1	0,0	- 16,3
Total ...	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 1,1	+ 518,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	—	0,0	+ 14,8	0,0	0,0	+ 17,9
Obligations accessibles à tout placeur	- 3,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 2,5	+ 1,6	- 3,0	0,0	- 7,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	+ 9,0	0,0	+ 6,2	+ 6,1	+ 1,3	+ 4,2	+ 29,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 1,8	—	—	—	—	0,0	—	+ 7,4	+ 25,7	0,0	0,0	+ 34,9
Divers	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,9	—	0,0	—	+ 3,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 7,2
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 4,2	+ 82,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,2	—	0,0	—	—	—	- 0,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 2,2	0,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 2,7	0,0	+ 13,3
Réserves de sécurité sociale	- 3,8	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	- 2,9
Divers	+ 10,9	+ 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	- 3,8	—	- 3,1	0,0	- 1,0	- 1,9	+ 3,7
Total ...	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	- 1,9	+ 13,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 1,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 1,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	- 0,1	—	—	—	- 0,1	+ 7,4	—	+ 0,2	+ 2,9	—	+ 0,9	+ 11,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	+ 99,3	—	+ 3,6	0,0	—	0,0	+ 102,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 439,7	—	—	—	—	—	+ 439,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 5,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 5,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 15,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 15,8
Obligations	+ 93,8 ⁴	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 64,3	0,0	+ 11,8	+ 3,0	+ 2,3 ⁴	0,0	+ 175,2
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 0,2	—	—	—	+ 9,1	—	—	—	—	+ 32,8	+ 42,1
Divers	+ 32,6	+ 2,0	+ 2,3	—	- 0,7	—	+ 3,5	—	+ 9,5	- 0,9	0,0	+ 97,4	+ 138,7
(Actions et parts)	(- 1,3) ⁴	(0,0)	(+ 0,5)	(.)	(.)	(—)	(+ 5,0)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 1,7) ⁴	(0,0)	(+ 6,6)
Total ...	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 131,1	+ 887,8

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	+ 68,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4			0,0	+ 3,4	- 1,2	- 0,8	0,0	+ 73,7	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	+ 3,7	—	0,0	+ 0,7	0,0	—	0,0	+ 1,3	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 759,8	- 3,1	—	—	0,0	—	—	+ 759,8	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 9,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 12,4	+ 2,9	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 39,1	
Autres dépôts à un an au plus	+ 33,8	+ 0,5	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 7,7	+ 0,7	0,0	0,0	+ 42,7	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 63,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 63,0	
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	—	—	—	0,0	—	—	—	- 0,3	—	—	0,0	+ 6,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	—	—	0,0	—	—	—	—	+ 0,7	+ 1,0	- 0,2	0,0	+ 56,9	
Divers	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	—	—	- 4,6	- 1,8	0,0	+ 45,2	+ 38,8	
(Actions et parts)	(+ 7,4)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	+ 2,0	(0,0)	(+ 1,6)	(.)	(+ 0,1)	(.)	(+ 11,1)	
Total ...	+193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 57,6	+1.084,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 21,0	—	0,0	0,0	—	—	+ 21,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	- 3,2	- 7,4	—	+ 3,2	- 6,3	—	—	- 13,7	
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	- 0,4	- 0,4	
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	- 0,4	+ 6,9	
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 12,2	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,8	+ 2,3	- 4,6	- 0,6	+ 10,5	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	—	—	—	—	—	- 1,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	—	—	—	—	+ 9,6	—	—	—	—	—	0,0	+ 9,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,7	
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,6	- 0,8	+ 0,1	- 0,7	- 3,6	+ 5,0	0,0	—	- 0,3	+ 1,1	+ 7,0	0,0	+ 11,4	
Dépôts à plus d'un an	+ 8,7	0,0	—	—	0,0	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 9,0	
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,7	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 69,1	0,0	—	0,0	0,0	—	- 1,8	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	0,0	+ 68,3	
Réserves mathématiques	- 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,6	
Divers	+ 8,4	- 0,1	+ 0,3	+ 3,3	0,0	- 2,0	+ 5,6	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 12,0	+ 27,5	
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 2,8)	(.)	(+ 1,7)	(.)	(+ 4,9)	
Total ...	+147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 11,4	+180,0	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 1,7	0,0	—	+ 0,2	+ 0,1	—	0,0	—	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 2,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	—	—	0,0	—	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,7	—	0,0	- 0,5	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	- 0,6	- 0,2	—	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 0,4	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 29,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 29,5	
Autres dépôts à un an au plus	- 1,4	- 2,7	—	+ 3,7	+ 1,9	- 0,8	- 0,2	—	0,0	0,0	- 0,9	0,0	- 0,4	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 1,9	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 74,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	- 2,2	- 7,7	+ 1,3	- 1,5	+ 8,6	- 0,9	0,0	+ 70,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 5,1	+ 10,2	—	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,8	0,0	+ 20,9	
Divers	- 0,1	- 0,1	+ 6,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 15,2	—	+ 0,5	- 0,9	0,0	+ 12,2	+ 33,8	
(Actions et parts)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 0,1)	(+ 2,8)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,1)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,9)	
Total ...	+108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 12,2	+163,0	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	
Réserves mathématiques	+ 59,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 59,9	
Divers	+ 0,5	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	—	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 1,9	
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)	
Total ...	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 61,7	
Secteurs indéterminés et ajustements		+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	—	+ 180,9	
Total des créances	+672,0	+10,8	- 0,1	+12,5	+ 4,3	+927,6	+1.093,2	+ 7,1	+177,8	+171,9	+ 42,5	+230,8	+3.350,4	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	18,2	462,2
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	121,0	7.835,2
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	.	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	437,7	—	466,5
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	10.744,7	736,2	22.615,3
Solde des créances et des dettes...	2.661,8	- 344,2	- 2.904,2	- 697,0	29,1	- 1.254,7	949,8	64,6	- 0,2	19,1	10,2	- 58,5	35,2	269,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	419,4	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	2.785,2	4,4	3.217,7
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	2.429,0	48,1	3.856,5
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	733,8	6,6	844,7
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	972,3	69,5	132,6	15,6	263,5	1.453,5	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.682,1
7. Etranger	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	188,0	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	4.144,1	3,2	4.337,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	.	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	7.222,5	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	12.268,8	804,9	25.813,6
Solde des créances et des dettes	3.100,8	-343,2	-3.496,3	-740,4	19,5	-1.459,6	1.179,6	73,1	0,0	16,9	19,1	-77,7	31,4	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 13,2	+ 49,3	+ 9,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 96,9	+ 2,6	+ 162,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 7,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 5,2	+ 12,2	+ 9,8
3. Etat (Trésor)	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 32,6	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 403,7	+ 1,1	+ 518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 73,1	+ 4,2	+ 82,0
5. Sécurité sociale	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 9,3	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	+ 5,6	- 1,9	+ 13,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 56,6	+ 6,6	- 9,7	+ 3,0	+ 7,6	+ 64,1	+ 119,0	+ 288,1	+ 5,5	+ 116,6	+ 139,4	+ 34,9	+ 584,5	+ 18,2	+ 785,8
7. Etranger	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	+ 109,1	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 647,7	+ 131,1	+ 887,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 197,7	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 65,5	+ 57,6	+ 1.084,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	+ 10,5	- 0,4	+ 6,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 146,2	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 9,7	+ 11,4	+ 180,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 116,4	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 31,5	+ 12,2	+ 163,0
12. Autres institutions ¹	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 60,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 61,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 510,0	- 2,7	+ 7,1	+ 9,5	- 3,1	+ 520,8	+ 775,9	+ 95,4	+ 1,3	+ 14,8	+ 5,2	+ 1,0	+ 117,7	+ 81,5	+ 1.495,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 5,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	+ 142,6	—	+ 180,9
15. Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 699,5	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 1.492,5	+ 230,8	+ 3.350,4
Solde des créances et des dettes ..	+ 510,0	+ 1,0	- 518,2	- 69,5	- 9,6	- 86,3	+ 39,8	+ 8,9	+ 0,2	- 2,2	+ 8,9	- 19,2	- 3,4	+ 49,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus) (4)			Etat ³ (7)	Autres pouvoirs publics ⁴ (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷ (11)	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰ (14)	
		A un an au plus (dépôts) (2)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) (3)						Financés par les organismes principalement monétaires (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶ (10)		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie (12)	Autres ⁹ (13)		
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	* 1.555,4	* 159,9	1.108,9	1.116,6	* 56,5	165,1	4,2	222,3	* - 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	* 1.615,6	* 190,9	1.146,7	1.154,5	* 54,1	169,8	12,5	224,5	* - 186,1
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,7	* 1.622,3	* 177,5	1.112,2	1.122,6	* 51,6	188,0	13,9	* 239,6	* - 239,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4
c) sur les banques de dépôts	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	-0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
b) effets commerciaux	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8
c) avances	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2
b) autres	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9
— monnaie scripturale ⁵	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8
TOTAL DU PASSIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	24,2	23,9	24,0	23,8	23,9	23,2	23,0	23,0	23,0	22,7	22,8	23,0	22,3
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	22,1	22,3	21,8	18,6	18,8	18,7	18,9	17,7	16,0	15,6	16,0	16,0	14,6
— Autres	0,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	3,6	6,0
3. Ecus	184,1	184,1	182,4	182,4	182,4	175,7	175,7	175,7	156,6	156,6	157,9	146,2	146,2
4. Accords internationaux	1,6	1,7	1,6	1,4	1,2	1,6	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,8
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,1	11,2	10,9	10,4	15,1	11,1	10,4	9,3	14,1	11,7	15,5	14,6	11,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	41,1	30,5	35,8	50,4	45,9	35,4	26,1	24,0	31,1	30,3	29,4	28,9	29,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	343,2	333,7	336,5	347,0	347,2	325,7	316,6	312,2	303,0	299,0	303,7	292,0	289,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9	1,3	1,5	1,3	1,2	1,0	1,2	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,8	3,4	3,5	3,9	3,8	3,7	3,7	4,1	4,1	4,5	4,4	3,9	4,3
b) sur les organismes publics	0,0	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,2	12,3	12,3	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	1,7	0,6	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	7,8	3,5	0,4
c) avances	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	145,8	165,1	166,9	168,4	169,8	174,5	185,9	188,0	187,2	185,3	182,2	160,6	168,8
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	89,9	68,3	64,6	77,3	69,5	75,6	69,7	78,4	71,7	63,8	64,5	70,0	78,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-01-86	28-2-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,6	5,2	5,3	5,7	5,3	6,2	5,7	5,9	6,0	7,6	6,7	6,1	5,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,9	5,5	5,6	6,0	5,6	6,5	6,0	6,2	6,3	7,9	7,0	6,4	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,8	12,1	13,0	12,9	13,5	12,1	11,7	14,0	12,4	11,5	14,8	* 14,8	* 14,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,5	0,0	0,1	0,1	0,4	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	368,8	373,0	374,1	386,7	395,7	380,4	379,3	375,8	373,3	373,0	379,9	*363,5	*366,2
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	284,0	267,8	266,5	278,4	264,2	267,9	271,7	275,2	262,7	248,4	250,8	234,1	244,5
TOTAL DU PASSIF ...	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges repré. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	14,5	15,0	15,0	14,9	14,9	14,9	*15,0	*15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	108,6	96,2	92,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	32,6	40,1	38,3	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	12,9	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	424,7	469,5	492,6	452,6	450,3	437,1*	500,4*	498,1*	529,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	564,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	463,5	482,3	476,0	501,0	482,3	503,7	554,7	589,7*	615,5
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	149,5	155,9	178,9	214,2	233,0	244,6	291,9	280,0*	258,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5*	35,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	9,9	10,2	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0*	22,9
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8*	76,5
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	15,3	23,3	22,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0*	19,3
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8*	32,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9*	138,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	69,0	64,8	63,3	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0*	53,5
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2*	61,4
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	408,2	438,5	447,9	451,3	491,8	544,0	529,5	547,7*	531,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	424,4	468,8	491,9	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2*	528,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1*	413,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	430,4	436,8	459,2	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0*	589,0
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	
8. Acceptations en francs belges repré. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	25,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	429,3	469,7	499,5	457,7	450,4	442,7	* 504,8	* 501,7	* 534,0	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	610,3	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	683,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	487,7	507,0	501,9	526,8	508,0	529,4	582,0	617,1	* 642,9	(7)
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	187,0	193,4	216,4	251,7	270,5	282,1	329,4	317,5	* 295,7	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	* 77,6	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	10,5	10,8	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	* 23,6	(8)
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	* 76,5	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	(9)
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	(9)
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	15,8	23,8	22,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	* 19,5	(11)
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	* 32,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	(12)
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	(14)
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	* 139,2	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	69,3	65,1	63,6	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	* 53,8	(14)
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	* 61,4	(14)
D. Autres	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	492,3	515,4	541,3	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	* 624,9	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	6,3	48,2	80,6	12,0	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	464,3	490,1	463,3	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	* 509,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	34,5	42,1	40,2	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	* 40,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	* 864,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

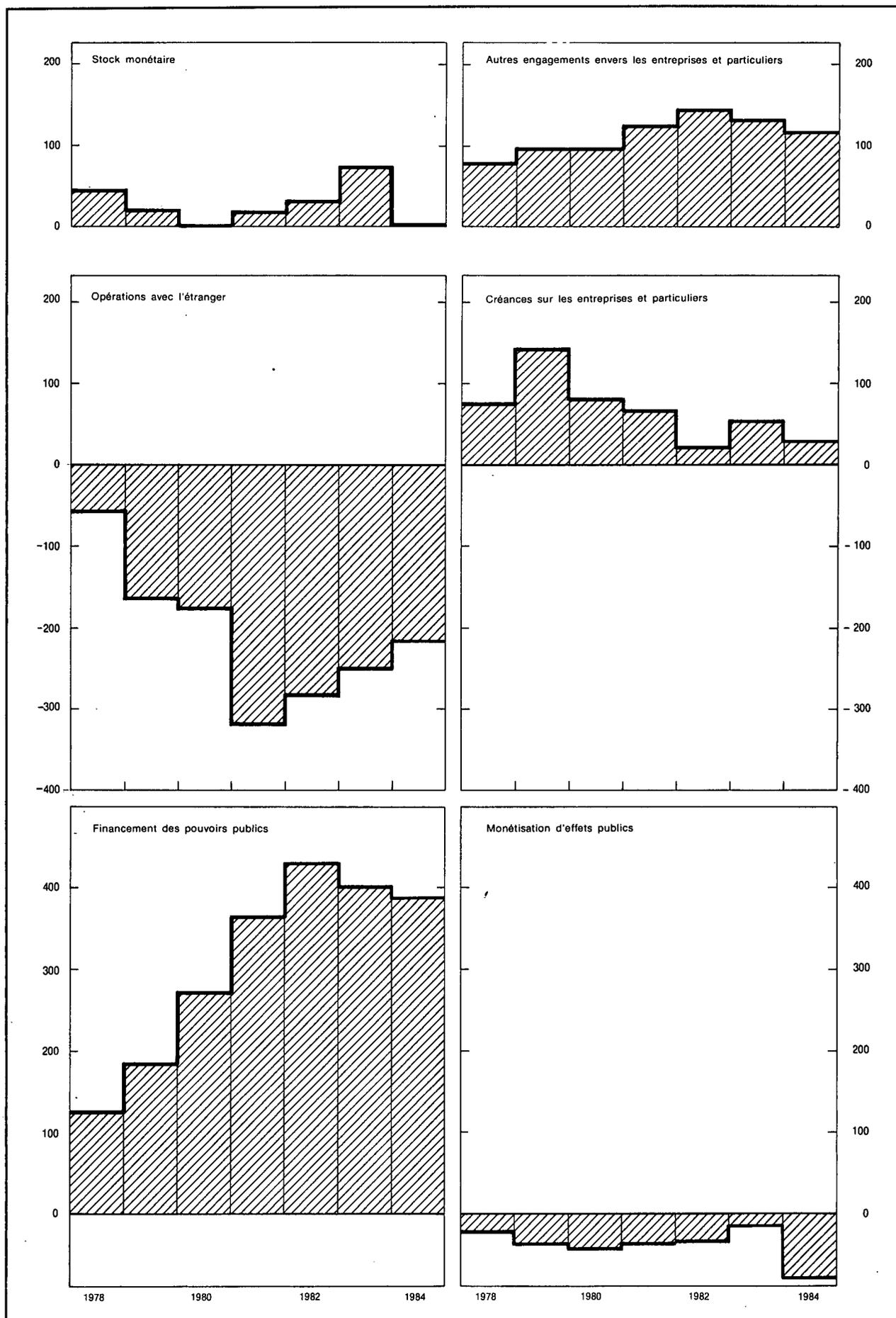
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1983 3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	- 0,3	+ 3,3	- 1,5	+ 88,5	+ 1,4	- 12,0	- 15,3	+ 31,2	+ 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 36,1	- 16,4	* —	- 5,2	+ 0,8	* + 130,1	* - 38,6	* - 12,7	- 2,4	+ 18,1	* + 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	* - 67,5	+ 37,9	* - 1,5	+ 9,2	- 0,1	* + 116,8	* + 27,9	* - 21,1	- 2,8	+ 4,5	* - 28,7
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	* - 54,4	- 31,9	* - 0,7	+ 0,7	- 2,6	* + 51,1	* - 10,9	* - 24,5	+ 10,3	* + 16,8	* - 1,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,5	476,8	868,4	36,0	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,7	400,0	512,0	891,6	38,0	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,7	383,1	487,0	871,4	41,7	913,1
Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,8	401,8	523,9	913,5	40,9	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,5	404,0	506,9	909,2	44,7	953,9
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Juillet	15,1	392,5	395,5	0,3	104,6	410,7	515,6	911,1	50,2	961,3
Août	14,7	391,0	393,9	0,2	103,8	399,2	503,2	897,1	40,5	937,6
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983 Juin	392,3	459,8	94,1	553,9	946,2	48,0	15,9	63,9	1.010,1
Septembre	388,3	457,6	98,0	555,6	943,9	34,5	15,2	49,7	993,6
Décembre	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Mars	379,8	449,3	105,4	554,7	934,5	40,3	11,7	52,0	986,5
Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,3	459,3	110,5	569,8	955,1	56,2	7,9	64,1	1.019,2
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,8	73,6	1.117,5
Septembre	382,3	489,2	118,1	607,3	989,6	40,6	12,2	52,8	1.042,4

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4
1983 3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,8	- 21,5	*+ 19,8	- 5,2	*- 36,1	+ 24,3	+ 2,8
2 ^e trimestre	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	*+ 19,9	+ 9,2	*- 67,5	+ 15,1	- 23,3
3 ^e trimestre	306,0	- 962,7	- 656,7	- 32,2	- 5,2	- 37,4	*+ 16,4	+ 0,6	*- 54,4	+ 4,7	- 32,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)		(13)
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1983 4 ^e trimestre	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 49,6
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,8
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1985 Février	58,2	47,1	184,1	41,1	1,6	332,1	5,9	0,0	23,6	29,5	- 170,5	132,1	- 0,4
Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0
Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 3,0
Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 6,8
Juillet	58,2	43,7	175,7	35,4	1,6	314,6	6,5	0,0	23,6	30,1	- 153,6	130,9	- 6,1
Août	58,2	44,5	175,7	26,1	1,7	306,2	6,0	0,0	23,6	29,6	- 153,5	123,1	- 17,1
Septembre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 9,1
Octobre	58,2	41,5	156,6	31,1	1,5	288,9	6,3	0,0	23,6	29,9	- 153,1	105,9	- 12,9
Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5
Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,6

¹ Evalués aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-3.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ⁵ ..	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars ⁵	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ .	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre *	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	.	888,6	.	1.050,7	2.173,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
C. Total												
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre ..	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre ..	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
C. Total											
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre ..	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ³ ..	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ³ ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre ..	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ³ ..	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ³ ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre ..	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
C. Total												
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ³ ..	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ³ ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre ..	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avance au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme ..	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 5 novembre	1985 4 novembre	1984 10 décembre	1985 9 décembre	1985 7 janvier	1986 6 janvier	1985 4 février	1986 10 février
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,7	23,0	24,2	22,7	25,0	23,0	25,0	23,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	15,7	22,1	15,5	22,1	16,0	22,1	15,3
Ecus	145,0	156,6	165,6	156,5	152,9	157,9	184,1	146,2
Monnaies étrangères	60,5	31,4	40,1	30,3	45,0	29,4	31,0	29,2
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	30,2	18,1	30,2	18,1	25,6	18,1	25,6	17,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	2,4
Accords internationaux	1,7	1,5	1,5	1,4	1,5	1,3	1,3	1,5
Avances au F.M.I.	2,5	2,5	0,7	2,5	0,8	2,5	0,8	3,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	12,6	9,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	18,5	15,9	11,2	8,9	11,4	30,9	10,9	14,4
Avances sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	0,1
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	178,7	187,6	192,2	186,2	186,3	160,1	165,3	165,9
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,8	1,3	0,8	1,2	0,7	1,0	0,8	1,2
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,2	4,1	4,0	4,4	4,3	4,4	4,1	3,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,8	14,3	12,8	14,3	12,8	14,3	14,2	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	18,3	20,0	18,2	19,7	18,6	19,8	18,8	20,5
Divers	28,3	21,2	26,0	27,4	31,5	28,6	17,5	19,9
	692,7	659,0	685,2	645,2	674,1	652,5	657,6	616,2
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	12,1	23,5	22,7	23,3
PASSIF								
Billets en circulation	393,1	387,5	388,5	385,8	389,6	394,3	380,1	378,2
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,5	2,0	2,2	3,0	1,6	3,6	2,3	2,3
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,3	14,2	14,6	14,8	17,3	16,0	14,8	13,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,2	4,1	4,0	4,4	4,3	4,5	4,1	3,9
Autres accords	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	197,9	156,5	197,9	156,6	184,1	156,5	184,1	144,9
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	8,4	14,6	0,0	0,0	0,1	2,5	1,1	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	18,3	20,0	18,2	19,8	18,6	19,8	18,8	20,5
Divers	20,5	22,1	23,4	22,9	22,1	17,3	14,4	10,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9	13,9	15,8
	692,7	659,0	685,2	645,2	674,1	652,5	657,6	616,2
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	12,1	23,5	22,7	23,3
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1983 4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96
Juin	1.252	253,6	91,4	536,5	1.021,6	532,2	1.021,6	3.111,9	97
Juillet	1.254	281,9	82,6	520,2	925,2	544,2	925,2	2.914,8	96
Août	1.258	225,2	86,1	431,0	788,0	432,6	788,0	2.439,6	97
Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97
Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	13,3	13,0	12,4	12,5
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	129,9	144,3	139,7	169,0
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.352,5	2.553,9	2.470,4	2.463,2
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.050,7	1.388,6	1.053,8	1.364,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	54,6	65,7	62,0	77,0
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	918,9	978,2	898,6	987,6
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	612,5	678,4	590,6	682,3
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	306,4	299,8	308,0	305,3
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	2,7	2,8	2,8	3,9
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	62,6	56,1	62,9	57,0
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	2.041,8	1.981,7	2.015,8	1.962,5
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.084,3	1.375,2	1.105,6	1.408,3
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	828,6	956,3	833,4	984,3
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	252,3	399,3	268,5	405,2
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	1,9	2,4	2,1	2,1
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	1,5	17,2	1,6	16,7
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,7	3,8	3,7	3,8
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	47,3	33,3	47,6	33,3
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	31,4	16,8	31,7	16,8
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	15,9	16,5	15,9	16,5
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	2,0	2,3	2,0	2,3
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	24,9	26,1	25,0	26,3
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	8,9	10,5	9,1	10,7
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	242,5	243,2	262,4	259,4
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.042,6	8.880,7	8.175,8	8.843,7
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	85,6	78,4	84,4	74,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	0,1	0,6	0,1	1,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

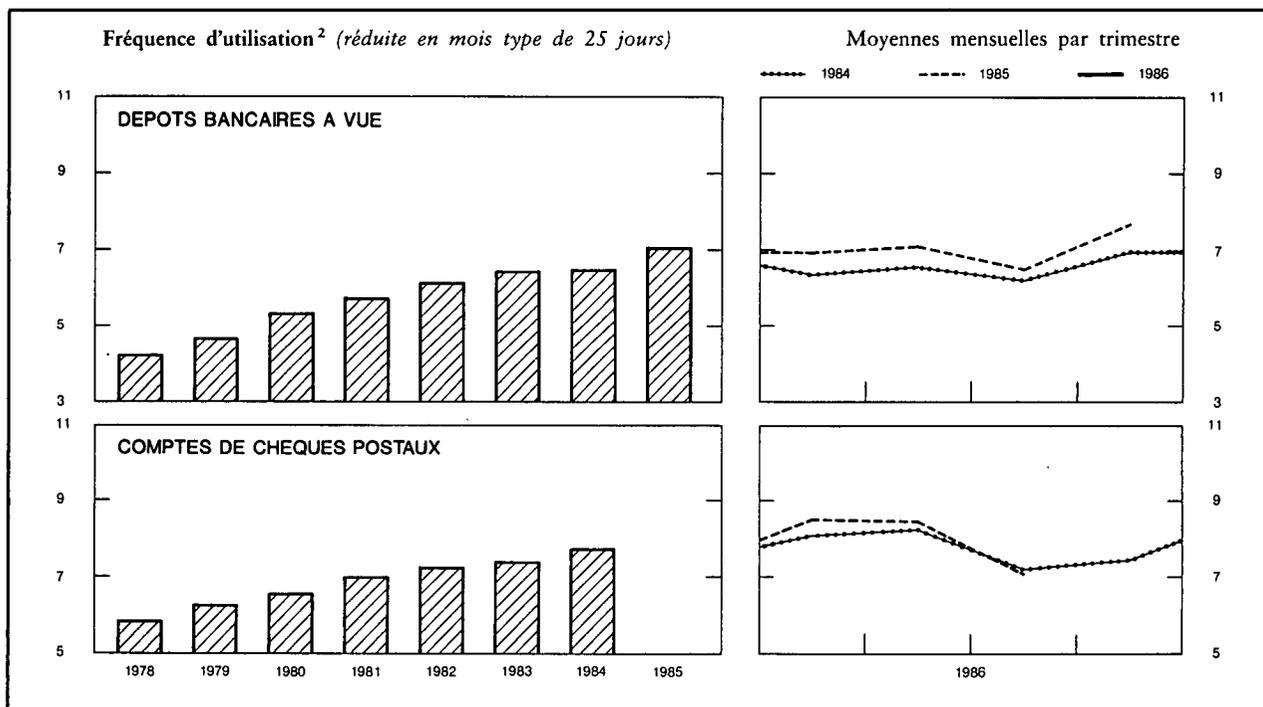
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	8,2	5,8	5,5	20,4
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,1	5,6	5,1	5,2
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	3,1	0,2	0,4	15,2
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	224,4	256,0	248,7	314,6
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	5,2	4,6	3,0	2,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	219,2	251,4	245,7	311,8
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	3.969,2	4.438,8	4.065,4	4.344,9
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	895,5	954,2	893,2	926,8
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	62,6	56,1	62,9	57,0
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	51,9	61,7	46,9	71,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	6,8	6,7	7,5	6,8
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	1.987,5	2.147,7	1.996,9	2.131,7
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	487,1	518,8	495,6	538,8
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	486,3	497,5	495,5	495,2
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	516,5	559,4	506,8	522,6
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	10,3	14,7	11,1	15,1
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	42,5	49,5	42,4	49,7
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	443,3	505,9	444,0	508,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	1,5	1,9	1,5	1,9
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	380,2	436,3	383,1	441,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,5	1,4	1,7	1,4
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	270,6	315,1	279,0	328,4
<i>Total de l'exigible</i>	5.947,8	6.988,1	8.120,9	8.663,9	7.858,4	8.679,8	7.990,8	8.644,7
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	56,8	56,9	57,1	55,2
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	66,3	78,4	66,8	78,2
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,0	5,3	5,6	5,3
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	4,2	3,8	3,7	3,8
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	31,5	35,0	31,4	34,9
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,7	11,4	11,7	11,4
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	8,7	10,1	8,7	10,2
<i>Total du non exigible</i>	103,6	123,0	129,6	143,7	127,4	144,0	127,9	143,8
Total du passif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.042,6	8.880,7	8.175,8	8.843,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4			7,15	7,06	
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
4 ^e trimestre	2.495,8			7,79	7,70	
1984 Décembre	2.290,3	640,6	2.930,9	7,32	7,32	7,15
1985 Janvier	2.073,2	810,4	2.883,6	7,04	6,77	8,42
Février	2.245,9	984,4	3.230,3	6,72	7,00	9,30
Mars	2.096,7	808,3	2.905,0	7,33	7,05	7,85
Avril	2.252,6	755,4	3.008,0	7,35	7,35	7,63
Mai	2.413,0	992,9	3.405,9	7,08	7,38	9,06
Juin	2.172,3	899,1	3.071,4	6,55	6,55	8,65
Juillet	2.221,3	677,2	2.898,5	7,14	6,61	7,21
Août	1.944,7	654,6	2.599,3	6,37	6,12	6,69
Septembre	2.185,4	738,0	2.923,4	6,78	6,78	7,39
Octobre	2.273,0	784,6	3.057,6	7,78	7,21	8,27
Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
Décembre	2.948,0			8,64	8,64	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

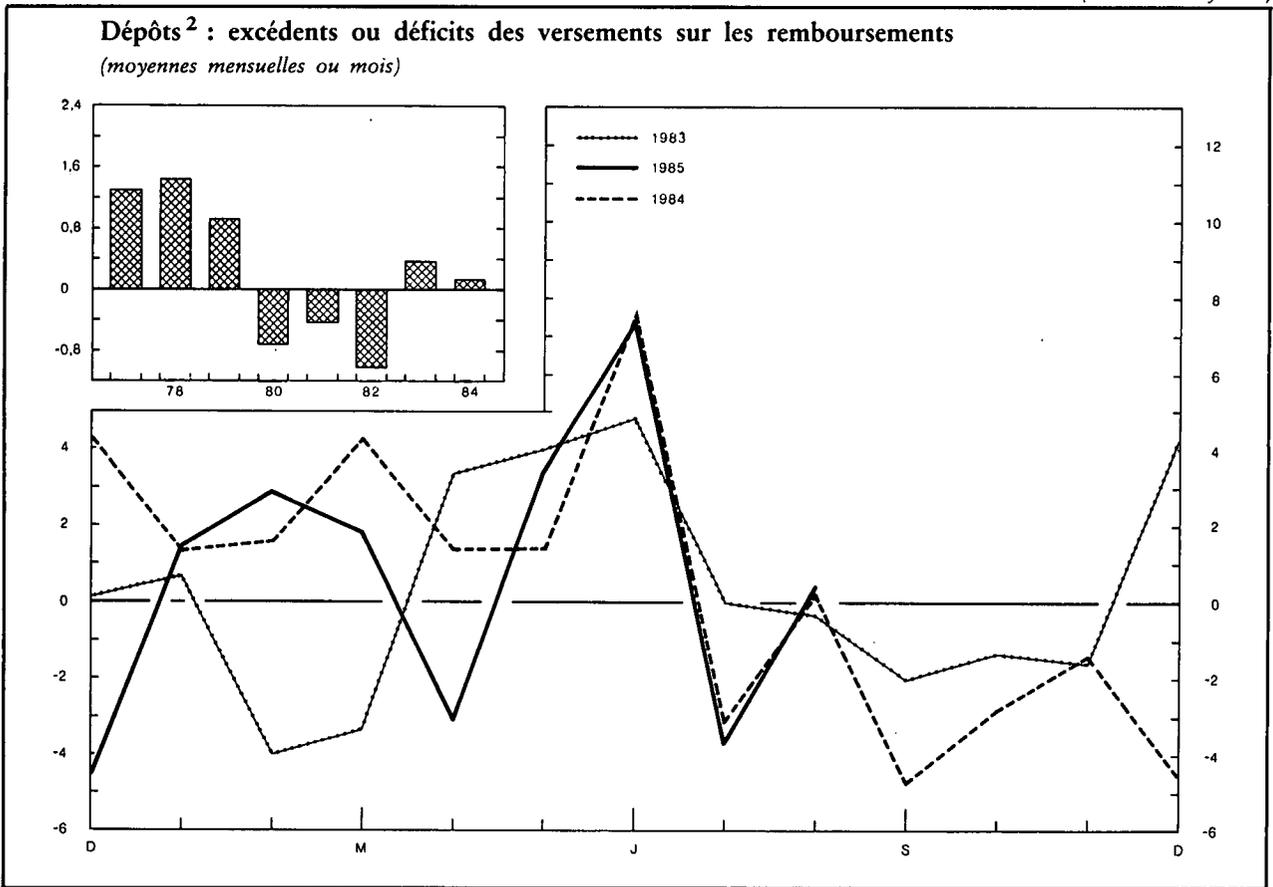
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créateur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3	
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9	
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0	
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6	
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0	
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6	
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5	
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6	
1983 2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9	
3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9	
4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1	
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0	
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5	
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9	
4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6	
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6	
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7	
1984 Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8	
Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9	
Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9	
Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2	
Décembre	137,2	141,7	- 4,5	489,8	230,8	720,6	
1985 Janvier	133,8	132,3	1,5	491,3	232,8	724,1	
Février	128,7	125,8	2,9	494,2	234,6	728,8	
Mars	134,2	132,4	1,8	496,0	236,6	732,6	
Avril	137,8	140,9	- 3,1	492,9	239,6	732,5	
Mai	134,2	130,8	3,4	496,3	241,8	738,1	
Juin	141,3	134,0	7,3	503,6	248,1	751,7	
Juillet	127,6	131,3	- 3,7	499,9	249,4	749,3	
Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0	

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues ; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1984, les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,2 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	0,4	1,2
Banquiers	47,9	60,3	57,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3	2,8
Portefeuille-effets	132,8	134,7	139,4
a) effets publics	(119,7)	(121,7)	(124,0)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)	(15,4)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7	0,6
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3	0,1
Débiteurs divers	345,1	361,3	370,4
Valeurs mobilières	206,0	238,6	293,4
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)	(281,2)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)	(12,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)	(—)
Participations	0,8	1,6	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3	9,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	0,8
Divers	28,3	36,2	42,8
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8	—
Total de l'actif ...	782,6	854,5	925,1
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Banquiers	51,2	56,7	69,8
Acceptations	0,2	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9	1,6
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0	552,1
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)	(469,0)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)	(83,1)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5	230,8
Divers	33,2	44,0	50,4
Total de l'exigible ...	763,5	835,4	905,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	19,1	18,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	—	1,0
Total du passif ...	782,6	854,5	925,1

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la CGER.*

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	—	—	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6	0,2
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1	22,7
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5	1,4
— autres	0,1	0,5	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0	1,3
Valeurs disponibles	0,0	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0	2,3
Total de l'actif ...	56,9	61,3	64,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	—	0,7
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8	12,7
Perte reportée	0,0	0,0	—
Bénéfice reporté	—	—	0,1
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	29,7	31,9	34,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5	13,2
Autres provisions techniques	0,0	—	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1	0,2
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	—	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,0	1,6	1,8
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3	64,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0
Crédits commerciaux	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6
Autres ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0
2. autres ²	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Débiteurs divers	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3
Divers	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8
Total de l'actif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8
EXIGIBLE :									
Obligations	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8
Bons de caisse	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1
Dépôts et emprunts divers	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0
Effets réescomptés	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2
Créditeurs divers	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8
Provisions pour charge et risques divers	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1
2. Autres ³	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6
Total du passif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,5	2,7	2,5	2,7
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	1,0	4,2	1,0	1,9
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	37,8	43,9	37,7	43,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,2	4,9	4,3	4,8
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	4,6	5,3	5,5	5,1
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	1,0	0,0	0,7	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	98,9	115,7	99,1	118,3
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	510,9	595,5	517,9	598,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,7)	(69,9)	(70,6)	(68,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(221,3)	(277,3)	(219,2)	(276,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(167,1)	(175,6)	(169,1)	(178,6)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,2)	(24,2)	(24,0)	(24,1)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(11,7)	(12,7)	(11,9)	(12,8)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(19,9)	(35,8)	(23,1)	(38,6)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	258,0	262,4	257,6	263,6
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	2,9	2,8	2,9	2,8
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	7,3	7,8	7,1	7,3
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	929,5	1.045,5	936,7	1.049,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	8,3	9,0	8,3	9,4
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,6	2,0	1,7	2,0
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	10,6	11,7	10,7	12,2
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	36,6	46,5	41,5	52,6
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	976,7	1.103,7	988,9	1.114,2
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	903,0	1.019,7	911,3	1.023,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	888,2	1.002,1	897,2	1.005,9

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	514,4	491,3	521,6	491,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	124,5	140,4	125,8	141,3
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	224,9	246,1	226,1	248,1
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,3	6,6	6,3	6,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	0,9	1,6	0,8	1,3
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,4
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	3,1	98,3	2,3	100,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	5,0	4,8	5,0	0,0	0,6	0,4	0,0	0,6
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	1,6	2,0	1,6	1,8
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	1,9	2,2	1,8	2,1
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	5,8	6,2	6,0	6,4
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	3,1	0,3	3,0
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	884,8	998,6	893,2	1.004,3
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	15,5	18,4	15,7	18,9
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	14,5	16,1	14,4	16,0
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	6,6	8,0	6,7	8,0
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	54,1	61,3	57,7	65,7
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	976,7	1.103,7	988,9	1.114,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subside et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période			Créditeurs	Débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts							Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²				Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵						
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	+ 481,4	+ 484,7
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,4	+ 485,0
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,3	+ 482,9
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 586,9	+ 580,3
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 573,2	+ 579,3
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 689,3	+ 695,4
1984	+ 9,7	+ 14,5	+ 5,2	+ 19,7	+ 3,1	+ 32,5	+ 560,7	+ 593,2
1983 3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	+ 111,9	+ 87,0
4 ^e trimestre ...	+ 4,7	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,6	+ 2,0	+ 201,1	+ 203,1
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,4	+ 20,9	+ 5,7	+ 26,6	+ 1,9	+ 26,1	+ 171,2	+ 197,3
2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 0,9	- 4,8	- 5,7	+ 1,2	+ 10,8	+ 239,6	+ 250,4
3 ^e trimestre ...	- 8,8	- 0,1	+ 5,8	+ 5,7	+ 0,4	- 2,7	+ 64,7	+ 62,0
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 5,4	- 1,5	- 6,9	- 0,4	- 1,7	+ 85,2	+ 83,5
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 22,3	- 0,3	+ 22,0	+ 0,8	+ 12,4	+ 241,8	+ 254,2
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,9	+ 16,8	+ 11,9	+ 0,2	+ 32,0	+ 269,7	+ 301,7
3 ^e trimestre ...	- 20,8	+ 1,7	- 14,4	- 12,7	+ 0,6	- 32,9	+ 98,0	+ 65,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1977	+ 72,8	+ 114,7	+ 224,3	+ 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	+ 34,6	+ 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	+ 175,7	+ 400,5	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 473,4
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 208,1	+ 386,2	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 260,3	+ 376,3	+ 46,4	+ 21,7	+ 68,1	+ 46,9	+ 491,3
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 213,9	+ 354,9	+ 115,3	+ 36,7	+ 152,0	+ 80,0	+ 586,9
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 300,5	+ 473,9	+ 30,7	+ 48,4	+ 79,1	+ 20,2	+ 573,2
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 356,0	+ 578,2	- 13,8	+ 82,9	+ 69,1	+ 42,0	+ 689,3
1984	- 8,8	+ 235,9	+ 225,2	+ 452,3	- 9,4	+ 103,0	+ 93,6	+ 14,8	+ 560,7
1983 3 ^e trimestre	- 2,3	+ 42,2	+ 53,9	+ 93,8	- 7,4	+ 16,9	+ 9,5	+ 8,6	+ 111,9
4 ^e trimestre	+ 20,0	+ 91,7	+ 69,3	+ 181,0	+ 7,7	+ 32,1	+ 39,8	- 19,7	+ 201,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 97,0	+ 44,1	+ 111,7	+ 23,5	+ 30,3	+ 53,8	+ 5,7	+ 171,2
2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 19,8	+ 50,8	+ 138,5	- 12,5	+ 26,5	+ 14,0	+ 87,1	+ 239,6
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 75,3	+ 45,9	+ 69,3	- 4,0	+ 17,4	+ 13,4	- 18,0	+ 64,7
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 43,8	+ 84,4	+ 132,8	- 16,4	+ 28,8	+ 12,4	- 60,0	+ 85,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 109,2	+ 76,5	+ 179,2	+ 7,2	+ 14,2	+ 21,4	+ 41,2 ¹⁰	+ 241,8
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 6,8	+ 120,9	+ 209,4	- 12,9	+ 27,5	+ 14,6	+ 45,7 ¹⁰	+ 269,7
3 ^e trimestre	- 54,3	+ 53,6	+ 30,6	+ 29,9	- 9,4	+ 25,2	+ 15,8	+ 52,3 ¹⁰	+ 98,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³			Total général		
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger		Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 61,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 183,1	+ 72,5	+ 52,8	+ 235,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 226,5
1983 3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,2	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,8	+ 34,6	- 1,6	+ 42,2	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,8
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,4	+ 3,7	- 0,8	+ 87,9	+ 35,5	+ 3,8	+ 91,7	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 99,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,0	+ 59,9	+ 3,5	+ 1,3	+ 83,7	+ 35,6	+ 13,3	+ 97,0	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 120,5
2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 18,3	+ 1,5	+ 3,4	+ 12,2	- 3,0	+ 7,6	+ 19,8	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 7,3
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 50,4	+ 0,1	- 0,4	+ 55,3	+ 41,1	+ 20,0	+ 75,3	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 71,3
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 31,0	+ 0,7	- 3,3	+ 31,9	- 1,2	+ 11,9	+ 43,8	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 27,4
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 60,5	+ 1,9	+ 3,9	+ 90,5	+ 44,6	+ 18,7	+ 109,2	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 116,4
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 52,9	+ 2,2	+ 3,2	- 19,4	- 24,0	+ 12,6	- 6,8	- 11,6	- 1,3	- 12,9	- 19,7
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,7	+ 5,4	0,0	+ 47,7	+ 28,2	+ 5,9	+ 53,6	- 11,3	+ 1,9	- 9,4	+ 44,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983 Juin	1.146,3	523,6	75,0	11,0	1.755,9	769,8	123,5	1.879,4
Septembre	1.166,1	543,8	78,1	11,7	1.799,7	804,4	126,5	1.926,2
Décembre	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	608,1	85,3	12,2	1.971,3	875,5	149,9	2.121,2
Juin	1.291,3	589,8	86,8	15,6	1.983,5	872,5	147,3	2.130,8
Septembre	1.296,5	640,2	86,9	15,2	2.038,8	913,6	148,8	2.187,6
Décembre	1.362,0	609,2	87,6	11,9	2.070,7	912,4	139,2	2.209,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,5	15,8	2.161,2	957,0	145,6	2.306,8
Juin	1.414,3	616,8	91,7	19,0	2.141,8	933,0	134,3	2.276,1
Septembre	1.435,9	637,5	97,1	19,0	2.189,5	961,2	130,1	2.319,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1977	+ 207,2	+ 10,0	+ 7,1	+ 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	+ 241,0
1978	+ 164,5	+ 10,3	+ 0,9	+ 175,7	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 191,2
1979	+ 203,4	+ 3,8	+ 0,9	+ 208,1	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 219,1
1980	+ 257,5	+ 1,8	+ 1,0	+ 260,3	+ 28,6	- 6,9	+ 21,7	+ 282,0
1981	+ 210,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 213,9	+ 41,2	- 4,5	+ 36,7	+ 250,6
1982	+ 281,6	+ 20,1	- 1,2	+ 300,5	+ 57,0	- 8,6	+ 48,4	+ 348,9
1983	+ 292,4	+ 50,7	+ 12,9	+ 356,0	+ 82,5	+ 0,4	+ 82,9	+ 438,9
1984	+ 207,5	+ 18,8	- 1,1	+ 225,2	+ 106,7	- 3,7	+ 103,0	+ 328,2
1983 3 ^e trimestre ...	+ 48,6	+ 4,7	+ 0,6	+ 53,9	+ 16,9	0,0	+ 16,9	+ 70,8
4 ^e trimestre ...	+ 35,1	+ 31,7	+ 2,5	+ 69,3	+ 31,7	+ 0,4	+ 32,1	+ 101,4
1984 1 ^{er} trimestre ...	+ 41,9	+ 2,5	- 0,3	+ 44,1	+ 30,5	- 0,2	+ 30,3	+ 74,4
2 ^e trimestre ...	+ 46,4	+ 4,9	- 0,5	+ 50,8	+ 26,5	0,0	+ 26,5	+ 77,3
3 ^e trimestre ...	+ 45,8	- 0,6	+ 0,7	+ 45,9	+ 18,9	- 1,5	+ 17,4	+ 63,3
4 ^e trimestre ...	+ 73,4	+ 12,0	- 1,0	+ 84,4	+ 30,8	- 2,0	+ 28,8	+ 113,2
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 77,0	+ 1,1	- 1,6	+ 76,5	+ 19,5	- 5,3	+ 14,2	+ 90,7
2 ^e trimestre ...	+ 115,3	+ 7,2	- 1,6	+ 120,9	+ 25,0	+ 2,5	+ 27,5	+ 148,4
3 ^e trimestre ...	+ 31,0	+ 0,1	- 0,5	+ 30,6	+ 21,0	+ 4,2	+ 25,2	+ 55,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
 ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 67,2	+ 37,3	+ 79,6	+ 69,1	+ 45,2	+ 27,8	+ 1,4	+ 178,8	+ 135,6	+ 314,4
1983 3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,0	+ 14,1	+ 2,0	+ 8,8	+ 1,2	+ 40,6	+ 33,2	+ 73,8
4 ^e trimestre	+ 1,5	- 12,3	+ 68,6	+ 4,9	+ 23,0	+ 12,2	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	- 30,0 ⁴	+ 108,3	+ 21,6	+ 129,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,1	+ 48,5	+ 15,2	+ 9,1	+ 6,3	+ 1,0	+ 77,6	+ 32,6	+ 110,2
2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 7,5	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 74,7	+ 20,3	+ 95,0
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	+ 0,5	+ 32,5	+ 33,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 1,0	+ 13,4	+ 15,5	+ 26,6	+ 19,8	+ 9,8	+ 0,4	+ 26,0	+ 50,2	+ 76,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,1	+ 35,9	+ 15,2	+ 6,4	+ 8,8	+ 1,2	+ 91,5	+ 38,3	+ 129,8
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,6	+ 9,8	+ 22,4	+ 6,7	+ 34,4	+ 15,0	+ 11,1	- 0,7	+ 64,3	+ 67,2	+ 131,5
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,5	- 0,2	+ 4,6	+ 11,5	+ 8,6	+ 1,6	+ 5,8	- 0,2	- 17,9	+ 18,8	+ 0,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983 Juin	377,4	110,7	1.255,8	370,3	710,5	1.010,4	371,2	299,7	46,7	2.825,6	1.727,1	4.552,7
Septembre	373,4	120,5	1.281,5	379,4	721,5	1.024,5	373,2	308,5	47,9	2.870,1	1.760,3	4.630,4
Décembre	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,4	793,0	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.055,7	1.814,5	4.870,2
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,6	800,5	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.133,1	1.834,8	4.967,9
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,2	808,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.138,2	1.867,3	5.005,5
Décembre	370,0	99,9	1.425,0	421,6	824,1	1.105,8	445,9	370,8	19,3	3.164,9	1.917,5	5.082,4
1985 Mars	361,3	112,8	1.469,0	434,7	860,0	1.121,0	452,3	379,6	20,5	3.255,4	1.955,8	5.211,2
Juin	385,5	121,4	1.479,1	457,1	866,7	1.155,4	467,3	390,7	19,8	3.320,0	2.023,0	5.343,0
Septembre	368,2	107,9	1.486,0	461,7	878,2	1.164,0	468,9	396,5	19,6	3.309,2	2.041,8	5.351,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	45,5	
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	0,0
* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,0	6,1	45,9	55,6	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3	
4. Pouvoirs subordonnés, In- tercommunales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,4	3,5	18,0	0,0
* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,4	7,7	7,7	- 2,4	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	
* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	178,3	22,8	155,5	396,6		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴		4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges				en monnaies étrangères				Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)		(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983 Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	411,6	5,2	416,8	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	402,9	5,7	408,6	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	446,8	5,7	452,5	4.659,8
Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Juillet	1.899,8	156,1	1.224,2	92,1	3.372,2	622,9	372,2	995,1	4.367,3	439,8	5,6	445,4	4.812,7
Août	1.893,1	156,1	1.258,0	90,2	3.397,4	612,0	383,7	995,7	4.393,1	438,4	5,2	443,6	4.836,7
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Octobre	2.040,0	156,1	1.203,8	93,8	3.493,7	587,9	392,5	980,4	4.474,1	434,6	5,2	439,8	4.913,9
Novembre ..	2.037,6	156,1	1.245,4	84,2	3.523,3	573,2	393,7	966,9	4.490,2	452,2	5,1	457,3	4.947,5
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9
Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,1 milliard.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 Janvier	+ 163,5	0,0	- 2,2	+ 97,2 ⁴	+ 95,0 ⁴	+ 68,5
1986 Janvier	+ 84,3	- 0,2	- 8,3	0,0	- 8,5	+ 92,8
1985 2 premiers mois	+ 299,0	+ 1,1	+ 17,8	+ 97,2 ⁴	+ 116,1 ⁴	+ 182,9
1986 2 premiers mois	+ 159,5	+ 0,6	- 25,0	0,0	- 24,4	+ 183,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984 *	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984 *	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984 *	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

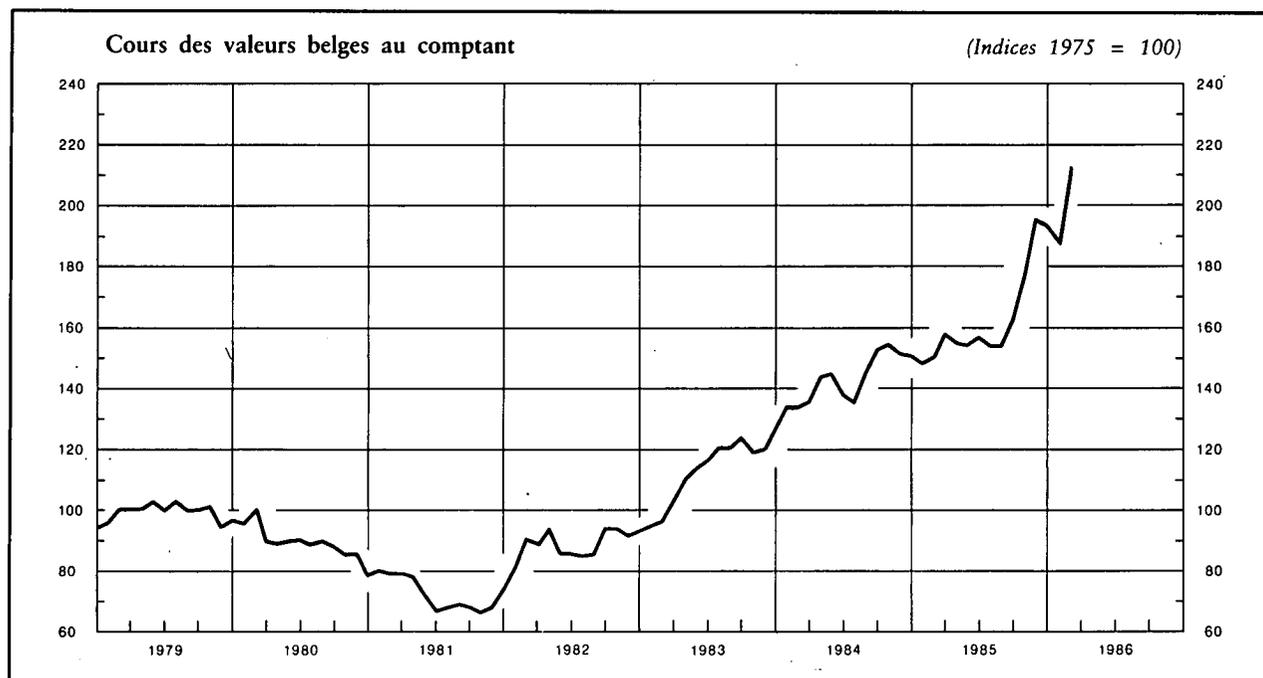
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975. = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1985	454	163	160	.	.	305	397
1983 4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	4,6	3,4	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	.	.	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	.	.	397	386
1985 Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
Juillet	258	154	150	5,0	4,1	226	404
Août	252	154	150	4,8	3,9	239	395
Septembre	400	163	159	.	.	240	392
Octobre	861	177	171	.	.	322	378
Novembre	842	196	190	.	.	457	395
Décembre	732	194	189	.	.	412	386
1986 Janvier	449	188	183	.	.	488	413
Février	900	213	207	.	.	479	419

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	77,2	3,9
1977	50	23,7	23,4	5,1	0,0	2,8	0,1	102,4	5,6
Sociétés financières et immobilières⁵									
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	103,7	7,1
1977	2.633	92,8	55,4	10,5	4,6	7,0	0,2	121,2	8,4
Industries des fabrications métalliques									
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
1977	1.591	57,4	42,8	11,4	4,3	4,7	0,1	6,4	0,5
Métallurgie du fer									
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1
1977	86	29,2	19,3	0,3	7,3	0,2	0,0	1,0	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite 1)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
1977	888	15,9	14,8	1,5	2,0	0,3	0,0	0,9	0,1
Industrie alimentaire									
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
1977	724	26,2	21,9	3,7	1,7	1,2	0,0	1,5	0,1
Industrie chimique									
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	8,1	0,6
1977	738	64,6	50,8	8,1	5,4	5,3	0,1	9,0	0,6
Electricité									
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2
1977	13	45,0	10,6	6,8	0,0	5,9	0,1	64,6	5,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite 2)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
<i>(milliards de francs)</i>									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
1977	14	4,0	0,2	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total général^{6 7}									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9
1977 1 ^{er} mois	205	6,0	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	525	20,9	13,7	2,6	1,2	0,9	2,2
3 premiers mois	2.105	52,3	37,7	7,3	3,0	3,2	3,5
4 premiers mois	5.308	133,5	100,3	19,3	12,9	8,9	5,1
5 premiers mois	11.938	352,4	209,4	47,0	27,7	23,2	7,0
6 premiers mois	17.192	456,6	300,2	64,7	35,5	31,6	8,7
7 premiers mois	18.190	483,7	315,9	69,4	37,9	33,2	10,2
8 premiers mois	18.563	486,1	320,3	70,5	38,3	33,4	11,1
9 premiers mois	19.112	493,6	326,3	71,8	39,5	33,8	12,4
10 premiers mois	19.729	502,3	335,0	72,8	41,0	34,1	14,6
11 premiers mois	20.199	513,3	344,7	74,6	41,3	34,8	15,7
12 mois	20.793	525,2	354,4	77,1	42,7	36,2	19,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5
1977 1 ^{er} mois	3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	0,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	24,3	16,0	3,7	0,4	3,5	0,3
6 premiers mois	128	38,8	34,5	4,7	0,8	4,5	0,4
7 premiers mois	143	39,8	35,1	4,8	0,8	4,6	0,5
8 premiers mois	145	40,2	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
9 premiers mois	149	40,3	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
10 premiers mois	158	41,4	36,2	4,9	0,8	4,7	0,6
11 premiers mois	164	41,7	36,7	4,9	0,8	4,7	0,6
12 mois	169	44,0	37,1	5,1	0,8	4,8	0,6

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4
1977 1 ^{er} mois	208	6,5	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	529	21,7	13,8	2,6	1,2	0,9	2,4
3 premiers mois	2.118	53,2	38,0	7,3	3,0	3,2	3,7
4 premiers mois	5.332	134,6	100,8	19,3	12,9	8,9	5,3
5 premiers mois	12.009	376,7	225,4	50,7	28,1	26,7	7,3
6 premiers mois	17.320	495,4	334,7	69,4	36,3	36,1	9,1
7 premiers mois	18.333	523,5	351,0	74,2	38,7	37,8	10,7
8 premiers mois	18.708	526,3	356,0	75,3	39,1	38,0	11,6
9 premiers mois	19.261	533,9	362,0	76,6	40,3	38,4	12,9
10 premiers mois	19.887	543,7	371,2	77,7	41,8	38,8	15,2
11 premiers mois	20.363	555,0	381,4	79,5	42,1	39,5	16,3
12 mois	20.962	569,2	391,5	82,2	43,5	41,0	20,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	34,5	16,0	8,7	7,3	14,9	22,2	56,7	79,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979	* .	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
C. — Total général									
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	34,5	16,0	9,1	6,9	14,9	21,8	56,3	79,5

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1983 3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,2	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
1984 Septembre	6,1	3,3	0,0	3,3
Octobre	11,8	17,0	0,0	17,0
Novembre	13,4	13,3	0,0	13,3
Décembre	37,2	21,1	0,4	21,5
1985 Janvier	5,1	2,6	0,0	2,6
Février	3,3	1,5	0,0	1,5
Mars	13,1	8,1	2,0	10,1
Avril	13,5	11,9	4,0	15,9
Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	434,7	345,3	371,5	374,6	1,9	1.528,0	2.718,0	123,0
1983 Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	476,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.487,3	2.576,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	468,8	319,6	349,3	345,8	1,6	1.485,1	2.588,6	106,5
Décembre ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Mars ⁵	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	443,1	328,2	371,0	370,2	2,6	1.515,1	2.634,2	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
Septembre ⁵	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
Décembre	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	434,7	345,3	371,5	374,6	1,9	1.528,0	2.718,0	123,0
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	429,0	349,4	367,7	376,3	2,0	1.524,4	2.697,2	121,3
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,4	1.207,7	435,8	356,1	366,0	383,9	1,5	1.543,3	2.751,0	118,9
Septembre	0,1	0,2	1.173,5	1.173,8	441,6	362,0	367,4	387,1	1,7	1.559,8	2.733,6	117,8

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1983 4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. 1^{re} année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et 1^{re} année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés ⁴			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1983 4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1985 Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0
Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0
Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1
Août	8,1	0,0	2,0	4,6	1,4	2,7	1,4	10,1
Septembre	6,8	0,0	2,6	5,0	0,8	2,3	1,3	9,4
Octobre	6,1	0,0	2,5	4,7	0,1	2,2	1,6	8,6
Novembre	5,6	0,0	3,0	5,3	0,0	2,0	1,3	8,6
Décembre	8,1	0,0	3,4	4,8	0,1	4,9	1,7	11,5
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1983 4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0
Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Août	118,8	11,8	107,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Octobre	121,6	21,1	100,5	20,0	0,0	20,0	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ..	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
données mensuelles			données trimestrielles		
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1978 12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1979	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre	—	18,00
30 décembre	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre	—	14,00
9 septembre	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00
1985 9 mai	—	10,25
20 mai	—	10,00
3 juin	—	9,75
9 juillet ...	—	10,00
1 ^{er} août ...	—	10,50
9 septembre	—	10,00
17 octobre ..	—	9,50
14 novembre	—	9,00
23 décembre	—	10,25

Fin de période	Taux
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1983 3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1985 1 ^{er} trimestre	8,74
2 ^e trimestre	8,91
3 ^e trimestre	8,67
4 ^e trimestre	8,51
1985 Février	8,68
Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,77
Août	8,70
Septembre ..	8,67
Octobre	8,49
Novembre ..	8,23
Décembre ...	8,51
1986 Janvier	8,54
Février	8,42

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983 Septembre	—	8,45	—
				Décembre	9,80	—	—
				1984 Mars	—	11,25	—
				Juin	10,90	—	—
				Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
				1985 Février	—	10,35	—
				Mars	—	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	8,55	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	8,65	8,65
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Janvier	—	—	—
				Février	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983 Septembre	7,65	8,90	8,75				
Décembre	8,65	9,90	9,75				
1984 Mars	10,15	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				
Septembre	10,40	10,90	10,50				
Décembre	9,90	10,90	10,50				
1985 Février	9,90	10,90	10,50				
Mars	9,90	10,90	10,50				
Avril	9,40	10,90	10,50				
Mai	8,40	9,40	9,00				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Juillet	—	9,40	8,75				
Août	8,90	9,90	9,25				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Octobre	7,90	8,90	8,50				
Novembre	7,65	8,65	8,25				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25				
Février	8,65	9,65	9,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1978	5,17	1983 4 ^e trimestre	7,46	1985 Février	8,99
1979	7,96	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Mars	9,13
1980	11,11	2 ^e trimestre	9,87	Avril	9,45
1981	11,41	3 ^e trimestre	9,72	Mai	8,84
1982	11,41	4 ^e trimestre	9,52	Juin	8,00
1983	8,07	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Juillet	6,97
1984	9,45	2 ^e trimestre	8,73	Août	8,00
1985	8,25	3 ^e trimestre	7,61	Septembre	7,91
		4 ^e trimestre	7,51	Octobre	8,26
				Novembre	7,91
				Décembre	6,60
				1986 Janvier	8,10
				Février	8,47

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1978 12 décembre ...	6	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32				
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18				
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1980 9 décembre ...	6	6	6
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19				
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68				
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983 3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02				
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1984 13 mars	12,25	12,35	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	12 juin	12,10	12,10	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	11 septembre ..	11,10	11,10	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	11 décembre ...	10,75	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	12 février	6	6	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	12 mars	6	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	9 avril	10,50	10,50	6
						14 mai	9,65	6	6
1985 Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	11 juin	9,10	6	6
Mars	10,45	10,45	10,45	6	6	9 juillet	9,10	6	6
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23	13 août	9,60	9,70	6
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40	10 septembre ..	9,50	9,60	6
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97	8 octobre	9,35	9,50	6
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90	12 novembre ...	8,65	8,65	6
Août	9,10	9,25	9,50	9,60	9,58	10 décembre ...	8,65	6	6
Septembre	8,85	9,00	9,15	9,35	9,46				
Octobre	8,60	8,70	8,80	8,85	9,12	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
Novembre	8,60	8,60	8,60	8,60	8,70	11 février	9,60	9,60	6
Décembre	9,75	9,75	9,75	9,75	9,14				
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75				
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1977	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	8,86 ²
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1983 Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	11,35
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	10,30
Septembre	10,16	10,13	10,49	10,65	10,30
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
Novembre	9,42	9,48	9,65	9,72	9,55
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	9,33
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1975	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
1985 28 mai	9,00	100,00	9,00	10,25	100,00	10,25	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	100,00	9,00	10,00	100,00	10,00	10,50	100,00	10,50	10,50	100,00	10,50
29 octobre	9,00	100,00	9,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
24 février	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1982 ...		8,50		5,00		12,75		21,00		5,50		4,50		5,50
1983 Janvier					4	12,50			14	5,00				
Mars			18	4,00					1	4,50	18	4,00		
Mars							9	20,00	18	4,00				
Avril									3	5,00				
Mai					27	12,25			9	5,50				
Juin													22	5,00
Septembre ...					30	12,00								
Octobre														
Novembre ...														
1984 Février								15	19,00					
Avril	9	9,00												
Mai			29	4,50	10	11,75	7	18,50						
Juin					21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre ...					7	11,00	4	19,50						
Novembre ...	21	8,50			28	10,75								
Décembre ...	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1982	10,00		10,05		1985 Février	13,75		11,52	
1983	9,00		9,96		Mars	12,75		10,65	
1984	9,38		10,09		Avril	12,25		10,02	
1985	11,31		9,49		Mai	12,25		9,76	
1983 3 ^e trimestre	9,50		9,49		Juin	12,25		9,58	
4 ^e trimestre	9,00		9,96		Juillet	11,31		9,31	
1984 1 ^{er} trimestre	8,50		10,78		Août	11,31		9,20	
2 ^e trimestre	8,94		12,36		Septembre	11,31		9,00	
3 ^e trimestre	10,38		12,27		Octobre	11,31		8,78	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Novembre	11,31		9,10	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Décembre	11,31		9,49	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		1986 Janvier	12,31		10,80	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Février	12,31		11,80	
4 ^e trimestre	11,31		9,49						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 :

* Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte ; ce taux est applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 10 janv.	1986 9 janv.	1985 7 févr.	1986 6 févr.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	320,5	331,9	381,6	410,3	410,2	379,4	418,6	380,6
Or	194,6	247,0	259,0	256,9	256,9	210,2	256,9	210,2
Disponibilités à vue à l'étranger	36,2	13,6	27,4	62,3	63,3	88,9	71,7	90,0
Ecus	76,5	58,2	80,1	73,2	71,7	63,2	71,7	63,2
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,2	13,1	15,1	17,9	18,3	17,1	18,3	17,2
Créances sur le Trésor	4,9	5,8	11,9	18,4	18,7	31,7	26,6	33,6
Monnaies divisionnaires	0,5	0,6	0,8	0,8	1,1	1,2	1,1	1,2
Comptes courants postaux	0,7	0,8	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	19,5	25,6
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	3,7	4,4	5,0	5,6	5,9	6,7	5,8	6,6
Créances provenant d'opérations de refinancement	153,2	286,8	253,7	259,5	212,1	181,6	170,1	147,8
Effets escomptés ⁴	72,8	86,0	86,1	87,8	87,7	83,3	87,0	82,8
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	49,8	167,8	119,3	117,9	102,9	71,7	66,2	43,6
Avances sur titres	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
Effets en cours de recouvrement	30,5	32,8	48,0	53,5	21,3	26,4	16,6	21,2
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	56,3	66,1	77,6	74,4	75,2	62,2	75,2	62,2
Divers	7,4	6,8	7,5	8,8	7,7	8,3	7,9	8,8
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	723,9	663,2	698,4	633,0
PASSIF								
Billets en circulation	163,3	180,6	195,8	204,9	199,1	208,9	196,9	206,1
Comptes créditeurs extérieurs	9,0	10,3	12,6	14,7	14,1	11,6	13,5	11,3
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1,8	2,3	3,1	4,5	3,9	2,6	3,3	2,3
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7,2	8,0	9,5	10,2	10,2	9,0	10,2	9,0
Compte courant du Trésor public	31,7	81,6	46,8	64,8	45,0	34,4	10,3	18,1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	36,2	67,2	77,3	95,4	75,8	89,5	92,4	81,1
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	23,2	32,2	21,0	27,4	9,8	31,0	18,8	19,9
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	4,7	18,4	27,6	36,7	37,3	42,3	38,0	42,7
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	8,3	16,6	28,7	31,3	28,7	16,2	35,6	18,5
Ecus à livrer au FECOM	58,5	53,6	79,5	73,2	71,7	60,0	71,7	60,0
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	223,4	289,0	303,9	301,3	301,3	242,9	301,3	242,9
Capital et fonds de réserve	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8	3,0	2,8	3,0
Divers	18,3	12,9	13,8	14,3	14,1	12,9	9,5	10,5
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	723,9	663,2	698,4	633,0
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,0	6,5	11,4	12,3	12,2	10,3	12,5	10,2
Acquisition de droits de tirage spéciaux	7,2	6,6	3,7	5,6	6,1	6,8	5,8	7,0
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	3,2	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	19,5	25,6
dont : non rémunérés	—	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	2,2	33,4	56,7	62,9	44,3	23,3	36,3	15,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	75,0	87,1	87,4	88,7	88,6	85,2	87,8	84,3
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	72,8	86,0	86,1	87,8	87,7	83,3	87,0	82,8
— Autres crédits	2,2	1,1	1,3	0,9	0,9	1,9	0,8	1,5
Crédits à court terme	45,4	123,1	61,3	54,1	57,7	46,5	29,1	27,1
— Crédits à l'exportation	13,9	21,5	6,4	13,9	21,0	16,7	8,7	7,9
— Autres crédits	31,5	101,6	54,9	40,2	36,7	29,8	20,4	19,2

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1985 January 9	1986 January 8	1985 February 6	1986 February 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	4.2	3.3	2.0	2.0	2.2	1.4	2.2	2.7
Other Securities	6.6	7.7	9.5	10.0	10.0	10.9	9.7	9.3
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.6	0.2	4.2	1.8	2.0	3.9	4.7
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.6	0.7	0.8	0.7	0.7	0.8	0.9	0.8
Reserves and Other Accounts	1.9	2.2	1.5	1.8	1.8	1.5	1.7	1.6
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	4.3	4.3	6.5	7.1
Government Securities	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.8	0.5	0.6
Advances and Other Accounts	1.2	1.4	0.5	1.0	1.1	0.9	1.1	0.7
Premises, Equipment and Other Securities	1.2	1.8	1.6	5.2	2.7	2.6	4.9	5.8
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	4.3	4.3	6.5	7.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 January 9	1986 January 8	1985 February 6	1986 February 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.6	4.7
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6
Loans and securities	142.1	151.0	162.2	173.2	170.6	186.8	165.0	181.9
<i>Loans</i>	1.6	0.7	0.9	3.6	1.4	0.6	1.0	0.6
<i>Acceptances</i>	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.4	9.5	8.9	8.8	8.5	8.2	8.4	8.2
<i>U.S. Government securities</i>	130.9	139.3	152.0	160.8	160.7	178.0	155.6	173.1
Cash items in process of collection	10.6	13.0	11.6	6.8	6.4	7.7	9.4	10.8
Other assets	9.2	9.9	8.7	12.4	11.8	15.2	12.4	15.8
Total assets ...	176.8	190.1	198.6	208.5	204.9	226.0	203.0	224.9
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	131.9	142.0	157.1	168.3	166.4	179.2	162.7	174.9
Deposits	30.7	34.3	26.1	28.3	25.9	33.8	27.7	36.4
<i>Depository institutions</i>	25.2	26.5	21.4	21.8	21.0	27.8	21.3	28.6
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.3	5.0	3.7	5.3	4.2	5.3	5.6	7.2
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.7	2.5	0.8	0.9	0.4	0.4	0.6	0.4
Deferred availability cash items	8.9	8.8	10.0	6.0	6.4	6.8	6.7	7.2
Other liabilities	2.7	2.3	2.5	2.7	2.6	2.3	2.3	2.2
Capital accounts	2.6	2.7	2.9	3.2	3.6	3.9	3.6	4.2
Total liabilities and capital accounts	176.8	190.1	198.6	208.5	204.9	226.0	203.0	224.9

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1983 dicembre	1984 dicembre	1984 settembre	1985 settembre	1984 ottobre	1985 ottobre
ATTIVO						
Oro	31,5	30,4	30,6	29,8	30,6	29,8
Crediti in oro (FECOM)	10,9	10,5	10,5	10,3	10,5	9,9
Cassa	2,4	2,5	1,5	1,4	0,8	1,7
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
ammassi	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,0	1,9	1,8	1,3	1,5
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,0	2,2	2,1	0,6
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	3,3	0,0	2,1	0,0	2,1	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	13,1	13,3	13,0	12,8	13,3	12,0
altre attività	1,8	1,9	1,6	1,6	1,2	1,9
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	2,8	2,4	2,5	2,8	2,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	18,3	25,6	21,2	17,2	21,8	15,5
conti speciali	3,5	3,4	3,6	3,5	3,6	3,5
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	23,3	41,8	31,8	49,0	34,3	45,9
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	1,0	0,6	1,0	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	38,2	38,9	41,9	49,1	39,7	57,0
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,6	1,0	0,9	1,1	0,9	1,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,6	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
Altri conti e partite varie	1,4	1,2	1,7	0,9	8,0	0,8
Ratei e risconti	1,4	1,6	0,7	0,8	0,3	0,9
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	4,3	5,3	4,6	5,5
Totale attivo	166,2	181,0	175,0	194,4	183,2	194,9
PASSIVO						
Circolazione	38,4	43,2	37,3	41,7	36,7	41,1
Vaglia cambiari	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,4
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,4	0,4	0,2	0,3	0,9	0,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	54,8	63,7	61,1	74,1	62,7	75,7
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,4	3,4	3,6	3,5	3,6	3,5
Passività verso l'estero	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	13,1	13,3	13,0	12,8	13,3	12,0
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	0,9	0,8	0,5	0,3	0,2
Accantonamenti diversi	50,3	51,4	48,7	49,8	48,6	49,4
Fondi ammortamento diversi	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Partite varie	0,7	0,4	2,9	2,7	9,3	3,4
Ratei e risconti	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,5
Fondo di riserva straordinario	0,3	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Utile netto da ripartire	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	1,3	0,0	4,5	5,6	4,8	5,8
Totale passivo e patrimonio	166,2	181,0	175,0	194,4	183,2	194,9
Depositanti di titoli e altri valori	334,6	434,5	407,2	510,6	418,4	539,8

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982. 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1984 7. Dez.	1985 7. Dez.	1985 7. Jan.	1986 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	80,8	82,0	81,5	83,5
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	14,9	15,1	16,2	13,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	14,4	13,4	14,4	17,1
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	37,8	39,8	37,2	39,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	87,9	102,5	92,6	103,2
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	49,2	45,5	47,8	44,1
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	17,6	38,6	27,5	41,6
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	14,4	18,4	14,4	17,4
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	6,7	0,0	2,9	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	15,4	13,2	15,0	11,4
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	6,7	4,5	6,3	2,7
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	4,4	4,1	4,3	4,1
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Postgiroguthaben	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3	4,8	4,8	7,6	7,6
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	197,0	210,3	204,8	213,6
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	102,8	107,4	100,3	104,9
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	46,7	51,9	51,0	56,5
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	46,7	51,9	51,0	56,5
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	1,0	0,6	0,8	1,6
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	0,8	0,5	0,5	1,4
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	3,2	3,2	3,2	1,8
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	2,7	2,6	2,6	1,1
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,6	0,7
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	6,2	5,8	6,4	6,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	8,9	12,0	9,8	11,4	11,5	14,0	11,4	14,2
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	11,5	14,0	11,4	14,2
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,5	3,7	3,7	3,3
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	22,1	23,7	28,0	25,2
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	197,0	210,3	204,8	213,6

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 10 janvier	1986 10 janvier	1985 10 février	1986 10 février
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	37,2	36,7	35,9	35,8
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,2	0,3	0,2	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	51,4	51,0	50,1	50,2
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	24,5	24,5	23,7	23,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12,5	14,0	14,2	14,2	7,7	7,9	7,8	7,1
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	2,3	2,7	1,4	3,2
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	16,8	15,8	17,1	16,0
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	51,4	51,0	50,1	50,2

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1984 30 novembre	1985 30 novembre	1985 31 janvier	1986 31 janvier
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,5	1,2	0,4	0,8	0,5	1,3
Dépôts à terme et avances	14,0	18,0	13,6	17,2	13,5	16,2
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,3	16,4	12,1	15,4	11,6	14,4
à plus de 3 mois	1,7	1,6	1,5	1,8	1,9	1,7
Titres à terme	3,1	3,5	2,8	3,4	2,6	3,2
à 3 mois au maximum	1,9	2,4	1,4	2,1	1,5	2,1
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,4	1,3	1,1	1,1
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,7	27,8	21,9	26,5	21,7	25,8
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,3	4,4	4,3	4,4	4,3	4,4
à 3 mois au maximum	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	21,6	16,0	20,4	15,8	19,6
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,8	0,4	0,9	0,3	0,8
à 3 mois au maximum	15,4	19,5	14,3	18,4	14,3	17,4
à plus de 3 mois	1,0	0,6	1,1	0,8	1,1	0,7
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,1	0,7	0,2	0,3	0,1	0,7
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4	0,7
<i>Total du passif</i>	22,7	27,8	21,9	26,5	21,7	25,8
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

FEVRIER 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Adhésion de l'Espagne et du Portugal. Modification de textes antérieurs.

Plusieurs numéros du Journal officiel datés de février 1986 publient des textes portant adaptation de textes antérieurs en raison de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans les Communautés.

TERRORISME.

Répression. Convention européenne.

Loi du 2 septembre 1985 portant approbation de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, faite à Strasbourg le 27 janvier 1977 et de l'Accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Dublin le 4 décembre 1979, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1387.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CHARBON.

Industrie houillère. Aides autorisées par la CECA. Belgique.

Décision 86/26/CECA de la Commission, du 27 janvier 1986, autorisant l'octroi, par le royaume de Belgique, d'aides en faveur de l'industrie houillère au cours de l'année 1985, *Journal officiel* n° L 33 du 8 février 1986, p. 34.

Extrait

Article 1^{er}. — Le royaume de Belgique est autorisé à verser pour l'année civile 1985 des aides jusqu'à concurrence de 5.398.900.000 francs belges à l'industrie houillère belge.

Le montant de 5.398.900.000 francs belges, prévu pour l'année civile 1985, se compose des aides suivantes :

- 1) octroi d'une aide maximale aux investissements de 588.000.000 de francs belges ;
- 2) octroi d'une aide à la constitution et à la formation d'un personnel spécialisé jusqu'à concurrence d'un montant de 14.600.000 francs belges ;
- 3) octroi d'une aide pour la couverture des pertes d'exploitation des mines jusqu'à concurrence d'un montant de 4.796.300.000 francs belges.

CONSTRUCTION.

Entrepreneurs. Agréation.

Arrêté royal du 17 décembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 9 août 1982 relatif aux mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agréation des entrepreneurs, *Moniteur* du 12 février 1986, p. 1698.

A la demande de la Commission d'agréation, l'ONSS lui communiquera la liste des entrepreneurs non en règle de cotisations.

Afin de les mettre sur pied d'égalité avec les entrepreneurs belges, les entrepreneurs agrés ressortissants d'un autre Etat de la CEE devront communiquer à la Commission d'agréation, à sa demande, un certificat établi par l'autorité compétente de leur pays, établissant qu'ils sont en règle en matière de cotisations de sécurité sociale.

INSTITUTIONS FINANCIERES.

Société nationale d'investissement.

Arrêté royal du 10 janvier 1986 portant approbation des modifications aux statuts de la Société nationale d'Investissement, *Moniteur* du 1^{er} février 1986, p. 1297.

Le capital social est porté à quatorze milliards de francs.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Sabena.

Arrêté royal du 25 novembre 1985 autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) à participer au capital et à la gestion de la S.A. Delta Air Transport, *Moniteur* du 14 février 1986, p. 1885.

Société nationale terrienne.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 20 novembre 1985 fixant la charge des intérêts et des amortissements à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches à libérer de ses emprunts en vertu de l'arrêté royal du 21 juin 1984, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1429.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 20 novembre 1985 fixant la charge des intérêts et des amortissements à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches à libérer de ses emprunts en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 1985, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1430.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Avantages de toute nature. Evaluation forfaitaire.

Arrêté royal du 19 février 1986 modifiant, en ce qui concerne l'évaluation forfaitaire des avantages de toute nature obtenus autrement qu'en espèces, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 28 février 1986, p. 2625.

1. Taux de référence pour le calcul de l'avantage que constituent en 1985 les prêts sans intérêt ou à intérêts réduits suivants :

a. Prêts hypothécaires conclus en 1985 : 9,50 % s'ils sont garantis par une assurance-vie, 9,75 % autrement.

b. Prêts non hypothécaires sans terme dont l'emprunteur a disposé en 1985 : 12 %.

c. Prêts non hypothécaires à terme convenu conclus après le 31 janvier 1984 : taux calculé soit sur la base du taux de chargement mensuel, fixé pour 1985 à 0,62, soit sur base du

taux de chargement annuel réel suivant la formule $i = \frac{p \times 24 \times n}{n + 1}$, dans laquelle i est

le taux de chargement annuel réel, p , le taux de chargement mensuel et n le délai de remboursement en mois.

2. Les montants forfaitaires de l'avantage que constitue l'utilisation gratuite à des fins personnelles d'un véhicule de l'employeur sont adaptés.

Impôt des personnes physiques. Déclaration exercice 1986.

Arrêté royal du 23 janvier 1986 déterminant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 1986, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1402.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DETTES DE L'ETAT.

Remboursement de l'emprunt 3 1/2 p.c. 1943.

Arrêté royal du 29 janvier 1986 relatif au remboursement des obligations de l'emprunt 3 1/2 p.c. 1943, *Moniteur* du 8 février 1986, p. 1602.

Les obligations encore en circulation seront remboursées au pair le 15 avril 1986.

4.3. REGION FLAMANDE.

Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses. Garantie.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 20 novembre 1985 autorisant la société coopérative « Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses » à contracter, sous la garantie de la Région, un emprunt d'un montant effectif de 488 millions de francs, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1431.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 15 janvier 1986 pris en exécution de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 5 février 1986, p. 1398.

Modalités de perception des cotisations provisoires en 1986.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE.

Agréation d'organismes privés.

Arrêté royal du 18 octobre 1985 portant agrément d'organismes de droit privé visés à l'article 21 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, *Moniteur* du 6 février 1986, p. 1483.

Désignation d'organismes publics.

Arrêté royal du 18 octobre 1985 portant désignation de services de l'Etat et d'autres organismes de droit public visés à l'article 21 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, *Moniteur* du 7 février 1986, p. 1545.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant. Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 13 janvier 1986 pris en exécution de l'article 2, 4° et 5°, de l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, *Moniteur* du 7 février 1986, p. 1551.

Ne sont, depuis le 1^{er} janvier 1986, plus redevables de cette cotisation spéciale :

1° *les indépendants dont le conjoint bénéficie d'une pension de retraite dont le montant a été fixé en tenant compte de la déclaration suivant laquelle les revenus professionnels du travailleur indépendant ne dépassent pas le montant autorisé par la législation en vertu de laquelle la pension de retraite a été accordée.*

2° *ceux qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie, à condition que les revenus professionnels annuels maxima en qualité de travailleur indépendant cumulables dans leur chef avec ladite pension n'excèdent pas le revenu minimum mensuel moyen (C.C.T. n° 23), déduction faite des cotisations à la sécurité sociale applicables aux travailleurs manuels.*

Pour l'application de cet A.R., ce montant est fixé à 348.000 F pour 1986.

Arrêté royal du 13 janvier 1986 pris en exécution de l'arrêté royal n° 218 du 7 novembre 1983 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, pour l'année 1984, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, *Moniteur* du 18 février 1986, p. 1998.

La cotisation spéciale versée en 1984 par les indépendants dont les revenus professionnels n'ont pas dépassé en 1984 le montant du salaire minimum moyen (C.C.T. n° 23 du 25 juillet 1975), déduction faite des cotisations de sécurité sociale applicables aux travailleurs manuels, leur sera remboursée.

Pour l'application du présent arrêté, ce montant est fixé à 335.000 francs.

Travailleurs indépendants. Indexation.

Arrêté royal du 3 janvier 1986 déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour l'année 1986 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 6 février 1986, p. 1501.

1. *Les cotisations dues en 1986 seront calculées sur base des revenus professionnels acquis*

en 1983 (exercice d'imposition 1984), multipliés par $\frac{2,8897}{2,4910}$

2. *Les tranches de revenus visées aux articles 12 et 13 de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967,*

qui déterminent le taux des cotisations, sont indexées en les multipliant par $\frac{2,8897}{1,4859}$

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 13 janvier 1986 fixant les modalités pour l'octroi de l'allocation retenue conformément à l'arrêté royal n° 217 du 7 novembre 1983 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants se rapportant à l'année 1984, *Moniteur* du 18 février 1986, p. 1997.

La retenue de 1984 sera remboursée à leur demande aux indépendants dont les revenus professionnels n'ont pas dépassé 335.000 francs en 1984.

PENSIONS.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 30 janvier 1986 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 7 février 1986, p. 1552.

Travailleurs salariés frontaliers et saisonniers.

Arrêté royal du 24 janvier 1986 fixant le montant de la rémunération forfaitaire et fictive journalière afférente à l'année 1984 à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite des travailleurs salariés frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant, *Moniteur* du 4 février 1986, p. 1344.

VACANCES ANNUELLES.

Jeunes travailleurs salariés à temps partiel.

Arrêté royal du 10 février 1986 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, *Moniteur* du 25 février 1986, p. 2461.

Travailleurs manuels.

Arrêté royal du 10 février 1986 fixant pour les travailleurs manuels et assimilés assujettis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés, *Moniteur* du 25 février 1986, p. 2459.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES ETATS MEMBRES DES CE.

Autorisations de prorogation, de tacite reconduction et de maintien en vigueur.

Décision 86/18/CEE du Conseil, du 27 janvier 1986, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 29 du 4 février 1986, p. 22.

Décision 86/19/CEE du Conseil, du 27 janvier 1986, autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur de certains traités d'amitié, de commerce et de navigation et accords similaires conclus par les Etats membres avec les pays tiers, *Journal officiel* n° L 29 du 4 février 1986, p. 26.

COMITE MINISTERIEL DES RELATIONS EXTERIEURES.

Arrêté royal du 10 février 1986, modifiant l'arrêté royal organique du 30 mai 1974 des Comités ministériels à compétence nationale, *Moniteur* du 12 février 1986, p. 1697.

Le comité ministériel des relations économiques extérieures est supprimé et est remplacé par le comité ministériel des relations extérieures.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Restrictions à l'importation. Etats-Unis.

Règlement (CEE) n° 241/86 du Conseil, du 27 janvier 1986, portant introduction de restrictions quantitatives à l'importation de certains produits originaires des Etats-Unis d'Amérique, *Journal officiel* n° L 30 du 5 février 1986, p. 1, et rectificatif, *Journal officiel* n° L 46 du 25 février 1986, p. 26.

Extrait des considérants

considérant que les Etats-Unis d'Amérique ont imposé des restrictions à l'importation des produits semi-finis en acier en provenance de la Communauté, en violation des engagements qu'ils ont souscrits dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT);

.....

considérant que, pour sauvegarder les intérêts de la Communauté, il est opportun de prendre des mesures ayant un effet équivalent à l'importation de produits originaires des Etats-Unis d'Amérique; qu'il convient, par conséquent, d'introduire des restrictions quantitatives à l'importation de certains produits originaires de ce pays.

Règlement (CEE) n° 330/86 de la Commission, du 14 février 1986, portant répartition en 1986 des contingents d'importation fixés pour certains produits originaires des Etats-Unis d'Amérique, *Journal officiel* n° L 40 du 15 février 1986, p. 12.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

AGLIETTA, M.

Un Ecu ou deux? Faut-il, et comment, assurer la connexion Ecu privé-Ecu officiel?

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., Paris, 24, 1985 10/12, p. 19-41.*)

FR 51E

BRENDER, A.

Deux points de vue sur le système monétaire international.

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., Paris, 24, 1985 10/12, p. 99-103.*)

FR 51E

334.151.25 - 333.111.0 - 334.151.27
334.151.22

658.2 - 347.753.6

BAKKER, A.F.P.

De Europese centrale banken en de Ecu.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF, Amsterdam, 305-306, 1986 01/02, p. 12-15.*)

NL 3A

BREWAEYS, E.

Leasing van roerende goederen.

(Recht en Praktijk, 8.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1985, XVI + 92 p.

338.752.0

380.23 - 334.153.1

BOELAERT, R.

Perspectives du secteur Fabrimétal pour 1986.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 8-11.*)

BE 69

BUIGUES, P. & GOYBET, P.

La compétitivité de l'industrie européenne : un bilan.

(In : *ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 25, 1985 09, p. 9-33.*)

EEC 3F

336.834. - 333.112.1 - 333.712.1
333.712.3 - 339.312.4 - 342.526.
338.43

347.728.1

BONGO-WANGA, E. et al.

Les aides publiques aux entreprises. Aspects sectoriels et régionaux. (I)

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 1-2, 1986 01/02, p. 5-100.*)

BE 99

BULLETIN...

Comptes annuels des entreprises.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 1, 1986 02, p. 22-27.*)

BE 23

BULLETIN...

Le Fonds Européen de Développement Régional.
(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE, Bruxelles, 1, 1986, 02, p. 29-31.*)

BE 23

BULLETIN...

La Bourse de Bruxelles en 1985.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 2, 1986 02 18, p. 1-4 + 7-10.*)

BE 34A

334.151.27 - 334.151.25

334.151.4

BULLETIN...

L'Ecu et le Système Monétaire Européen : bilan et perspectives.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE - NOTE EXPRESS, Bruxelles, 1986 02, p. 1-10.*)

BE 27CFS

CHANTERIE, R.

Tien jaar Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 2, 1986 02, p. 181-188.*)

BE 71

338.013.

347.720.0 - 336.214.

BULLETIN...

Les marchés commerciaux en 1985.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 8, 1986 02 21, p. 1-5.*)

BE 33

COUGNON, J.

La réforme du droit des sociétés et ses conséquences fiscales.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 3-7.*)

BE 158FB

339.0 - 307.362.

336.212.4

BULLETIN...

Les comptes nationaux de la Belgique en graphiques.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 9, 1986 02 28, p. 1-8.*)

BE 33

COUTURIER, J.J.

Waarheen met onze inkomstenbelasting?

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 1, 1986 01, p. 9-17.*)

BE 510

CROTT, R. & HOUARD, J.

L'industrie du logiciel : situation et perspectives en Belgique.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 104, 1986 01, p. 1-33.)

BE 33Z

DE JONG, E.

Voorstellen tot verbetering van het wisselkoersregime.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3543, 1986 02 12, p. 160-164.)

NL 10

338.012. - 334.151.7

339.115. - 336.311.2

DAVIS, M. & HILBRECHT, H.

La maîtrise de l'énergie dans la Communauté Européenne.

(In : *REVUE DE L'ENERGIE*, Paris, 379, 1986 01, p. 515-518.)

FR 56

de LAROSIERE, J.

Il convient de mettre en oeuvre la stratégie globale renforcée.

(In : *BULLETIN DU FMI*, Washington, 4, 1986 02 24, p. 50-55.)

FMI 2F

338.43 - 334.151.4

331.31 - 382.10 - 382.22
333.846.6 - 336.401.

DE CLERQ, M. & NAERT, F.

La politique régionale en Belgique.

(In : *EUR INFO*, Bruxelles, 104, 1986 01/02, p. 4-6.)

EEC 5AF

DEROOSE, S.

Monetaire en budgettaire politiek in kleine open economieën

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 1, 1986 02, p. 39-64.)

BE 64B

334.151.27 - 334.151.22

368.44 - 334.151.54

DE GRAUWE, P. & VERFAILLE, G.

Het Europees Monetair Systeem : een evaluatie.

(In : *ROTTERDAMSE MONETAIRE STUDIES*, Rotterdam, 19, 1985, p. 1-32.)

NL 33

DE SWERT, G.

Hangmat, vangnet, valkuil, trampoline. Europese werkloosheidsreglementeringen.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 2, 1986 02, p. 123-145.)

BE 71

DIRIX, E. & BALLON, G.L.

De factuur.

Gent, Story-Scientia, 1985, XVI + 220 p.

EMPLOYEUR...

L'emploi des langues dans les entreprises : les arrêts de la Cour d'Arbitrage du 30 janvier 1986.

(In : L'EMPLOYEUR, Bruxelles, 185, 1986 02 01, p. 9-15.)

BE 689

339.115. - 336.311.2

338.733. - 334.151.7

DORNBUSCH, R.

Policy and performance links between LDC debtors and industrial nations.

(In : BROOKINGS PAPERS ON ECONOMIC ACTIVITY, Washington, 2, 1985 07/12, p. 303-356.)

US 7

ENERGIE...

Nouvelle réglementation communautaire pour les aides d'Etat à l'industrie charbonnière.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 3, 1985 12, p. 12-15.)

EEC 24

334.151.7

338.731.

DOSSIER...

Une stratégie industrielle pour l'Europe.

(In : LE DOSSIER DE L'EUROPE, Bruxelles, 4, 1986 02, p. 1-12.)

EEC 20F

ENERGIE...

Formation des prix des produits pétroliers dans la Communauté.

(In : ENERGIE EN EUROPE, Luxembourg, 3, 1985 12, p. 20-22.)

EEC 24

336.301. - 339.115. - 336.311.2
336.32 - 336.310.

339.0 - 339.12 - 307.362.

DUPRIEZ, G.

La dette de l'Etat.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 1-2, 1986 01/02, p. 101-177.)

BE 99

ETUDES...

Les comptes nationaux de la Belgique 1975-1984.

(In : ETUDES STATISTIQUES - I.N.S., Bruxelles, 76, 1985, p. 1-90.)

BE 67

FREDERIC, R.

Problématique de la création d'activités nouvelles.
(In : WALLONIE 86, Namur, 73, 1986 01/02, p. 5-13.)

BE 186

GOODE, R.

Economic assistance to the developing countries : an enlarged role for the International Monetary Fund?

(Brookings Discussion Papers in International Economics, 19.)

Washington, The Brookings Institution, 1984, 102 p.

332.810. - 332.811. - 658.331.

334.151.22 - 334.151.27 - 333.825.

GERER...

Gérer le temps de travail ; une stratégie pour l'entreprise d'aujourd'hui.

Bruxelles, Chambre de Commerce de Bruxelles, 1986, 133 p.

GOODHART, C.

Has the time come for the U.K. to join the EMS?

(In : THE BANKER, London, 720, 1986 02, p. 26-28.)

GB 3

338.754.4 - 338.724.

338.78

GERMAIN, M.

Un modèle énergéico-économique de la filière agro-alimentaire belge.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 105, 1986 02, p. 1-35.)

BE 33Z

GREEN, M.J.

L'évolution des services marchands dans la Communauté Européenne, aux Etats-Unis et au Japon.

(In : ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 25, 1985 09, p. 71-100.)

EEC 3F

339.115. - 336.311.2

339.115. - 336.311.2 - 382.256.
338.341.1

GLYNN, L.

The field marshal of the debt crisis.

(In : INSTITUTIONAL INVESTOR, New York, 2, 1986 02, p. 62-72.)

US 27

HENNER, H.F.

Au-delà de la crise de la dette : l'intermédiation financière.

(In : ANALYSES DE LA S.E.D.E.I.S., Paris, 50, 1986 03, p. 39-42.)

FR 10A

HERMAN, F.

L'avenir du Système Monétaire Européen.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles*, 6, 1985 11/12, p. 49-55.)

BE 149B

IN...

Le double marché des changes. Pourquoi? (In : *In bono et aequitate perseverans - Baron de Barys 1906-1985.*)*Bruxelles, Bruylant, 1985, 295-310 p.*

332.832. - 368.43 - 658.324.

339.115. - 336.311.2

HOLZMANN, R.

Retraites : comment mieux répartir la charge?

(In : *L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E., Paris*, 138, 1986 01, p. 3-10.)

OCDE 8F

IPSEN, E.

Can the Baker plan work?

(In : *INSTITUTIONAL INVESTOR, New York*, 1985 12, p. 95-99.)

US 27

347.753.3

334.151.27 - 333.825.

HUBEAU, B. & VANDE LANOTTE, J.

De huurwetgeving in 1986.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen*, 26, 1986 03 01, p. 1746-1763.)

BE 655

KAUFMANN, H.M.

Germany's international monetary policy and the European Monetary System.

(Brooklyn College Studies on Society in Change, 46.)

New York, Columbia University Press, 1985, 154 p.

330.543. - 338.047. - 384.3

333.432.8

HUJOEL, L.

Le secteur public assiégé : l'enjeu du téléphone.

(In : *BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège*, 155, 1986 01/02, p. 9-28.)

BE 17

KENEN, P.B.

Financing, adjustment, and the International Monetary Fund.

(Brookings Discussion Papers in International Economics, 26.)

Washington, The Brookings Institution, 1985, 140 p.

KEULENEER, L. & MEERE, H.

Une analyse du revenu net imposable total des personnes physiques pour la période 1973-1983.

(In : *APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL - MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, Bruxelles, 4, 1985 10/12, p. 77-95.*)

BE 98EF

LEBEGUE, D.

Pour une réforme du système monétaire international. Les impératifs de la reconstruction du système.

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., Paris, 24, 1985 10/12, p. 7-18.*)

FR 51E

339.115. - 336.311.2

KINDLEBERGER, C.P.

Historical perspective on today's Third-World debt problem.

(In : *ECONOMIES ET SOCIETES - CAHIERS DE L'ISMEA, Paris, 9, 1985 09, p. 109-134.*)

FR 14

336.41 - 336.441. - 336.442.
336.443.

LEJEUNE, G. & VUCHELEN, J.

De begrotingsvoorspellingen van de Belgische overheid.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 1, 1986 02, p. 23-35.*)

BE 64B

338.043.

LAWRENCE, R.Z.

The employment effects of the new information technologies : an optimistic view.

(Brookings Discussion Papers in International Economics, 20.)

Washington, The Brookings Institution, 1984, 50 p.

333.420.0 - 333.111.40 - 333.480.
333.451.6 - 333.432.8 - 334.151.25
334.151.27

LOUIS, J.V.

La valeur du franc belge.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX, Bruxelles, 5226, 1982, p. 710-711.*)

BE 599

368.40

LAWSON, R.

European comparisons : the middle way in social security.

(In : *CATALYST, London, 3, 1985 07/09, p. 17-28.*)

GB 13

334.154.33

LOY, O.

Le droit européen et les ententes en matière de prix : étude générale.

(In : *DROIT ET PRATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL - INTERNATIONAL TRADE LAW AND PRACTICE, Paris, 4, 1985, p. 619-635.*)

FR 560

333.432.8

MAERTENS, P.

Vers un nouveau Bretton Woods?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles, 6, 1985 11/12, p. 57-68.*)

BE 149B

334.151.22 - 334.151.23 - 334.151.25
334.151.27

MICOSSI, S.

I meccanismi di intervento e finanziamento dello SME e il ruolo dell'ECU.

(In : *MONETA E CREDITO, Roma, 152, 1985 10/12, p. 405-424.*)

IT 15

658.42

MAES, J.-P. & VAN HULLE, K.

De hervorming van het bedrijfsrevisoraat en de organisatie van het accountantsberoep.

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1985, XVI + 215 p.

338.721. - 338.723.0

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

Evolution de l'économie agricole et horticole (1984-1985). Rapport du Gouvernement. (Cahiers de l'I.E.A., 253.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1985, XXIII + 182 p.

330.580.

MAES, M.

Op zoek naar enkele algemene oriëntaties voor een welzijnsbeleid.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 1, 1986 01, p. 58-63.*)

BE 71

336.301. - 336.32 - 336.313.
333.832.6 - 333.111.6

MOERMAN, W.L. & VUCHELEN, J.

Staatsschuld in de lage landen.

(In : *ROTTERDAMSE MONETAIRE STUDIES, Rotterdam, 20, 1985, p. 1-62.*)

NL 33

339.115. - 336.311.2

MENCKHOFF, L. & SELL, F.L.

Is a second debt crisis looming?

(In : *INTERECONOMICS, Hamburg, 1, 1986 01/02, p. 34-37.*)

DE 15

338.43 - 338.043.

NAERT, P.

Innovatiepolitiek in een traditionele bedrijfstak.

(In : *ONDERNEMEN, Brussel, 1, 1986 01, p. 15-23.*)

BE 48

NEUMAN, H.

Le support de la SBI aux exportations belges.

(In : FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 38-41.)

BE 69

ONDERNEMEN...

Vlaanderen verkopen in het buitenland : een gesprek met gemeenschapsminister P. Deprez.

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 2, 1986 02, p. 69-73.)

BE 48

332.620. - 332.630. - 332.810.
332.811. - 332.27

338.78 - 338.8 - 338.43

NEURAY, G.

Vaincre le chômage; des voies inattendues.

Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1986, 151 p.

ONTMANTELING...

België : autonome streekontwikkeling in Wallonië.

*(In : Ontmanteling van de groei.)**Nijmegen, Uitg. Markant, 1985, 49-56 p.*

331.01 - 331.05 - 338.750.

657.45 - 339.4 - 657.2
333.18

NICOLAS, P.

Spectral analysis and business cycles : a true love story or just a marriage of convenience?

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 106, 1986 02, p. 1-19.)

BE 33Z

OOGHE, H. & VAN WYMEERSCH, C.

Financiële analyse van ondernemingen; theorie en toepassing op de jaarrekening.

Leiden, Stenfert Kroese, 1985, XXI + 356/112 p.

339.115. - 336.311.2 - 331.01

347.734. - 347.766.

NUNNENKAMP, P.

Die Entstehung und Bewältigung von Verschuldungskrisen in Entwicklungsländern.

(In : DIE WELTWIRTSCHAFT, Kiel, 2, 1985 07/12, p. 183-198.)

DE 50

OPERATIONS...

Les opérations fiduciaires. (Colloque de Luxembourg des 20 et 21 septembre 1984.)

Paris, Feduci, 1985, IX + 494 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Vingt-cinq ans de coopération pour le développe-
ment - 1985.

Paris, O.C.D.E., 1985, 373 p.

ROY, M.P.

La CEE et le Tiers Monde. Les conventions de
Lomé.

(In : NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES, Paris,
4795, 1985 10, p. 1-144.)

FR 51F

332.86 - 658.334.

334.151.27 - 333.432.8

PERQUY, J.

Deeltijdse vorming : nu, morgen (en overmorgen).

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel,
2, 1986 02, p. 157-170.)

BE 71

SARCINELLI, M.

Lo SME e il sistema monetario internazionale :
verso una maggiore stabilità.

(In : MONETA E CREDITO, Roma, 152, 1985 10/12,
p. 371-403.)

IT 15

331.31 - 321.2 - 336.01
336.61 - 333.110. - 333.80
333.820. - 338.40

336.301. - 336.312.2 - 336.32

QUADEN, G.

La politique économique.
(Economie 2000.)

Bruxelles, Edit. Labor, 1985, 258 p.

SMETS, M.

La dette garantie par l'Etat et la situation consoli-
dée de la dette des pouvoirs publics.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE
DES FINANCES, Bruxelles, 1-2, 1986 01/02, p. 179-
235.)

BE 99

339.112.12

339.312.5 - 339.312.7

ROSIERS, M.

De effecten van leegstand op de huisvesting.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Ant-
werpen, 1, 1986 02, p. 67-86.)

BE 64B

STASSART, J.P.

La crise des investissements industriels.

(In : APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL - MINIS-
TERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, Bruxelles, 4,
1985 10/12, p. 59-76.)

BE 98EF

338.755.6

STOUTHUYSEN, R.

Kunnen wij terug op voorsprong komen?

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 2, 1986 02, p. 91-95.)

BE 48

333.451.0 - 333.451.1 - 333.451.6

333.825. - 333.432.7 - 334.151.27

VANDEPUTTE, R.

Wisselproblemen.

(In : *KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR WETENSCHAPPEN, LETTEREN EN SCHONE KUNSTEN VAN BELGIE - KLASSE DER LETTEREN - MEDEDELINGEN*, Brussel, 3, 1984, p. 1-17.)

BE 8

334.151.7 - 338.751.1

338.43

TOMANN, H.

Die neue EG-Stahlmarktordnung : Einstieg in die Liberalisierung?

(In : *WIRTSCHAFTSDIENST*, Hamburg, 12, 1985 12, p. 619-625.)

DE 30A

VANDERMOTTEN, C.

La Wallonie dans la crise. Temps longs et lecture de l'espace économique.

(In : *WALLONIE* 86, Namur, 73, 1986 01/02, p. 49-67.)

BE 186

333.432.8

338.43 - 342.55 - 333.31

321.68 - 338.480.

TRIFFIN, R.

Correcting the world monetary scandal.

(In : *CHALLENGE*, New York, 6, 1986 01/02, p. 4-14.)

US 16

VANDERVEEREN, C.

De bevoegdheidsverdeling inzake het micro-economisch beleid tussen centrale overheid en gewesten.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD*, Antwerpen, 27, 1986 03 08, p. 1809-1824.)

BE 655

331.20 - 338.43

338.012.

VANDENBROEKE, C.

De toekomst van het Vlaamse volk; geschiedenis en futurologie.

Leuven, Kritik, 1985, 212 p.

VAN EYKEN, F.

Une politique énergétique pour la Belgique.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 45-47.)

BE 69

VANHAVERBEKE, G.

K.S. in vier blikken.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 2, 1986 02, p. 147-156.)

BE 71

VERPLAETSE, A.

Wat brengt 1986 ons op economisch gebied?

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 1, 1986 01, p. 5-7.)

BE 48

339.237. - 347.753.3 - 347.753.4

333.846.2 - 333.403.

VANKERCKHOVE, J.

Loyers et revenus immobiliers en 1986. Application de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

(In : *JOURNAL DES TRIBUNAUX*, Bruxelles, 5370, 1986 03 01, p. 137-140.)

BE 599

WAHLROOS, B.

Money and prices in a small economy.

(In : *THE SCANDINAVIAN JOURNAL OF ECONOMICS*, Stockholm, 4, 1985 10/12, p. 605-624.)

SE 7A

650. - 338.046.2

339.230. - 339.311.3 - 339.311.1

van LANGENHOVE, S.

Integrale kwaliteitszorg bij KMO : noodzakelijk en mogelijk.

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 1, 1986 01, p. 27-34.)

BE 48

WEISERBS, D.

Structure des revenus et évolution du taux d'épargne.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, 1986 02, p. 1-23.)

BE 87

332.811. - 332.691. - 332.26
332.20

339.115. - 336.311.2

VAN ROMPUY, P.

Arbeidsmarktflexibiliteit en werkloosheid.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN*, Leuven, 37, 1985 12, p. 1-24.)

BE 92

WORLD...

The Baker initiative : the perspective of the banks.

(In : *WORLD FINANCIAL MARKETS*, New York, 1986 02, p. 1-9.)

US 30E

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 5 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DEPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK